

2017

RAPPORT ANNUEL



Uniting against Poverty

Couverture :

THEPALMER/ Getty Images

Luxerendering/Shutterstock.com

Anyaianova/Shutterstock.com

Tim E White/Getty Images

OFID/Rana Wintersteiner

Alex Kolokythos Photography/Shutterstock.com

People Image Studio/Shutterstock.com

Riccardo Mayer/Shutterstock.com

RAPPORT ANNUEL 2017

OFID LE FONDS OPEP POUR LE
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

L'OFID en bref

Vision

Aspirer à un monde où le développement durable, axé sur le renforcement des capacités humaines, est une réalité pour tous.

Mission

Favoriser le Partenariat Sud-Sud avec d'autres pays en développement du monde entier dans le but d'éradiquer la pauvreté.

Le Fonds OPEP pour le développement international (OFID) est l'institution intergouvernementale de financement du développement fondée en 1976 par les États Membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'OFID a été constitué lors de la Conférence des Souverains et chefs d'État des pays Membres de l'OPEP, tenue à Alger (Algérie), en mars 1975. Une Déclaration solennelle de la Conférence avait « réaffirmé la solidarité naturelle qui unit les pays de l'OPEP avec d'autres pays en développement dans leur lutte contre le sous-développement, » et demandé que des mesures soient prises afin de renforcer la coopération entre ces pays.

Les objectifs

- Promouvoir la coopération entre les pays Membres de l'OPEP et d'autres

pays en développement en témoignage de la solidarité Sud-Sud.

- Aider tout particulièrement les pays plus pauvres à faible revenu dans leurs efforts de progrès social et économique.

Les moyens

- En consentant une aide financière à des conditions de faveur sous forme de prêts destinés à l'exécution de projets et programmes de développement, au soutien de la balance des paiements et au financement du commerce.
- En participant au financement d'activités du secteur privé dans des pays en développement.
- En octroyant des dons en faveur de l'assistance technique, de l'aide alimentaire, de la recherche et des activités

0.1 Engagements de l'OFID au 31 décembre 2017 (en millions de dollars)



- **13 804,5** Prêts au secteur public
- **3 259,3** Facilité de financement du commerce
- **3 258,8** Facilité pour le secteur privé
- **1 021,9** FIDA*, Fonds fiduciaire du FMI*, Facilité pour la lutte contre la pauvreté et pour la croissance
- **653,8** Assistance sous forme de dons

Total 21 998,3 millions de dollars

*Contributions des pays Membres acheminées par l'intermédiaire de l'OFID

similaires, ainsi que des secours humanitaires d'urgence.

- En contribuant aux ressources d'autres institutions de développement dont les travaux profitent aux pays en développement.
- En servant aux pays Membres de l'OPEP d'agent sur la scène financière internationale chaque fois qu'une action collective est jugée nécessaire.

Les ressources de l'OFID

Les ressources de l'OFID proviennent de contributions volontaires versées par des pays Membres de l'OPEP et de la réserve accumulée grâce à ses diverses opérations. À la fin de l'exercice 2017, les contributions promises par les pays Membres de l'OPEP s'élevaient au total à 4 433 millions de dollars, dont 3 462 millions de dollars de contributions directes à l'OFID.

Le montant total des contributions versées par les pays Membres a atteint 4 262 millions de dollars et le solde du Compte de réserve était de 2 867 millions de dollars.

Les bénéficiaires

Tous les pays en développement, à l'exception des pays Membres de l'OPEP, ont en principe droit à l'assistance de l'OFID. Toutefois, les pays les moins avancés sont prioritaires. À ce jour, 134 pays dans le monde ont obtenu une aide financière de l'OFID.

Les partenaires de cofinancement

Afin d'optimiser l'impact de sa contribution aux efforts internationaux de développement, l'OFID travaille en étroite collaboration avec les organismes bilatéraux et multilatéraux de ses pays Membres, le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de

développement, les institutions spécialisées des Nations Unies, ainsi qu'avec de nombreuses organisations non gouvernementales et autres.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/ABOUT-US>

0.2 Décaissements de l'OFID au 31 décembre 2017 (en millions de dollars)



- **8 617,2** Prêts au secteur public
- **2 755,8** Facilité de financement du commerce
- **1 953,7** Facilité pour le secteur privé
- **892,7** FIDA*, Fonds fiduciaire du FMI*, Facilité pour la lutte contre la pauvreté et pour la croissance
- **570,9** Assistance sous forme de dons

Total 14 790,3 millions de dollars

*Contributions des pays Membres acheminées par l'intermédiaire de l'OFID

Table des matières



L'OFID en bref	2
Lettre d'envoi	7
Conseil ministériel	8
Conseil d'administration	9
Avant-propos du Directeur-général	10
OFID : Une présence mondiale	12
Résumé des points forts de 2017	14

Chapitre Premier

Les pays Membres de l'OFID en 2017	18
--	----

Chapitre Deux

Pour une approche multisectorielle du développement durable

Énergie : Au centre du cadre stratégique de l'OFID	24
Agriculture : Un défi croissant ?	28
Transports : Continuer à faire tourner la roue des ODD	30
Finance : Financer la croissance durable	32
Éducation : Mettre l'accent sur l'accès et la technologie	34
Eau et assainissement : Aller dans la bonne direction	36
Multisectoriel : Une approche concertée	38
Santé : Au cœur du développement	40

Chapitre Trois

L'OFID dans le monde

Afrique : L'OFID contribue à doper les échanges commerciaux	44
Asie : L'OFID approuve des fonds en faveur de 26 pays	46
Amérique latine et Caraïbes : L'OFID fait appel à tous les guichets de financement	48

Chapitre Quatre

Opérations de l'OFID par mécanisme financier

Prêts au secteur public	52
Secteur privé et Financement du commerce	55
Assistance sous forme de dons	59

Graphiques

I.1 Production mondiale par région (PIB réel, %)	18
I.2 Prix du panier de référence de l'OPEP (\$ É.-U./b) et demande mondiale de pétrole (mb/j)	19

Diagrammes

0.1 Engagements de l'OFID au 31 décembre 2017	2
0.2 Décaissements de l'OFID au 31 décembre 2017	3
0.3 Montants approuvés en 2017 par région	12
0.4 Montants approuvés en 2017 par secteur	12
0.5 Montants approuvés en 2017 par mécanisme	13
0.6 Décaissements en 2017 par mécanisme	13
2.1 Engagements dans le domaine de l'énergie en 2017 par région	24
2.2 Engagements dans le domaine de l'énergie en 2017 par mécanisme	24
2.3 Engagements dans le domaine de l'agriculture en 2017 par région	28

2.4	Engagements dans le domaine de l'agriculture en 2017 par mécanisme ...	28
2.5	Engagements dans le domaine des transports en 2017 par région	30
2.6	Engagements dans le domaine des transports en 2017 par mécanisme...	30
2.7	Engagements dans le secteur financier en 2017 par région	32
2.8	Engagements dans le secteur financier en 2017 par mécanisme	32
2.9	Engagements dans le domaine de l'éducation en 2017 par région	34
2.10	Engagements dans le domaine de l'éducation en 2017 par mécanisme...	34
2.11	Engagements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en 2017 par région	36
2.12	Engagements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en 2017 par mécanisme	36
2.13	Engagements dans le domaine multisectoriel en 2017 par région	38
2.14	Engagements dans le domaine multisectoriel en 2017 par mécanisme...	38
2.15	Engagements dans le domaine de la santé en 2017 par région	40
2.16	Engagements dans le domaine de la santé en 2017 par mécanisme...	40
4.1	Engagements en faveur du secteur public en 2017 par région	52
4.2	Engagements en faveur du secteur public en 2017 par secteur	52
4.3	Engagements en faveur du secteur privé en 2017 par région	55
4.4	Engagements en faveur du secteur privé en 2017 par secteur	55
4.5	Engagements en faveur du financement du commerce en 2017 par région	57
4.6	Engagements en faveur du financement du commerce en 2017 par secteur	57
4.7	Répartition régionale des dons en 2017	59
4.8	Répartition sectorielle des dons en 2017	59
5.1	Projets du secteur public cofinancés avec d'autres donateurs extérieurs en 2017	68

Tableaux

1.	Prêts en faveur du secteur public approuvés en 2017	53
2.	Financement du secteur privé approuvé en 2017	56
3.	Financement du commerce approuvé en 2017	58
4.	Dons approuvés en 2017	60

Annexes

1.	Partenariats	68
2.	État des contributions versées à l'OFID par des pays Membres de l'OPEP ...	69
3.	Réunions de haut niveau auxquelles l'OFID a participé en 2017	70
4.	Faits saillants financiers	72
5.	Glossaire	79

Notes

- Sauf indication contraire, le terme « dollar » (\$) signifie le dollar des États-Unis.
- Les chiffres se rapportent à des montants approuvés et n'incluent pas les annulations.
- Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux sommes indiquées.
- Les cartes sont présentées uniquement à des fins d'illustration et ne reflètent pas nécessairement le tracé exact des frontières.
- Les données économiques figurant aux Chapitres Premier et Trois ont été obtenues auprès des sources suivantes : Economist Intelligence Unit, FMI, ONU, PNUD et Secrétariat de l'OPEP.

Cette publication est également disponible en anglais, arabe et espagnol ainsi que sur support USB dans les quatre langues, et peut être téléchargée en format PDF sur le site web de l'OFID à l'adresse www.ofid.org.



Lettre d'envoi au Conseil ministériel

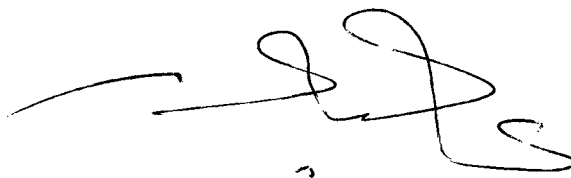
Le 19 mars 2018

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de présenter au Conseil ministériel (le Conseil) le Rapport annuel de l'OFID pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2017. Le Rapport est soumis au Conseil pour examen conformément au paragraphe iv) de la section 5.02 de l'article 5 de l'Accord portant création du Fonds OPEP pour le développement international (OFID).

Le Rapport contient un aperçu général des opérations cumulatives et du rayon d'action à l'échelle mondiale, ainsi qu'un examen détaillé des activités de l'OFID en 2017. Ces dernières sont présentées par domaine d'intervention, par région et par mécanisme de financement et sont décrites en regard du vaste contexte dans lequel l'OFID opère. En outre, on trouvera un tableau exhaustif de toutes les opérations approuvées en 2017, ainsi qu'une liste des réunions de haut niveau auxquelles l'OFID a participé et des autres temps forts. Le Rapport donne également l'état des contributions versées à l'OFID par les pays Membres jusqu'à la fin de 2017 et un résumé des états financiers de l'OFID pour les exercices 2016 et 2017.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.



Abdul Wahab Ahmed Al-Bader
Président du Conseil d'administration



Photo : OFID/Abdullah Alpour Jedd

La 38^e session du Conseil ministériel s'est tenue au Siège de l'OFID à Vienne le 6 juillet 2017.

Conseil ministériel*

Algérie	S.E. M. Abderrahmane Raouia ¹
Arabie saoudite	S.E. M. Mohammed Al-Jadaan
Émirats arabes unis	S.A. Sheikh Hamdan Bin Rashid Al-Maktoum S.E. M. Obaid H Al-Tayer
Équateur	S.E. M. Carlos Alberto de la Torre Muñoz ² (Président)
Gabon	S.E. M. Régis Immongault ³
Indonésie	S.E. Mme Sri Mulyani Indrawati ⁴
Iran, R.I.	S.E. M. Masoud Karbasian ⁵
Iraq	S.E. Dr Abdulrazzq A Jaleel Essa ⁶
Koweït	S.E. Dr Nayef Falah Al-Hajraf ⁷
Libye	S.E. M. Osama Saad Hamad Saleh ⁸
Nigeria	S.E. Mme Kemi Adeosun
Qatar	S.E. M. Ali Shareef Al Emadi
Venezuela	S.E. M. Simón Alejandro Zerpa Delgado ⁹

* au 31 décembre 2017

1 A succédé à S.E. M. Hadji Babaammi

2 A succédé à S.E. M. Patricio Rivera et S.E. M. Fausto Herrera

3 A succédé à S.E. M. Luc Oyoubi

4 A succédé à S.E. Dr Bambang PS Brodjonegoro

5 A succédé à S.E. Dr Ali Taieb Nia

6 A succédé à S.E. M. Hoshyar Zibari

7 A succédé à S.E. M. Anas Khaled Al-Saleh

8 A succédé à S.E. M. Fakhr Muftah Bufemah

9 A succédé à S.E. M. Ramón Augusto Lobo Moreno et S.E. M. Rodolfo Medina del Rio



Photo : OFID/Carlos Opitz

La 161^e session du Conseil d'administration a eu lieu au Siège de l'OFID à Vienne le 13 décembre 2017.

Conseil d'administration*

	Représentants	Suppléants
Algérie	M. Farid Tiaiba	M. Sidi Mohamed Ferhane
Arabie saoudite	S.E. Dr Hamad S Al-Bazai ¹	M. Mohammed Abdulkarim Aljenaidel
Émirats arabes unis	M. Majed A Omran	M. Hammad Al-Zaabi
Équateur	S.E. M. Carlos Alberto de la Torre Muñoz ²	Mme Verónica Quintero ⁶
Gabon	S.E. M. Jean Jacques Essono Nguema ³	-
Indonésie	M. Askolani	M. Made Arya Wijaya ⁷
Iran, R.I.	S.E. Dr Mohammad Khazae	M. Seyed Jamal Hosseini
Iraq	S.E. Dr Hussein J Abdul Hameed ⁴	M. Muwafaq Taha Ezzulddin
Koweït	M. Abdulwahab A Al-Bader (Président)	M. Waleed S A Al-Bahar
Libye	Dr Ahmed Menesi	Dr Abdalnaser Othman Abdullah
Nigeria	S.E. Dr Mahmoud Isa-Dutse	M. Aliyu Ahmed ⁸
Qatar	M. Bader Ahmed Al Qayed	M. Ali Abdullah Al-Dabbagh ⁹
Venezuela	S.E. M. Simón Alejandro Zerpa Delgado ⁵	Dr Eudomar Rafael Tovar

* au 31 décembre 2017

1 A succédé à S.E. M. Mohammed Abdullah Al-Kharashi

2 A succédé à S.E. M. Wilson Marcelo Pastor Morris

3 A succédé à S.E. M. Luc Ouyoubi

4 A succédé à S.E. Dr Fadhil Nabee Othman

5 A succédé à S.E. M. Rodolfo Medina del Rio et S.E. M. Ramón Augusto Lobo Moreno

6 A succédé à Mme Patricia Cobos et à M. Juan Francisco Viera

7 A succédé au Dr Anandy Wati (Mme)

8 A succédé à M. Haruna Mohammed

9 A succédé à M. Ahmed Al Hashimi



OFID: Une sur

La position de l'OFID en tant qu'institution de financement du développement adaptée aux réalités, respectée et efficace s'est encore affirmée au cours de 2017, malgré une nouvelle montée des turbulences géopolitiques et des sources d'incertitude dans le monde.

Dans le prolongement du travail effectué l'année précédente, l'organisation a porté le montant total des nouvelles approbations à 1 508 millions de dollars, contre 1 339 millions de dollars en 2016. L'OFID a désormais engagé près de 22 milliards de dollars en faveur du développement durable depuis sa création en 1976, venant en aide à un grand nombre de populations et régions les plus vulnérables de notre planète.

Tout au long de 2017, l'OFID a encore renforcé son engagement envers le Programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par les Nations Unies. L'organisation a appuyé les objectifs de développement durable (ODD) en accordant la priorité à des projets couvrant des secteurs d'importance stratégique comme l'énergie, l'eau et l'alimentation, avec les transports comme moteur de leur réalisation. L'OFID a engagé 849,4 millions de dollars en faveur d'opérations liées à l'énergie, l'agriculture et l'eau en 2017, ce qui représente 56 % des approbations pour l'exercice.

En 2017, l'OFID a approuvé plus de 464 millions de dollars pour des opérations dans le seul secteur de l'énergie, faisant écho à la conviction ferme de l'institution selon laquelle l'accès à des services énergétiques modernes à un coût abordable est au cœur du développement durable. Tous les guichets de financement de l'OFID

croissance soutenue reposant des fondements solides

ont approuvé des fonds pour des opérations liées à l'énergie, et de nouvelles initiatives de développement verront donc le jour en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes. À la fin de 2017, les montants approuvés pour des opérations dans le domaine énergétique ont atteint 4 769 millions de dollars, soit 23 % du total des approbations de l'organisation.

En 2017, comme chaque année depuis 41 ans, le secteur public est resté au centre des opérations de l'OFID. Un montant de 698,8 millions de dollars a été approuvé au titre de ce guichet pour des opérations dans les secteurs des transports, de l'agriculture, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, et de l'énergie. Un montant cumulé de 13 804,5 millions de dollars a déjà été approuvé par l'intermédiaire de ce guichet, représentant près des deux tiers du total des engagements de l'organisation depuis sa création. En tout, 1 544 prêts concessionnels au secteur public ont été conclus avec 106 pays en développement.

Les guichets Secteur privé et Financement du commerce de l'OFID n'ont cessé de gagner en importance. Les montants cumulés approuvés au cours de l'année ont atteint un total de 787,5 millions de dollars, contre 711,5 millions de dollars en 2016, soit une augmentation de près de 11 %. Sur cette somme, 535 millions de dollars ont été affectés au financement du commerce, contre 294 millions de dollars en 2016. La croissance a été favorisée par la diversification dans les secteurs industriels et le recours à un large éventail d'instruments financiers.

Le guichet Dons et Assistance technique de l'OFID a approuvé 22,3 millions de

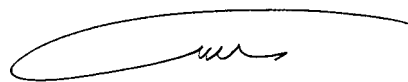
dollars en 2017 à l'appui de 65 opérations dans certaines des régions les plus défavorisées du monde. Au niveau régional, l'Asie a été le plus grand bénéficiaire, obtenant 10,7 millions de dollars, soit presque la moitié des montants approuvés. Un peu moins d'un tiers – 7,2 millions de dollars – du total annuel a été approuvé en faveur de l'Afrique, les opérations multirégionales ont reçu 3,4 millions de dollars, et l'Amérique latine et les Caraïbes ont recueilli 1 million de dollars.

Comme à l'accoutumée, outre les affaires courantes de l'OFID, 2017 aura été marquée par un certain nombre d'activités conçues et mises en œuvre pour renforcer les efforts de plaidoyer de l'organisation et améliorer sa visibilité. En définitive, ces activités appuient la mission de longue date de l'OFID qui est de promouvoir la coopération entre les pays Membres de l'OPEP et d'autres pays en développement en témoignage de la solidarité Sud-Sud, et d'aider tout particulièrement les pays plus pauvres à faible revenu dans leurs efforts de progrès social et économique.

Au nombre de ces activités figurait la participation de l'organisation en tant qu'acteur clé au 22^e Congrès mondial du pétrole (WPC). Lors du Congrès, l'OFID s'est appuyé sur les travaux considérables déjà réalisés pour créer la Plateforme de l'industrie pétrolière et gazière dédiée à l'accès à l'énergie (EAP) en lançant le site web de l'EAP. Le site web offre aux compagnies pétrolières et gazières un espace de collaboration avec d'autres parties prenantes sur une large gamme d'actions spécifiques axées sur l'accès à l'énergie.

En 2017, l'organisation a également publié et officiellement lancé le dernier ouvrage de la collection Brochures de l'OFID, intitulé *Les liens entre l'énergie, l'eau et l'alimentation : Gestion des ressources clés pour un développement durable*. Cette publication contribuera à sensibiliser davantage aux problèmes liés à ce nexus dans les pays en développement. L'année 2017 a marqué le 41^e anniversaire de l'OFID, que l'organisation a célébré en accueillant en ses murs l'exposition d'un État Membre consacrée à l'œuvre de l'artiste autrichienne et grande initiée de la religion Yoruba Susanne Wenger. Cet événement était organisé en partenariat avec l'ambassade du Nigeria à Vienne et la Fondation Susanne Wenger.

Comme les années précédentes, je dois saisir cette occasion pour rendre hommage au soutien indéfectible de nos pays Membres qui continuent de nous faire confiance pour faire avancer le développement durable axé sur l'être humain. Nous tous à l'OFID – ainsi que des centaines de milliers de bénéficiaires dans nos pays partenaires à travers le monde – leur en sommes sincèrement reconnaissants. En outre, je tiens à remercier tous les membres du personnel de l'OFID pour leur engagement envers notre noble mission. Sans leur dévouement, rien de ce que nous avons accompli n'aurait été possible.



Suleiman J Al-Herbish
Directeur-général de l'OFID

L'OFID : Une présence mondiale

Afrique

PAYS PARTENAIRES

Afrique du Sud
Algérie*
Angola
Botswana
Comores
Érythrée
Gabon*
Guinée équatoriale
Libye*
Malawi
Maroc
Maurice
Mozambique
Namibie
République du Congo
São Tomé-et-Príncipe
Seychelles
Soudan
Swaziland
Tchad

ACTIVITÉS EN 2017

Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Congo, R.D.
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Mali
Mauritanie
Niger
Nigeria*
Ouganda
République centrafricaine
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Tanzanie
Togo
Tunisie
Zambie
Zimbabwe

Amérique latine et Caraïbes

PAYS PARTENAIRES

Antigua-et-Barbuda
Barbade
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Dominique
Équateur*
Grenade
Guyana
Jamaïque
Mexique
Panama
Paraguay
République dominicaine
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-Grenadines
Uruguay
Venezuela*

ACTIVITÉS EN 2017

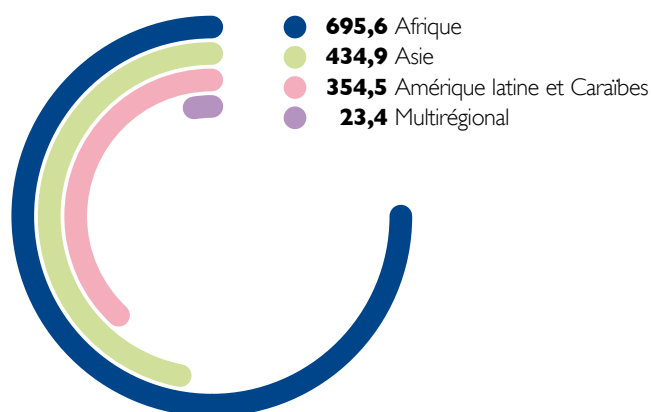
Argentine
Belize
Bolivie
Cuba
El Salvador
Guatemala
Haïti
Honduras
Nicaragua
Pérou
Suriname

Europe

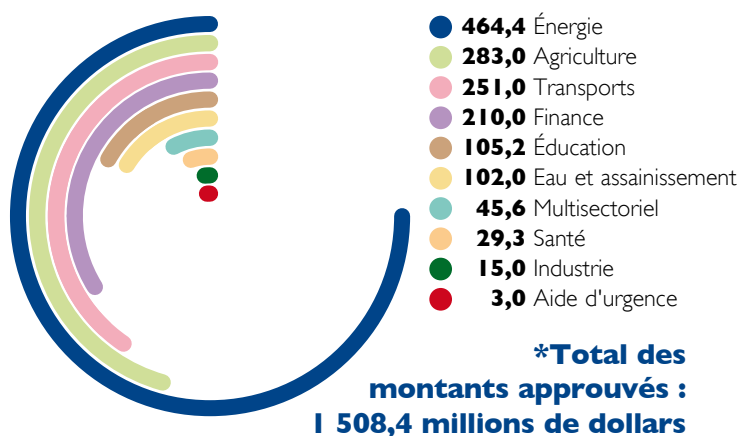
PAYS PARTENAIRES

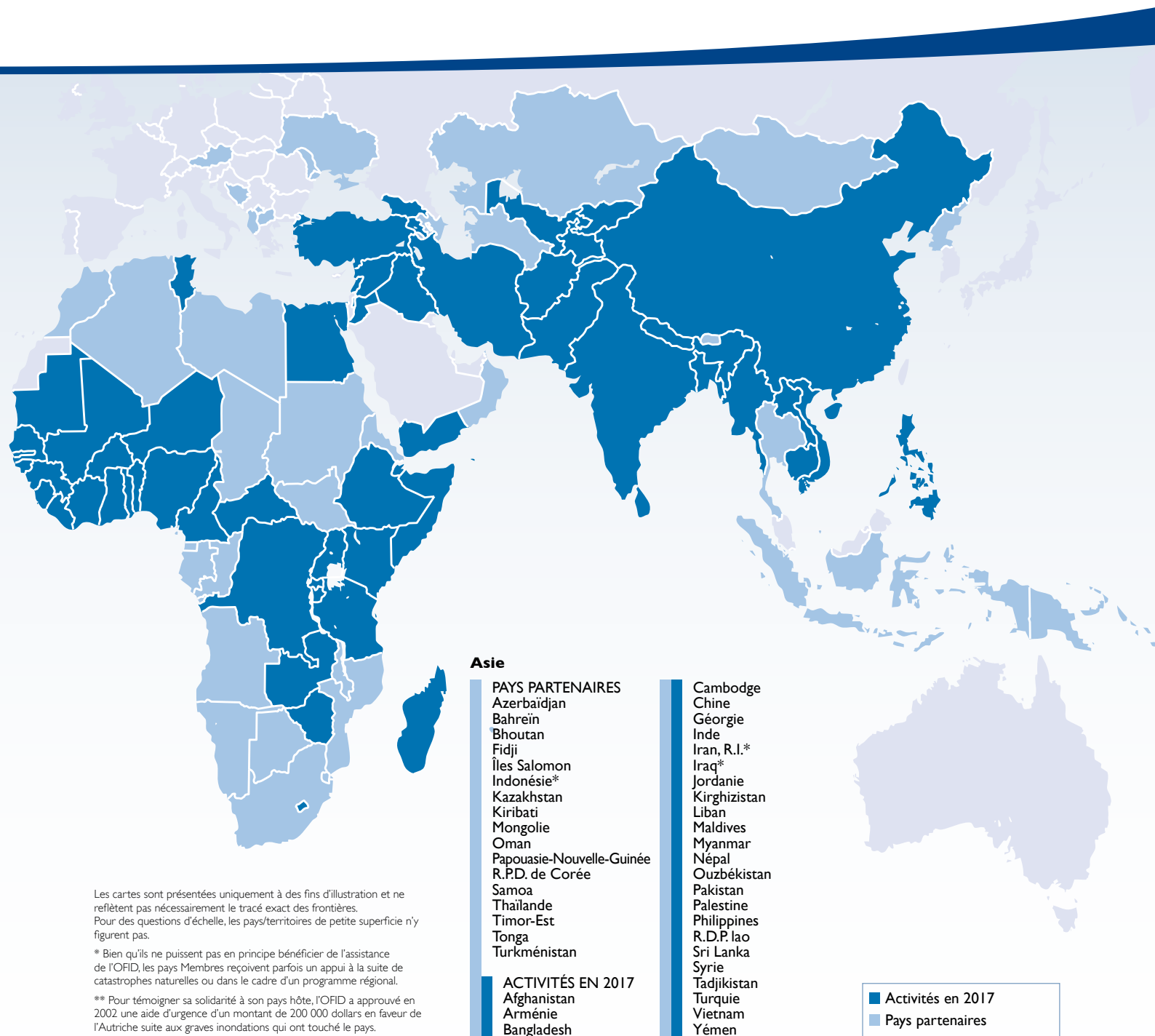
Albanie
Autriche**
Bosnie-Herzégovine
Kosovo
Macédoine
Moldova
Ukraine

0.3 Montants approuvés en 2017 par région*
(en millions de dollars)

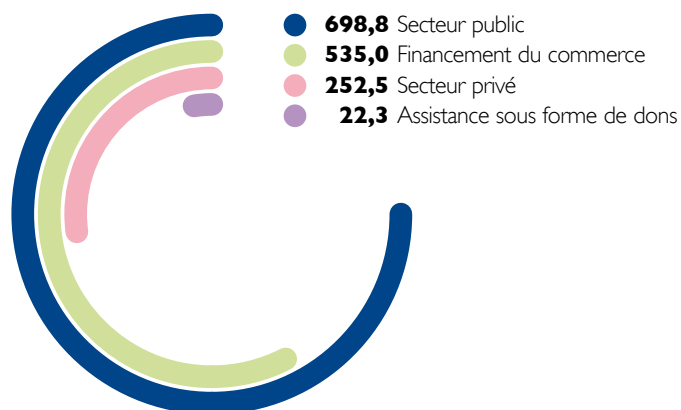


0.4 Montants approuvés en 2017 par secteur*
(en millions de dollars)

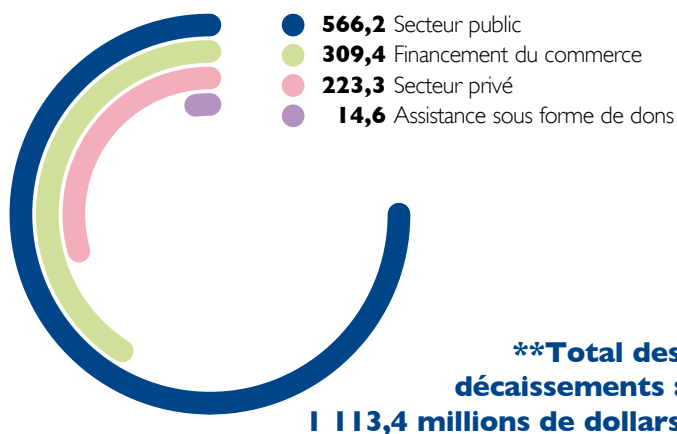




0.5 Montants approuvés en 2017 par mécanisme* (en millions de dollars)



0.6 Décaissements en 2017 par mécanisme** (en millions de dollars)



Points



Photo : jarošlava v/Shutterstock.com

Plus de **464**
millions de dollars
pour des opérations
liées à **l'énergie**



Photo : twenty | studio/Shutterstock.com

32

pays africains
se partagent
695,6 millions
de dollars pour
des opérations de
développement

Lancement du **site**
web de la Plateforme
de l'industrie pétrolière
et gazière dédiée à
l'accès à l'énergie

De nouvelles approbations à hauteur de

1 508

millions de dollars

Les approbations au
titre des guichets
Secteur privé et
Financement du
commerce de l'OFID
en hausse de

11%

849,4 millions de dollars engagés en
faveur d'opérations portant sur l'énergie,
l'agriculture et l'eau (56 % des
approbations pour l'exercice)

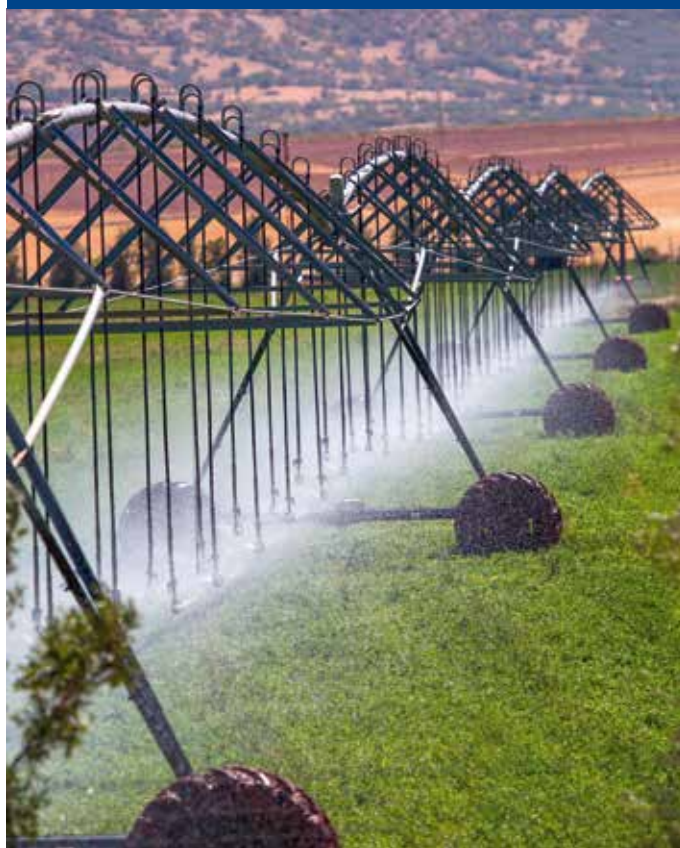


Photo : muratan/Shutterstock.com

forts de 2017

Photo : KAMONRAT/Shutterstock.com



Approbations pour le financement du commerce d'un montant de **535 millions de dollars**

698,8 millions de dollars approuvés pour des opérations dans le secteur public

252,5 millions de dollars approuvés pour des opérations dans le secteur privé

L'**OFID** souscrit au Cadre commun pour le développement de la gouvernance d'entreprise des institutions de financement du développement

Le secteur des transports a attiré **251 millions de dollars**



Photo : M-HBB Studio/Shutterstock.com

Le guichet Dons approuve

22,3 millions de dollars pour 65 opérations dans certaines régions les plus défavorisées du monde

Approbations cumulées pour des opérations énergétiques d'un montant de

4 769 millions de dollars

Photo : OFID



Parution du dernier ouvrage de la **collection Brochures de l'OFID** : Les liens entre l'énergie, l'eau et l'alimentation : Gestion des ressources clés pour un développement durable



CHAPITRE PREMIER

Les pays Membres de l'OFID en 2017

Les pays Membres de l'OFID en 2017

Contexte

Une décennie après le début de la crise financière, l'économie mondiale reprend de la vigueur de manière coordonnée. La sortie de crise s'est avérée plus longue que prévu, mais l'accélération tant attendue de la croissance observée depuis la fin de 2016 s'inscrit sur fond de redressement des marchés développés et en développement pour la première fois depuis de nombreuses années. Bien que la reprise ne soit pas complète et

secteurs. Parallèlement, l'assouplissement quantitatif des économies développées n'a pas mené à une résurgence de l'inflation dans les pays de l'OCDE comme on pouvait s'y attendre, malgré le raffermissement généralisé de la croissance, mais a contribué à une accumulation inquiétante de la dette mondiale. Du fait de la frilosité des investisseurs engendrée par ces facteurs, les pays Membres de l'OFID ont connu une autre année d'incertitude.

Entre-temps, allant de pair avec le renforcement de l'économie mondiale, la demande mondiale de pétrole a augmenté pour atteindre 97 millions de barils par jour (mb/j) en 2017, contre 95,4 mb/j l'année précédente. Cette hausse a été partiellement satisfaite par l'OPEP. Malgré un environnement peu propice aux investissements dans le secteur des hydrocarbures en 2017, l'OPEP a pu conserver une part de marché relativement stable en produisant une moyenne de 38,7 mb/j de liquides (pétrole brut, liquides de gaz naturel et autres liquides), volume quasiment inchangé par rapport à l'année précédente (l'offre mondiale d'hydrocarbures liquides ayant légèrement augmenté pour atteindre 96,5 mb/j en 2017). Ce fut l'un des plus hauts niveaux de production de l'OPEP à ce jour, signalant la ferme intention des pays Membres de demeurer un fournisseur d'énergie fiable à l'échelle mondiale.

Illustrant l'affermissement de la demande dans un environnement d'offre mondiale de pétrole relativement stable, le prix moyen du panier de référence du brut de l'OPEP (ORB) a bondi de près de 10 % durant le seul mois de novembre 2017, pour s'établir à un prix moyen de 60,7 dollars le baril pour la première fois depuis juin 2015. Pour l'ensemble de 2017, la valeur du panier de l'OPEP a été pratiquement de 12 dollars supérieure à celle de 2016, soit 52,5 dollars le baril. Outre de meilleurs fondamentaux en termes d'offre et de demande, les prix du pétrole ont été entraînés à la hausse par une combinaison de facteurs, dont : i) l'optimisme suscité par le fait que l'OPEP et les pays non membres de l'OPEP prolongeraient la Déclaration de coopération (pour ajuster la production) au-delà de 2018 (ce qui a été convenu) ; ii) une décrue en cours des stocks des États-Unis à mesure que la croissance économique du pays s'accélère ; iii) l'affaiblissement du dollar des États-Unis par rapport à l'euro depuis le début de 2017 ; et iv) diverses perturbations dans l'approvisionnement tout au long de l'année.

L'Algérie a continué en 2017 à se heurter à des difficultés liées aux faibles cours du pétrole, même s'ils remontent lentement, qui ont entraîné un ralentissement de la croissance réelle de 3,3 % en 2016 à environ 1,5 %. L'ensemble de l'activité économique a fléchi suite à la

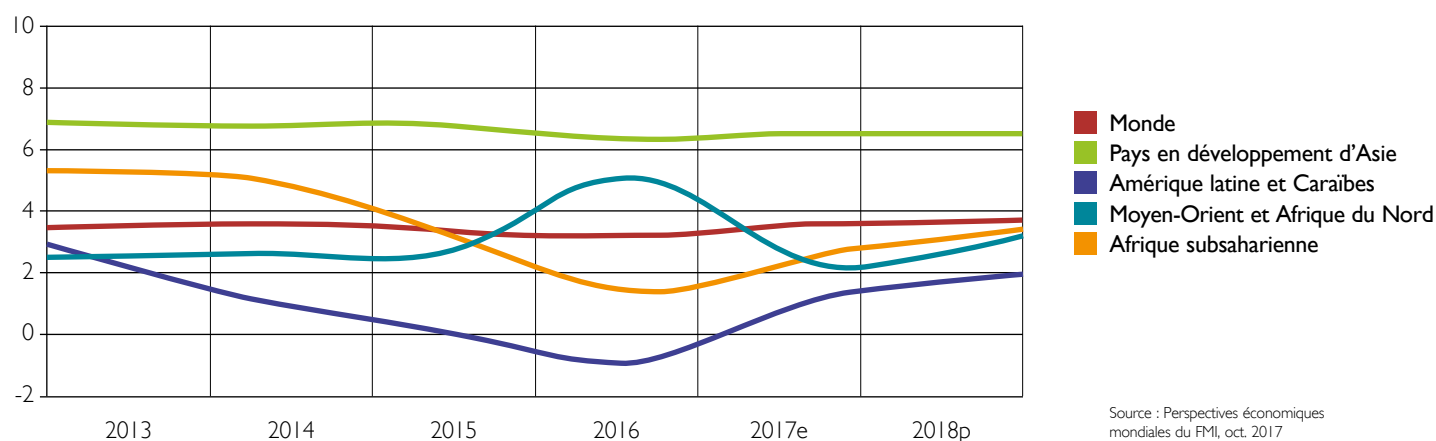
L'économie mondiale reprend de la vigueur de manière coordonnée

que la situation actuelle ne soit pas totalement satisfaisante, l'embellie notable et la hausse soutenue des cours mondiaux du pétrole depuis la mi-2017 ont amélioré les perspectives des pays Membres de l'OPEP.

Malgré ce contexte positif, la croissance dans les pays Membres de l'OFID en 2017 a été freinée par la faiblesse des cours du pétrole, ce qui s'est soldé par des investissements moindres que prévu dans le secteur pétrolier et d'autres

Les données économiques pour 2017 sont basées sur des prévisions et peuvent faire l'objet de modifications.

1.1 Production mondiale par région (PIB réel, %)



diminution des investissements dans le secteur des hydrocarbures (ce secteur représente près de 25 % du PIB) et aux coupes budgétaires induites par la chute des recettes pétrolières. Parallèlement, l'inflation annuelle moyenne s'est accélérée pour atteindre 5 %, taux en légère baisse par rapport à 2016, traduisant le ralentissement économique et une moindre demande de biens et services. Malgré les efforts déployés pour créer plus d'emplois, le taux de chômage est resté proche de 11 %, touchant particulièrement les jeunes (plus de 25 %) et les femmes (20 %). En 2017, les efforts d'assainissement budgétaire ont été couronnés de succès, permettant de ramener le déficit budgétaire en pourcentage du PIB à un seul chiffre. Le déficit du compte courant s'est également contracté (mais de façon plus marginale), principalement en raison d'un tassement de la demande d'importation et d'une reprise des recettes d'exportation due à la hausse des cours du pétrole. Un autre point positif a été le maintien d'un niveau très faible de dette extérieure.

Après le puissant séisme survenu en 2016, l'**Équateur** a continué d'avancer tout au long de 2017 grâce à la réaction rapide des autorités pour faire face aux contrecoups. Néanmoins, étant donné l'ampleur du bouleversement, la croissance réelle est restée faible, à moins de 0,5 %, soutenue par une augmentation des dépenses publiques à la fin de l'année financée à la faveur d'un meilleur accès aux marchés de capitaux mondiaux. Les perturbations ont aussi freiné la réalisation de travaux de reconstruction de plus

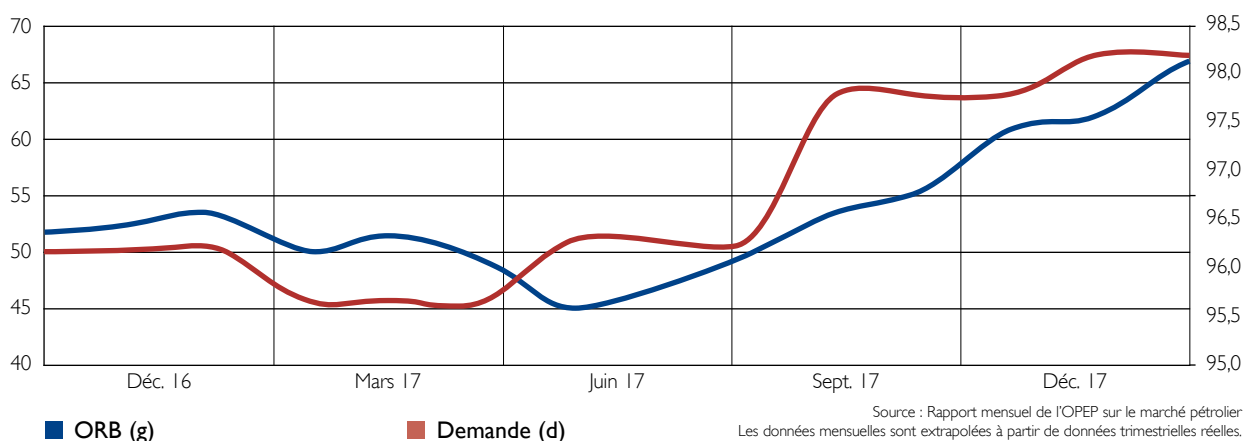
grande envergure, aggravant encore les difficultés incessantes auxquelles se sont heurtées les autorités en 2017, à savoir la faiblesse des cours du pétrole, l'appréciation du dollar des États-Unis (l'Équateur s'est dollarisé en 2000) et le faible niveau des réserves de change. Une demande intérieure déprimée, qui s'est soldée par un taux d'inflation annuel moyen plus faible d'environ 1 % en 2017, a contribué aux efforts visant à réduire de moitié le déficit budgétaire, le ramenant à 3,5 % du PIB par rapport à 2016. Dans le même temps, le taux de chômage n'a pratiquement pas bougé, s'établissant à 5 %, dans un contexte d'atonie de l'activité économique post-séisme. Malgré une reprise des exportations au second semestre (correspondant à la remontée des cours du pétrole), le compte courant a accusé un déficit de 0,7 % du PIB en raison d'une forte hausse des importations (dont un grand nombre liées aux efforts de reconstruction).

L'activité économique au **Gabon** est restée modérée en 2017, la croissance réelle progressant de quelque 0,8 %, moins de la moitié du taux enregistré en 2016. Le secteur pétrolier (qui ne représente plus que 30 % de l'économie) s'est replié d'environ 3 % en raison des perturbations techniques et de l'impact des coupes de production décidées par l'OPEP en 2017. Le secteur non pétrolier s'est stabilisé grâce à la solide performance de l'activité axée sur les exportations due à un rebond des prix des produits de base et de nouveaux investissements dans ce secteur. Ce facteur positif a toutefois été

partiellement neutralisé par les effets de l'ajustement budgétaire qui a pesé sur l'activité dans des secteurs fortement liés à l'État (construction, commerce et services). Les dépenses de fonctionnement non salariales ont été limitées et les dépenses d'investissement ont été moindres que prévu, ce qui a permis de réduire de moitié le déficit budgétaire pour le ramener à près de 3,6 % du PIB en 2017. Entre-temps, aidé par l'ancrage du taux de change à l'euro, le taux d'inflation annuel moyen n'a que légèrement augmenté pour s'établir à 3 % en 2017, après la suppression des subventions aux carburants. D'autres progrès ont été enregistrés dans la réduction sensible du déficit de la balance courante qui a été ramené à 5,4 % en 2017, à la faveur d'une forte croissance des exportations due à une amélioration des termes de l'échange conjuguée à une compression des importations correspondant à un recul des investissements publics et à un ralentissement de l'activité économique dans les secteurs tributaires des importations.

L'économie **indonésienne** a continué d'afficher de bons résultats en 2017, le PIB réel ayant progressé de quelque 5,1 %. La croissance a été tirée principalement par une hausse des exportations et des investissements et étayée par des politiques macro-économiques prudentes, une amélioration de la croissance et des prix des produits de base au niveau mondial, et des efforts soutenus pour renforcer la compétitivité. Le taux d'inflation en fin d'année est demeuré à un niveau confortable de moins de 4 %,

1.2 Prix du panier de référence de l'OPEP (\$ É.-U./b) et demande mondiale de pétrole (mb/j)



dans un contexte de stabilité globale des prix des denrées alimentaires et des prix administrés, et d'un écart de production légèrement négatif. Le faible taux d'inflation a permis de maintenir le service de la dette à un niveau peu élevé, ce qui a conforté les autorités dans leur politique budgétaire visant à reconstruire des marges dans un effort de rééquilibrage du budget en faveur des dépenses et de l'investissement dans le domaine social. La révision du budget a entraîné une légère augmentation du déficit budgétaire de 2,9 % du PIB. Dans le même temps, le déficit du compte courant a été contenu à 1,7 % du PIB en 2017 grâce à l'amélioration des termes de l'échange, la balance globale des paiements demeurant excédentaire en raison des afflux massifs de capitaux.

La hausse soutenue des cours mondiaux du pétrole depuis la mi-2017 a amélioré les perspectives des pays Membres de l'OPEP.

La croissance réelle du PIB en **Iran** s'est accélérée pour atteindre 4,2 % en 2017/18 (l'année fiscale iranienne va du 21 mars au 20 mars), reposant dans une large mesure sur le renforcement du secteur non pétrolier. L'activité du secteur pétrolier a légèrement repris suite à une hausse de la production au premier trimestre avant de baisser régulièrement à partir du second semestre jusqu'à la fin de l'année. Le taux d'inflation annuel moyen a également augmenté pour s'établir à 9,9 % en 2017 contre 8,5 % l'année précédente, en raison principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires et des boissons, ainsi que du logement et des services publics. Les vulnérabilités du secteur financier ont été source d'inquiétude en 2017, bien que les autorités aient reconnu qu'il était impératif de restructurer et de recapitaliser les institutions de crédit et les banques. Les coûts associés, pouvant être couverts par de nouvelles obligations d'État à long terme, ainsi que la réforme du système universel de transfert en espèces visant à soutenir les revenus des pauvres exerceront des pressions budgétaires sur le financement du déficit.

Entre-temps, des modifications apportées à la Loi sur les douanes ont contribué à faire baisser le coût des échanges, dopant les exportations, ce qui, de pair avec une moindre demande d'importations, a permis à l'excédent de la balance courante d'atteindre quelque 6 % du PIB en 2017/18.

En 2017, l'**Iraq** a avancé dans la résolution des problèmes engendrés par le conflit et la baisse des cours du pétrole au premier semestre de l'année. Bien que la production de pétrole n'ait que peu été affectée par le conflit, et malgré la hausse des cours au second semestre de 2017, l'accord de l'OPEP sur une réduction de la production, auquel s'ajoute une reprise plus que timide du secteur non pétrolier, a donné un coup d'arrêt à la croissance réelle, qui a chuté de 11 % en 2016 à 0,5 %. Des pressions budgétaires ont commencé à se manifester en 2017 induites par la faiblesse des cours du pétrole au premier semestre de l'année et la hausse des dépenses liées à l'aide humanitaire et à la sécurité. Néanmoins, des progrès significatifs ont été accomplis en matière de consolidation budgétaire, conduisant à une réduction du déficit budgétaire qui a été ramené à 5 % du PIB, contre plus de 14 % en 2016. Maintenir l'ancrage du taux de change et un contrôle plus strict des dépenses publiques a permis de juguler l'inflation annuelle moyenne à un taux de 2 %. Parallèlement, le déficit du compte courant a légèrement diminué, passant de 15 % du PIB en 2016 à environ 12 %, les effets de la hausse des cours du pétrole ayant plus que compensé l'augmentation de la facture des importations de biens liés à la reconstruction et à la sécurité.

Malgré le faible niveau des cours du pétrole en 2017, le **Koweït** a conservé une position solide grâce à d'importantes réserves de fonds, un faible niveau d'endettement et un secteur financier en bonne santé. Toutefois, la chute de la production pétrolière (et les effets indirects d'un contexte de cours du pétrole déprimés) a entraîné un repli du secteur pétrolier, qui, par voie de conséquence, s'est traduit par un ralentissement de l'économie d'environ 2,5 % par rapport à 2016. La situation budgétaire a été pénalisée par les faibles cours du pétrole, ce à quoi les autorités

ont réagi en définissant une stratégie de réformes de grande ampleur pour réduire les dépenses et favoriser davantage l'investissement privé. Néanmoins, une baisse de la demande a entraîné une diminution des dépenses publiques, ce qui a permis un excédent budgétaire de près de 2 % du PIB. Étant donné la médiocre performance de l'économie, le taux d'inflation annuel moyen est tombé de 3,5 % en 2016 à environ 2 %, et le compte courant a renoué avec un excédent de près de 0,5 % du PIB, reflétant une chute de la demande d'importation et l'effet positif de la hausse des cours du pétrole plus tard dans l'année.

Bien que la situation politique en **Libye** ait relativement peu évolué en 2017, on a pu constater un certain rapprochement entre plusieurs groupes. Ce facteur a contribué aux efforts visant à accroître la production pétrolière, qui ont stimulé la croissance réelle de près de 50 % l'année dernière (la forte hausse s'explique par le faible effet de base). Les pénuries chroniques de biens et services sur fond d'affermissement de la demande entraînant un regain de l'activité économique ont porté le niveau de l'inflation annuelle moyenne à près de 33 % en 2017. Dans le même temps, la situation budgétaire est demeurée fragile, bien que le déficit ait été ramené à environ 40 % du PIB en 2017, contre 100 % l'année précédente, grâce à l'augmentation des recettes pétrolières. L'effet positif de l'accroissement de la production pétrolière a également contribué à renforcer le compte courant, qui a affiché un léger excédent de près de 1 % du PIB contre un déficit de 5 % en 2016.

La croissance au **Nigeria** a progressé d'environ 1 % en 2017 après un recul de quelque 2 % en 2016, tirée par la reprise de la production pétrolière et agricole. Cependant, la croissance dans le secteur des services (qui représente les deux tiers de l'économie) s'est tassée au vu des défis auxquels les entreprises ont été confrontées en matière d'accès au financement et des incidences d'une inflation élevée sur la demande des consommateurs. Pour soutenir la croissance, les autorités ont commencé à mettre en œuvre certaines réformes

contenues dans le Plan de relance économique et de croissance, un nouveau guichet de change pour les investisseurs et les exportateurs, le Programme de redressement du secteur énergétique et la Stratégie nationale de lutte contre la corruption. Le taux d'inflation annuel moyen a atteint plus de 16 % en 2017 en raison de conditions de liquidité restrictives, de pénuries de certains biens et d'une forte demande. Le déficit budgétaire a enregistré un nouveau record historique de 5 % du PIB en 2017, induit par une moindre mobilisation des recettes. Le déficit a engendré des besoins de financement qui, conjugués au resserrement de la politique monétaire, ont accru la pression sur les rendements obligataires et évincé le secteur privé. La faiblesse des recettes pétrolières a aussi entraîné un modeste excédent du compte courant, soit 2 % du PIB en 2017, bien en dessous de la moyenne de 14 % enregistrée entre 2004 et 2008.

L'économie du **Qatar** a dû s'adapter aux mesures imposées au début de juin 2017 par certains pays partenaires commerciaux, ainsi qu'à l'accord antérieur de l'OPEP sur une réduction de la production pétrolière pour toute l'année 2017. De ce fait, la croissance est restée en demi-teinte en 2017, s'établissant à 2,5 %, taux pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente. Une des conséquences de la faiblesse de l'activité économique a été le ralentissement du taux moyen annuel d'inflation de presque 3 % en 2016 à 1 %, bien que les coûts des transports et des denrées alimentaires aient augmenté, et que les retards causés par les déroutements commerciaux aient entraîné une hausse des coûts opérationnels pour certaines entreprises. La consolidation budgétaire s'est poursuivie, étayée par des coupes dans les dépenses de fonctionnement et une augmentation des recettes non pétrolières, qui ont conduit à une réduction du déficit budgétaire estimé à 1 % du PIB, contre près de 4 % en 2016. Entre-temps, le compte courant a renoué avec un excédent confortable de 4 % du PIB, contre un déficit de près de 8 % l'année précédente. Cette amélioration a été induite par un recul brutal des importations et une reprise des cours du pétrole à la fin de l'année.

La croissance a marqué le pas en **Arabie saoudite** en 2017 après une progression de 1,7 % en 2016. Ces résultats sont en partie attribuables à un recul de presque 2 % dans le secteur pétrolier, malgré une croissance de 1,7 % du secteur non pétrolier. Le ralentissement de l'activité dans le secteur pétrolier a été induit par la décision des autorités de soutenir l'accord de l'OPEP visant à réduire la production de pétrole tout au long de 2017, et ce malgré les effets indirects de la remontée des cours du pétrole au second semestre de 2017. L'activité dans le secteur non pétrolier plus résistant a été à la mesure des investissements continus réalisés, en particulier dans l'infrastructure et les services, au titre d'une réorientation de la politique destinée à répondre à la faiblesse des cours du pétrole, notamment à travers la diversification de l'économie. En raison principalement du fléchissement de l'économie, l'inflation moyenne annuelle a ralenti pour avoisiner zéro, contre 3,5 % en 2016. Ce coup de pouce a été le bienvenu étant donné les complexités de la mise en œuvre de la politique de diversification économique. Après deux années de déficit du compte courant, un excédent de plus de 4 % a été enregistré en 2017, correspondant à une hausse régulière des cours du pétrole depuis le milieu de l'année et à un tassement de la demande d'importations dû à la chute des investissements dans le secteur pétrolier.

L'économie des **Émirats arabes unis** a bien résisté dans un contexte marqué par la faiblesse des prix du pétrole, soutenue par le recours aux investissements publics pour diversifier l'économie conformément au plan national Vision 2021. Bien que la faiblesse des prix du pétrole se soit traduite par une diminution des recettes pétrolières, et des positions budgétaire et extérieure plus fragiles, la croissance n'a accusé qu'un léger ralentissement pour s'établir à 1,5 %, soit la moitié du taux enregistré en 2016. Les réserves de fonds des EAU, leur statut de havre de sécurité, la bonne santé des banques, et une économie diversifiée et favorable aux entreprises ont contribué à maintenir une bonne dynamique de croissance. Un déficit budgétaire de l'ordre de 3,7 % du PIB en 2017 est viable au vu du rythme rapide

d'ajustement budgétaire en 2015/16. Dans le même temps, la parité fixe avec le dollar des États-Unis en place depuis longtemps et le contexte de faible demande intérieure ont permis de contenir l'inflation moyenne annuelle à un taux d'un peu plus de 2 %, sans grand changement par rapport à 2016. Un nouvel excédent du compte courant de quelque 8 % a été réalisé en 2017, comme l'année précédente. Ce résultat est en partie attribuable à la remontée des cours du pétrole au second semestre, et à une bonne performance dans le secteur des services, les EAU continuant à s'ériger en plate-forme régionale et mondiale pour le commerce, la finance, le transport et le tourisme.

L'économie du **Venezuela** s'est contractée d'environ 12 % en 2017. Le gouvernement attribue ce résultat à un environnement externe difficile dû à la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, qui a pesé lourdement sur l'économie. Il fait valoir que ses efforts en matière de gestion publique ont été compromis par un ensemble de contraintes financières, logistiques et diplomatiques qui ont continué de freiner le développement économique suite aux mesures prises par le gouvernement des États-Unis en 2014. Cela s'est notamment traduit l'année dernière par un taux d'inflation plus élevé, qui reflétait une demande importante malgré des investissements publics continus. Dans le même temps, une forte demande de services publics a contribué à entretenir les pressions exercées sur les dépenses qui, conjuguées au faible niveau des prix du pétrole et à la baisse associée des recettes pétrolières, ont continué de creuser le déficit budgétaire. En revanche, le déficit du compte courant a été ramené à quelque 1,6 % du PIB, porté en grande partie par un effondrement de la demande d'importations s'expliquant par le rééquilibrage de l'économie.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/ABOUT-US/Member-Countries>



Pour une approche multisectorielle du développement durable

Énergie : Au centre du cadre stratégique de l'OFID

Agriculture : Un défi croissant ?

Transports : Continuer à faire tourner la roue des ODD

Finance : Financer la croissance durable

Éducation : Mettre l'accent sur l'accès et la technologie

Eau et assainissement : Aller dans la bonne direction

Multisectoriel : Une approche concertée

Santé : Au cœur du développement

Énergie : Au centre du cadre stratégique de l'OFID

L'OFID reconnaît
l'ampleur du défi
énergétique

Les approbations relatives
à l'énergie ont représenté
plus de

30 %

du total des approbations
en 2017

Contexte stratégique

L'OFID fait œuvre de pionnier en matière d'atténuation de la pauvreté énergétique, et l'énergie est au cœur du cadre stratégique de l'organisation. En adoptant une approche intégrée de la pauvreté énergétique – abordant l'énergie parallèlement à la sécurité alimentaire et hydrique – l'organisation vise à s'assurer que les politiques mises en œuvre dans ces trois secteurs sont harmonisées. L'objectif de développement durable (ODD 7) appelle à garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. L'énergie est universellement acceptée comme l'un des catalyseurs les plus puissants du développement. Sans énergie, il est impossible de dispenser des soins de santé et un enseignement, de fournir de l'eau propre, de renforcer la sécurité alimentaire et d'éliminer la faim ou, à terme, d'éradiquer la pauvreté. L'accès à l'énergie est un véritable moteur et a une incidence sur tous les autres ODD.

Selon le rapport 2017 du Secrétaire général des Nations Unies Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, les progrès accomplis dans tous les domaines de la gestion durable de l'énergie ne sont pas suffisants pour garantir l'accès de tous à des services énergétiques et atteindre les objectifs fixés en matière d'énergie

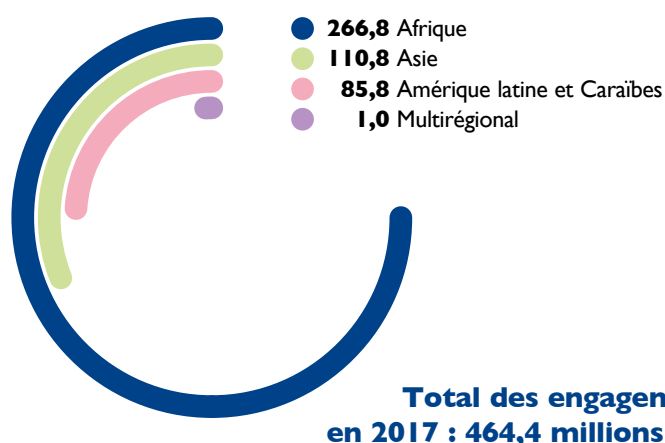
renouvelable et de rendement énergétique. Plus d'un milliard de personnes, majoritairement des habitants de zones rurales, n'ont toujours pas l'électricité. La moitié d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne. D'après le rapport, des niveaux de financement plus élevés et des engagements politiques plus audacieux seront nécessaires pour obtenir des résultats appréciables dans ce domaine, et les pays devront s'engager à adopter les nouvelles technologies à bien plus grande échelle.

L'OFID reconnaît l'ampleur du défi. À la fin de 2017, les montants approuvés pour les opérations dans le domaine de l'énergie se sont élevés à 4 769 millions de dollars, soit 23 % du total des approbations de l'organisation. Le rôle de premier plan que l'OFID a joué dans les efforts mondiaux de lutte contre la pauvreté énergétique découle directement du mandat que lui ont donné ses pays Membres en 2007. En collaborant avec des partenaires partageant la même vision, notamment l'initiative des Nations Unies SEforALL, l'OFID a contribué à fixer un objectif précis concernant l'énergie dans l'Agenda 2030 du développement durable des Nations Unies.

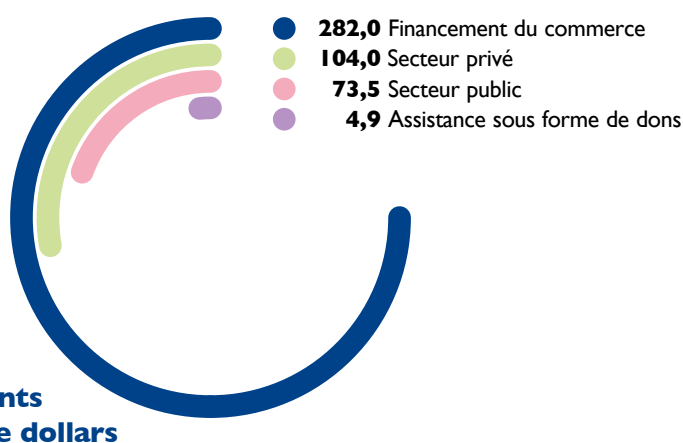
Une approche intégrée

L'approche du développement fondée sur le nexus énergie-eau-alimentation reconnaît

2.1 Engagements dans le domaine de l'énergie en 2017 par région (en millions de dollars)



2.2 Engagements dans le domaine de l'énergie en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



L'OFID À L'ŒUVRE

Un prêt au secteur privé appuie le premier projet énergétique indépendant destiné au réseau national du Mali - pays qui sort d'un conflit

Photo : Anna Vaczi/Shutterstock.com



La nouvelle centrale augmentera la capacité électrique nationale et contribuera à la réduction de la pauvreté et au développement économique.

Montant : 15 millions de dollars

Mécanisme : Prêt à terme au secteur privé

Cofinanciers : BIsD, BOAD, Fonds de développement des infrastructures de l'Afrique émergente, GuarantCo et Société islamique pour le développement du secteur privé

Le Mali fait partie des pays les plus pauvres du monde - seuls 25,6 % de ses 18 millions d'habitants ont accès à l'électricité. Ce déficit représente une menace pour le développement du Mali. Le prêt appuiera l'implantation, l'exploitation et la maintenance d'une centrale thermique au sud de Kayes, dans l'ouest du Mali. Le projet contribuera à assurer un approvisionnement en électricité fiable et suffisant pour satisfaire la demande croissante et accompagner un

développement économique et social plus durable. Le coût total du projet est estimé à quelque 120 millions de dollars.

Le projet améliorera l'accès aux sources d'énergie locales et augmentera la capacité nationale de 90 mégawatts supplémentaires – soit une hausse d'environ 25 %. La nouvelle centrale devrait apporter au moins 578 gigawatts/heure par an au réseau national malien pendant 20 ans, permettant ainsi de réduire les importations d'électricité très onéreuse. Le projet devrait également créer près de 1 600 emplois durant la phase de construction et plus de 65 emplois permanents après sa mise en service. La construction a débuté en juillet 2017 et le projet devrait être achevé en 16 mois.

Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociale d'entreprise, la société en charge du projet lancera des initiatives – axées sur la santé, l'eau, la gestion des déchets, la production alimentaire, la jeunesse, l'emploi et l'éducation – destinées à trois villages avoisinant le site du projet.

La situation politique et sécuritaire au Mali a été particulièrement instable ces dernières années. Des négociations ont abouti à la signature d'un accord de paix en 2015. Une paix durable – et des projets de développement tels que celui soutenu par l'OFID, exposé ci-dessus – est cruciale pour le redressement économique et la réduction de la pauvreté au Mali.

les liens inextricables entre ces trois principaux domaines et entre l'énergie, l'eau et la sécurité alimentaire - qui sont tous des objectifs clés dans le contexte du développement durable.

L'approche intégrée porte notamment sur une planification structurée destinée à reconnaître l'interdépendance de l'utilisation et de la disponibilité des ressources entre les différents secteurs. Elle vise à améliorer l'affectation des ressources et l'efficacité économique, à atténuer les effets négatifs sur l'environnement et la santé, et, à terme, à réunir les conditions pour un développement durable réussi.

En tant que 'cadre', l'approche intégrée ne s'attaque pas seulement aux problèmes qui se posent dans ses propres secteurs, mais elle a également une influence sur d'autres ODD, notamment ceux relatifs au changement climatique, à la santé, à l'égalité entre les sexes, aux opportunités économiques, à l'éducation et à l'éradication de la pauvreté. L'OFID considère cette approche comme un pilier central de l'Agenda 2030.

L'OFID a engagé 849,4 millions de dollars en faveur d'opérations liées à l'énergie, à l'agriculture et à l'eau en 2017. Cela représente 56 % des approbations pour l'exercice. Outre le financement d'opérations sur le terrain, l'OFID joue également un rôle de premier plan dans la promotion de l'approche intégrée sur l'échiquier du financement du développement et au-delà. Voir ci-dessous pour de plus amples informations sur les efforts de plaidoyer.

Activités en 2017

Avec 464,4 millions de dollars sur un total de 1 508,4 millions de dollars, les montants affectés à l'énergie ont représenté plus de 30 % du total des montants approuvés en 2017. Ce sont 51,9 millions de dollars de plus que le montant approuvé en faveur de l'énergie en 2016. Les fonds appuieront 29 projets dans 35 pays.

Sur les nouvelles approbations, 60 % (soit 282 millions de dollars) ont été approuvés sous forme de financement du commerce dans le cadre d'un

programme géré par l'ITFC. Les pays bénéficiaires ont été les suivants : Burkina Faso (40 millions de dollars) ; Égypte (100 millions de dollars) ; Gambie (15 millions de dollars) ; Maldives (35 millions de dollars) ; Sénégal (42 millions de dollars) ; et Tunisie (50 millions de dollars). Le secteur privé a obtenu 104 millions de dollars pour le développement d'installations solaires, éoliennes, thermiques ou alimentées au gaz dans cinq pays : Arménie (37 millions de dollars) ; Bangladesh (20 millions de dollars) ; El Salvador (25 millions de dollars) ; Honduras (5 millions de dollars) ; et Jordanie (17 millions de dollars).

Au total, ce sont 73,5 millions de dollars qui ont été approuvés en faveur de projets énergétiques dans le cadre du guichet Opérations en faveur du secteur public. Parmi les pays bénéficiaires figuraient Cuba (45 millions de dollars pour l'énergie solaire), la Mauritanie (18 millions de dollars pour un parc éolien) et le Nicaragua (10,5 millions de dollars pour un projet d'électrification).

Le guichet Dons et assistance technique de l'OFID a approuvé près de 5 millions de dollars pour financer un certain nombre d'opérations à petite échelle au Bénin, au Cambodge, au Kirghizistan, à Haïti et dans d'autres pays.

Parmi les activités de plaidoyer de l'OFID relatives à l'énergie en 2017 figurait la participation de l'organisation en tant qu'acteur clé au 22^e Congrès mondial du pétrole (WPC), intitulé Ponts vers notre avenir énergétique.

Durant le Congrès, le Directeur-général de l'OFID, M. Suleiman J Al-Herbish – en compagnie du Président du WPC, le Dr József Toth, et de M. Jean-Marc Fontaine, Vice-Président de Total S.A. – a lancé le site web de la Plateforme de l'industrie pétrolière et gazière dédiée à l'accès à l'énergie (EAP).

Dans son allocution lors du lancement, M. Al-Herbish a déclaré : « Aujourd'hui est un tournant décisif, tant pour l'OFID que pour les membres de l'industrie pétrolière et gazière qui se joignent à nos efforts pour accélérer les progrès vers la réalisation de l'ODD 7. L'EAP offre aux compagnies pétrolières et gazières un espace de collaboration avec

d'autres parties prenantes sur toute une gamme d'actions spécifiques axées sur l'accès à l'énergie, y compris l'identification des opportunités de responsabilité sociale des entreprises dans les pays hôtes, et une meilleure intégration de l'accès à l'énergie dans les politiques et les projets au niveau du pays. Le nouveau site web permettra à l'EAP de toucher un public encore plus large, à l'échelle mondiale, et nous espérons qu'il encouragera bien d'autres encore à se joindre à notre cause. »

Le Directeur-général a également saisi l'occasion, lors de l'Expo 2017 à Astana (Kazakhstan), de prôner l'importance de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique. « Le thème de cette Expo – Énergie de l'avenir – reflète l'une des principales priorités mondiales d'aujourd'hui : garantir l'accès de tous à l'énergie, » a-t-il déclaré. « Cela est au cœur même de l'Agenda 2030 du développement durable et des 17 ODD. »

M. Al-Herbish tenait son discours dans le cadre de la Journée officielle de l'OFID. Invitant les délégués à l'exposition de l'OFID, où l'organisation accueillait une table ronde d'experts intitulée Avenir de l'énergie pour tous, le Directeur-général a rappelé : « L'accès à l'énergie est essentiel pour la croissance économique, l'emploi, l'éducation, l'atténuation de la pauvreté, et la santé et la sûreté. Il a constitué le thème central de nos travaux depuis 2007, date à laquelle l'OFID a reçu un mandat spécial de la Déclaration de Riyad adoptée lors du 3^e Sommet de l'OPEP. Depuis lors, nous avons intensifié nos initiatives en faveur de l'atténuation de la pauvreté énergétique. »

En 2017, l'organisation a également publié le dernier ouvrage de la collection Brochures de l'OFID intitulé : *Les liens entre l'énergie, l'eau et l'alimentation : Gestion des ressources clés pour un développement durable*.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Energy>

L'OFID À L'ŒUVRE

Projet d'énergie renouvelable d'une ampleur inégalée pour la Mauritanie

Photo : Science Photo Library/Alamy Stock Photo



Le prêt de l'OFID permettra d'offrir une source d'énergie fiable et également d'étendre la couverture, notamment dans les zones rurales de la Mauritanie.

Montant : 18 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinanciers : Fonds arabe, Mauritanie

Ce prêt permettra de fournir un approvisionnement continu en électricité aux 4,1 millions d'habitants de la Mauritanie grâce à la construction d'un parc éolien d'une capacité de 102 mégawatts dans la zone de Boulanour. Représentant le plus grand projet d'énergie durable jamais entrepris dans le pays, l'installation devrait permettre de réduire les coûts de la production énergétique. Les économies seront répercutées sur les utilisateurs finaux via une diminution des tarifs de l'électricité et serviront également à étendre la couverture, notamment dans les zones rurales.

La fourniture d'une électricité abordable et fiable aux ménages, écoles et autres services sociaux, ainsi qu'aux usines de fabrication et aux entreprises, permettra d'atténuer la pauvreté et de stimuler le développement socio-économique.

Le gouvernement mauritanien a réalisé d'importants investissements dans les centrales exploitant l'énergie thermique et renouvelable. Dans les objectifs de développement du gouvernement, une priorité élevée a été accordée à la revitalisation et à la diversification du secteur énergétique, de même qu'à la réduction des pertes dans le réseau national de transport et de distribution.

La zone de Boulanour a été sélectionnée pour l'implantation prévue du parc éolien doté de

39 turbines en raison des vents forts et réguliers qui y soufflent toute l'année. Outre qu'il permet de satisfaire les besoins énergétiques nationaux, le projet a la capacité de produire un excédent d'électricité qui pourrait être exporté.

D'autres raisons qui font que l'énergie moderne est un incontournable pour la Mauritanie

Le désert recouvre près des trois quarts du territoire mauritanien, avec moins d'un pour cent de terres arables. La forêt ne représente que 0,2 pour cent de la superficie et, comme le bois de feu demeure la principale source de combustible, l'érosion et la désertification – aggravées par la sécheresse – restent un problème.

Agriculture : Un défi croissant ?

L'élimination de la faim
repose sur une
production alimentaire
durable et une
agriculture plus
résistante

En décembre 2017, l'appui
de l'OFID à l'agriculture a
représenté

2,9

milliards de dollars des
engagements cumulés

Contexte stratégique

Les efforts pour réduire la faim et la malnutrition (ODD 2) se sont considérablement intensifiés ces dernières années et des progrès ont été accomplis. Néanmoins, certains défis subsistent.

En 2016, près de 155 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance dû à une malnutrition chronique. Et comme l'économiste en chef du Programme alimentaire mondial l'a récemment déclaré dans l'*OFID Quarterly*, le nombre de personnes qui souffrent de malnutrition chronique est passé de 777 millions en 2015 à 815 millions en 2016 – c'est-à-dire une personne sur neuf, soit 11 % de la population mondiale.

L'élimination de la faim repose sur une production alimentaire durable et une agriculture plus résistante - pratiques que l'OFID s'acharne à défendre. À la fin de 2017, le soutien global de l'organisation au secteur agricole s'élevait à environ 2 936 millions de dollars, soit 14 % du total des montants approuvés.

Activités en 2017

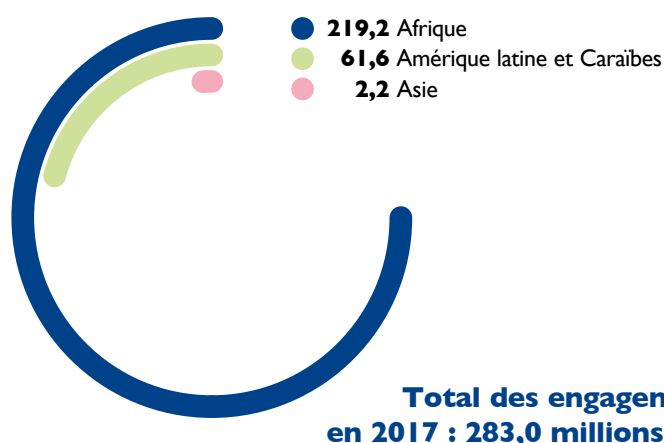
En 2017, le secteur agricole a obtenu un nouveau financement à hauteur de 283 millions de dollars. Ces fonds ont représenté une part de 19 % du total des engagements pour l'exercice. L'Afrique a attiré la plus grande partie de ce financement. Les opérations dans le secteur public ont été en tête des approbations, avec 161 millions de dollars engagés

pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer les revenus dans cinq pays : Bolivie (61 millions de dollars), Égypte (53 millions de dollars), Madagascar (20 millions de dollars), Zambie (12 millions de dollars) et Zimbabwe (15 millions de dollars). Les activités menées dans le cadre des projets iront de la restauration de réseaux d'irrigation, de stations de pompage et de terres agricoles à la mise en œuvre de systèmes de production agricole hautement performants et à l'amélioration de la santé animale. Pris ensemble, ces cinq projets permettront d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de plus de 2,4 millions de personnes. Le financement du commerce a également joué un rôle important, un montant total de 118 millions de dollars ayant été approuvé pour des opérations menées dans le cadre d'un programme avec l'ITFC au Burkina Faso (42 millions de dollars) et au Cameroun (27,6 millions de dollars et 8,4 millions de dollars), ainsi que pour un projet de soutien à l'agriculture (40 millions de dollars). Les 3,8 millions de dollars restants ont été répartis entre neuf initiatives financées par des dons qui fourniront aux agriculteurs des espèces végétales plus résistantes, amélioreront les techniques agricoles, offriront des programmes de création de capacités et d'autonomisation des femmes, et accroîtront l'efficacité de l'eau et du sol.

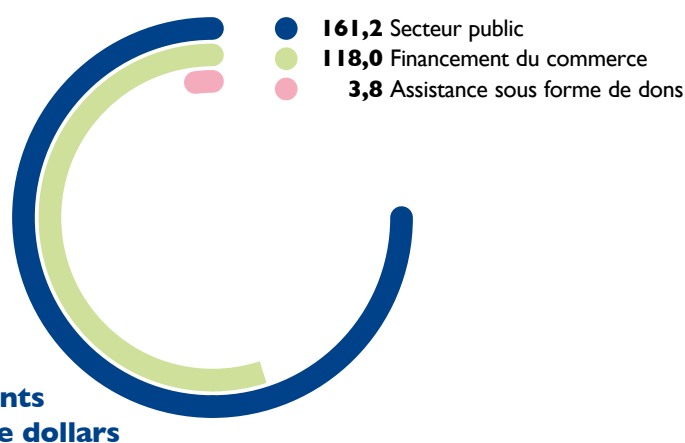
On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Agriculture>

2.3 Engagements dans le domaine de l'agriculture en 2017 par région (en millions de dollars)



2.4 Engagements dans le domaine de l'agriculture en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



L'OFID À L'ŒUVRE

Stimuler l'agriculture en Bolivie

Photo : Top Photo Corporation/Shutterstock.com



La productivité agricole devrait pratiquement doubler grâce au Programme de barrages.

Montant : 61 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinanciers : CAF, Bolivie

L'agriculture représente l'un des plus importants secteurs de l'économie bolivienne, contribuant de manière substantielle au PIB et à l'emploi. Mais le recours à des techniques agricoles dépassées a freiné la croissance agricole, la diversité et la sécurité alimentaire au niveau national.

L'OFID soutient les plans du gouvernement bolivien visant à renforcer le secteur agricole grâce à l'amélioration du stockage et de la distribution de l'eau, ainsi que de l'irrigation, dans les zones rurales. Le Programme de barrages - auquel l'OFID contribue à hauteur de 61 millions de dollars - devrait pratiquement doubler la productivité agricole dans les zones

du projet, bénéficiant de façon directe à près de 100 000 personnes, notamment des petits exploitants et des fermes familiales.

Le Programme de barrages permettra en particulier d'augmenter le nombre de barrages de taille moyenne dans le pays, doublant ainsi la capacité des réservoirs. Au cours de la mise en œuvre qui s'étalera sur cinq ans, des installations seront construites dans sept des neuf départements du pays, y compris des zones menacées par des sécheresses et des inondations liées au changement climatique, où le stockage de l'eau constitue une priorité.

Outre la modernisation et la construction de barrages dans tout le pays, le projet comprendra des travaux destinés à protéger les sources hydriques. Il s'agit notamment de mesures de gestion et de

conservation, comme la sensibilisation des collectivités, l'amélioration de la gestion des ressources en eau et la récupération de zones touchées par la dégradation et l'érosion des sols. Des travaux seront également effectués sur les réseaux de conduites afin d'améliorer l'efficacité de la distribution vers les systèmes d'irrigation et de réduire les pertes en eau.

L'irrigation joue un rôle essentiel dans l'augmentation et la diversification de la production agricole, contribuant ainsi à stimuler l'emploi, les niveaux de revenu et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment au sein des collectivités rurales.

Transports : Continuer à faire tourner la roue des ODD

Sans infrastructure de transport, les collectivités rurales sont isolées et leurs populations plus vulnérables

Contexte stratégique

Une infrastructure de transport durable est essentielle à la réalisation de la plupart sinon de tous les ODD et de l'Agenda 2030. L'OFID considère qu'il s'agit d'un secteur très important et qu'il est vital de soutenir l'approche du développement fondée sur le lien énergie-eau-alimentation. Sans une infrastructure durable, les collectivités rurales restent isolées et leurs populations vulnérables – l'accès aux soins de santé, aux services sociaux, aux possibilités d'emploi et aux marchés peut être difficile et le développement socio-économique peut être lent ou stagner. Le Rapport sur la mobilité dans le monde, suit les progrès accomplis pour parvenir à une mobilité durable à l'échelle planétaire. En 2017, l'une de ses conclusions était qu'environ 450 millions de personnes en Afrique – soit plus de 70 % du total de la population rurale – n'étaient desservies par aucun moyen de transport. À la fin de décembre 2017, l'OFID avait approuvé un montant total de 4 491 millions de dollars en faveur du secteur des transports, soit 21 % des engagements cumulés.

Activités en 2017

En 2017, l'OFID a approuvé 11 opérations liées aux transports au bénéfice de neuf pays. Approuvé exclusivement au titre du guichet opérations en faveur du secteur public, un montant total de 251 millions de dollars a représenté 17 % des approbations pour l'exer-

cice. La région Amérique latine et Caraïbes a attiré la plus grande partie de ce montant (45 %), suivie par l'Asie (32 %) et l'Afrique (24 %). Sur les 251 millions de dollars approuvés, la majeure partie servira à prolonger ou à moderniser des routes. Des projets en Éthiopie (30 millions – voir ci-contre L'OFID à l'œuvre), en Bolivie (30 millions), au Burundi (15 millions), en République kirghize (10 millions), au Nicaragua (30 millions) et au Tadjikistan (10 millions) permettront d'améliorer la connectivité et les échanges commerciaux interrégionaux. Le Bangladesh prévoit d'utiliser son prêt de 30 millions pour construire un pont de 1,47 km ainsi que 30 millions de dollars supplémentaires pour améliorer deux points d'entrée terrestres et construire une nouvelle autoroute. Le Belize affectera 40 millions à un projet routier et un prêt de 12 millions au financement de la construction d'un pont en arc en acier pour désengorger le trafic dans sa capitale, tandis que Djibouti prévoit d'utiliser son prêt de 14 millions de dollars pour relier l'un des ports les plus importants du pays à une autoroute voisine. L'amélioration des infrastructures offrira des conditions de transport plus sûres et de nouvelles perspectives économiques, y compris dans le domaine du tourisme et du commerce.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

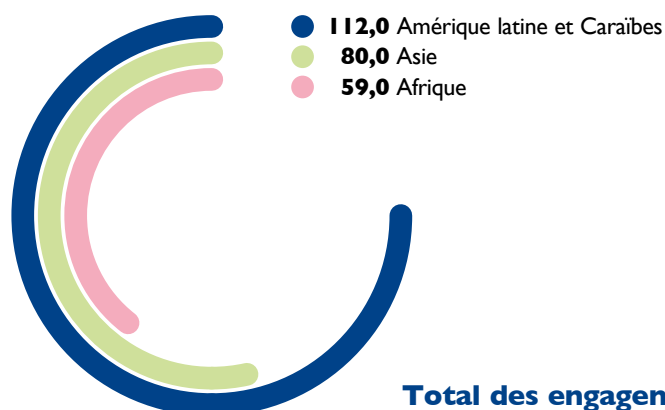
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : ofid.org/FOCUS-AREAS/Transportation

En Afrique, environ

70 %

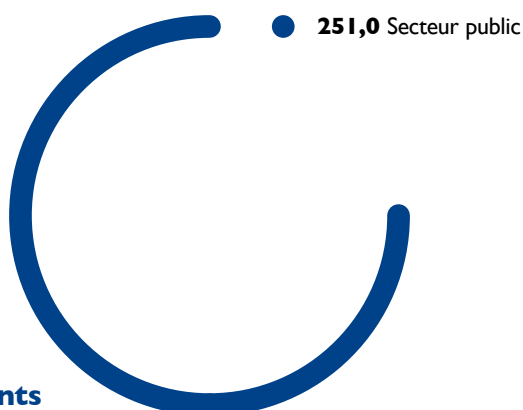
de la population rurale n'a pas accès à des moyens de transport

2.5 Engagements dans le domaine des transports en 2017 par région (en millions de dollars)



Total des engagements en 2017 : 251,0 millions de dollars

2.6 Engagements dans le domaine des transports en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



L'OFID À L'ŒUVRE

L'OFID aide à asseoir l'Éthiopie sur des fondations solides



Photo : Martchan/Shutterstock.com

La réfection de la route profitera aux agriculteurs en accélérant l'acheminement des récoltes vers les marchés, en offrant un accès aux services sociaux et en réduisant les coûts et les temps de trajet.

Montant : 30 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinanciers : Éthiopie, BADEA

En 2017, l'OFID a signé un accord de prêt de 30 millions de dollars destiné à cofinancer le projet de modernisation de la route Shambu-Agamsa qui permettra d'asphalter une route de 96 km actuellement recouverte de graviers dans la partie centrale/occidentale de l'Éthiopie.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du projet routier Bako-Shambu, également cofinancé par l'OFID grâce à un prêt de 25 millions de dollars approuvé et signé en 2015. Le projet actuel offrira à quelque

620 000 personnes un accès aux services sociaux et réduira les coûts et les temps de trajet. La réfection de la route profitera aussi aux agriculteurs en accélérant l'acheminement des récoltes vers les marchés.

Avec une population d'environ 102 millions d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique (après le Nigeria). Le pays a réalisé des progrès notables dans de nombreux domaines liés au développement humain, mais a encore besoin d'investissements considérables et de politiques concluantes s'il veut atteindre ses objectifs de développement.

Reconnaissant l'importance des transports pour la croissance sociale et économique et la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté, le gouvernement éthiopien a énormément investi dans le secteur routier au cours des deux dernières décennies. L'OFID est fier de contribuer à soutenir ces objectifs.

Finance : Financer la croissance durable

Les MPME ont souvent des difficultés à accéder au crédit dans les marchés émergents

Contexte stratégique

Une économie solide et durable étaye le développement socio-économique. L'OFID finance des opérations qui appuient le travail décent et la croissance économique, ainsi que l'industrie, l'innovation et les infrastructures (ODD 8 et 9). L'organisation se consacre surtout à fournir un soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME), qui souvent n'ont pas accès au crédit dans les marchés émergents, mais forment l'ossature même de ces économies, en créant des emplois et en contribuant à élever le niveau de vie.

À la fin de 2017, l'OFID avait engagé un montant total de 2 559,1 millions de dollars (soit 12 % du total des approbations) en faveur du secteur des services bancaires et financiers.

En 2017, une transaction avec un partenaire de longue date, la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (TDB), témoigne des efforts déployés par l'OFID pour nouer des relations durables – une prise de participation de 20 millions de dollars permettra à TDB de diversifier sa base actionnariale et de mobiliser des fonds supplémentaires pour appuyer des projets dans ses pays bénéficiaires. De nouvelles transactions ont été conclues avec JSC TBC Bank Georgia et Prasac Microfinance Institution Ltd au Cambodge.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Financial>

L'appui de l'OFID au secteur financier a représenté quelque

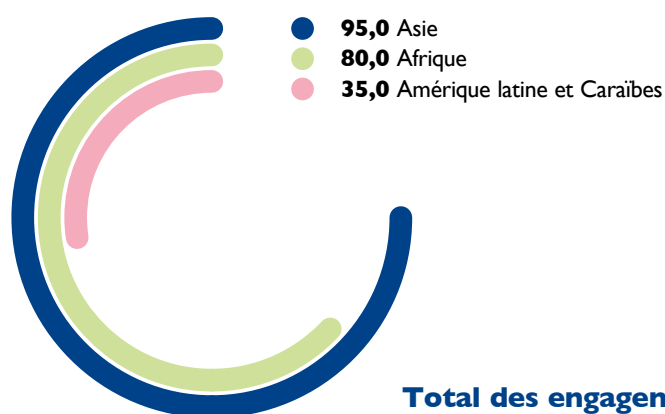
2,6

milliards de dollars des engagements cumulés en décembre 2017

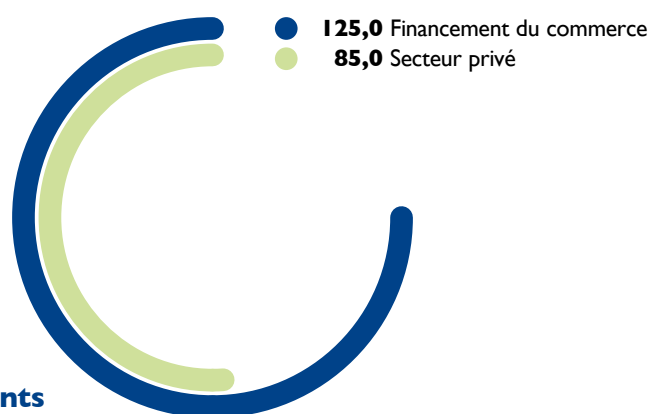
Activités en 2017

Le secteur financier a reçu 14 % du total des engagements en 2017, soit 210 millions de dollars. L'OFID a apporté son appui à un vaste éventail d'intermédiaires financiers, tels que des établissements de microfinance, des sociétés de crédit-bail, des banques commerciales et des banques régionales de développement, les fonds étant destinés au soutien du commerce international, à la rétrocession aux MPME ou au renforcement de l'assise financière des institutions de financement.

2.7 Engagements dans le secteur financier en 2017 par région (en millions de dollars)



2.8 Engagements dans le secteur financier en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



Total des engagements en 2017 : 210,0 millions de dollars

L'OFID À L'ŒUVRE

L'OFID mobilise ses partenaires à l'appui de l'ODD 17 et des PME au Liban



Photo : Diego Fiore/Shutterstock.com

Le prêt de l'OFID accroîtra la disponibilité de financement à long terme en faveur des PME au Liban.

Montant : 20 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur privé

Cofinanciers : FMO et ÖEB

Avec une contribution de 20 millions de dollars, l'OFID a récemment noué un partenariat avec deux banques de développement pour fournir une facilité de prêt de 67,5 millions de dollars à la Banque du Liban et du Golfe (LGB BANK).

Ce prêt est le premier accordé à la LGB BANK par des institutions de financement du développement, et il lui permettra, en sa qualité de principal fournisseur de financement aux petites et moyennes entreprises (PME), d'accroître la disponibilité de financement à long terme en faveur des PME au Liban. Les PME constituent l'ossature de l'économie de nombreux pays en développement – créant des emplois et améliorant

les conditions de vie. Mais le secteur est souvent sous-estimé et peu soutenu. En dopant les investissements dans le secteur des PME, l'OFID vise à contribuer à la création d'emplois et à stimuler le développement de l'économie et du secteur privé.

L'ODD 17 appelle à des partenariats mondiaux pour le développement durable en tant que partie intégrante de l'Agenda 2030. L'OFID croit fermement que les problèmes les plus complexes auxquels le monde fait face ne peuvent être surmontés que grâce à la coopération. La transaction susmentionnée illustre de façon concrète cette philosophie. En collaboration avec Alpen Capital, l'OFID a été en mesure de réunir autour de la table d'autres partenaires fiables et dignes de confiance, la FMO agissant en qualité d'arrangeur principal mandaté.

En apportant un soutien aux PME, l'OFID et ses partenaires donnent en fin de compte aux citoyens libanais le pouvoir de renforcer les infrastructures et les services sociaux essentiels et de promouvoir la productivité, la compétitivité et le commerce.

Éducation : Mettre l'accent sur l'accès et la technologie

Depuis sa création, l'OFID n'a jamais dérogé à son engagement dans le domaine de l'éducation

Le Sri Lanka a reçu un appui pour améliorer l'enseignement des disciplines technologiques dans plus de

300

écoles secondaires

Contexte stratégique

Selon un rapport d'étape des Nations Unies, assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité (ODD 4) exigera des efforts croissants, particulièrement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud pour les populations vulnérables, notamment les personnes handicapées, les populations indigènes, les enfants réfugiés et les enfants pauvres des zones rurales.

Des études récentes ont montré que dans neuf des 24 pays d'Afrique subsaharienne et dans six des 15 pays d'Amérique latine pour lesquels des données sont disponibles, moins de la moitié des élèves sortant du primaire ne maîtrisaient pas les compétences de base en mathématiques.

Des inégalités profondément enracinées persistent. Certains facteurs, tels que le revenu, le sexe, l'origine ethnique et le lieu de résidence, jouent un rôle important pour déterminer dans quelle mesure et jusqu'à quel niveau les enfants iront à l'école. Dans de nombreuses régions du monde, le manque d'enseignants formés et la médiocre qualité de l'environnement scolaire assombrissent les perspectives de tous. Il est urgent d'adopter des politiques plus inclusives et de mobiliser davantage de fonds.

Depuis sa création, l'OFID n'a jamais dérogé à son engagement dans le domaine de l'éducation (qui atteint en moyenne 5 % du total des approbations par an). En décembre 2017, un

soutien global de quelque 1 090,8 millions de dollars avait été affecté à ce secteur.

Activités en 2017

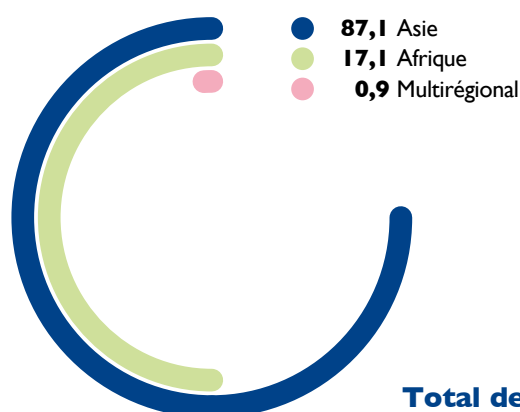
Les projets relatifs à l'éducation ont obtenu un financement à hauteur de 105,2 millions en 2017, l'essentiel ayant été alloué au titre du guichet de l'OFID en faveur du secteur public. La Chine a reçu 35 millions pour cofinancer la construction d'un campus à l'École de formation professionnelle du Shaanxi. Le Sri Lanka a obtenu 50 millions pour améliorer l'enseignement des disciplines technologiques dans plus de 300 écoles secondaires (voir ci-contre L'OFID à l'œuvre). Le Burkina Faso a bénéficié de 16,8 millions pour un projet d'agrandissement de l'Université de Koudougou. Les 3,4 millions restants ont été octroyés via le guichet Dons et assistance technique pour diverses initiatives de création de capacités, notamment le parrainage de neuf lauréats de la Bourse de l'OFID, la création d'un centre pour les personnes souffrant d'une déficience visuelle en Palestine et l'amélioration de l'accès à l'éducation pour des jeunes filles vulnérables en Afghanistan et au Népal.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

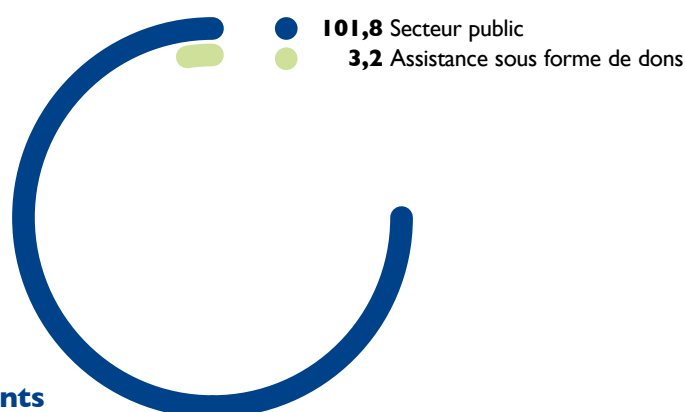
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Education>

2.9 Engagements dans le domaine de l'éducation en 2017 par région (en millions de dollars)



2.10 Engagements dans le domaine de l'éducation en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



Total des engagements en 2017 : 105,2 millions de dollars

L'OFID À L'ŒUVRE

Passons à la technique : élaboration de parcours éducatifs au Sri Lanka

Photo : Joerg Boethling / Alamy Stock Photo



Le programme facilitera l'introduction de disciplines technologiques dans plus de 300 écoles secondaires.

Montant : 50 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinancier : Sri Lanka

Ce prêt accordé à la République socialiste démocratique de Sri Lanka appuiera le Programme national de développement de l'enseignement technologique, qui vise à améliorer l'introduction de disciplines technologiques dans plus de 300 écoles secondaires. Le projet comprendra la construction de nouveaux bâtiments et la rénovation d'installations existantes, l'instauration d'un fonds d'entretien, et la modernisation et l'achat d'équipements. Une composante création de capacités pour les enseignants, les agents d'éducation et les concepteurs de programmes scolaires est également prévue.

Le programme contribuera à l'élaboration de parcours éducatifs

du secondaire à la formation professionnelle, ce qui permettra d'améliorer l'employabilité des jeunes. L'accent mis sur le renforcement de l'enseignement scientifique et technologique augmentera les chances des élèves d'acquérir des compétences qui les conduiront vers des emplois productifs.

Une plus grande équité de l'offre éducative passera par l'assurance que toutes les divisions administratives du Sri Lanka disposent d'au moins une école secondaire offrant des matières techniques et professionnelles. Cela permettra ainsi de réduire la pauvreté et les inégalités socio-économiques en améliorant l'accès pour quelque 10 000 étudiants dans le pays, par an.

Le programme bénéficiera aussi au personnel, notamment aux enseignants et administrateurs scolaires

qui tireront profit des divers programmes de perfectionnement – environ 1 600 membres du personnel jouiront de meilleurs systèmes et capacités de gestion, de laboratoires plus modernes, de programmes d'études et matériels pédagogiques plus élaborés, et de meilleures conditions de travail.

Le Sri Lanka possède l'un des systèmes éducatifs les plus réputés parmi les pays en développement. Le pays a relevé avec succès les défis en matière de scolarisation et d'achèvement universels de l'enseignement primaire et secondaire. Ces résultats, conjugués à des réussites économiques remarquables au cours des dernières années, donnent au Sri Lanka l'occasion d'accélérer son développement économique et social. L'OFID est fier d'accompagner cette transformation positive.

Eau et assainissement : Aller dans la bonne direction

Assurer une gestion durable des ressources en eau face à la croissance démographique représente un enjeu de taille

Les pénuries d'eau touchent plus de

40 %

de la population mondiale

Contexte stratégique

Des progrès satisfaisants ont été réalisés ces dernières années dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Selon les Nations Unies, en 2015, 6,6 milliards de personnes, soit 91 % de la population mondiale, utilisaient un point d'eau amélioré, contre seulement 82 % en 2000. L'ODD 6 témoigne désormais du consensus politique qui se dégage sur la nécessité de mener une action collective.

Mais il y a encore un long chemin à parcourir. Dans les pays en développement, plus d'un milliard de personnes utilisent toujours une source d'eau potable contaminée. Consommer cette eau expose au risque de contracter le choléra, la dysenterie, la typhoïde et la poliomyélite. Les Nations Unies notent également que la pénurie d'eau affecte plus de 40 % de la population mondiale et que ce chiffre devrait augmenter.

Assurer une gestion durable des ressources en eau face à la croissance démographique mondiale représente un enjeu de taille, qui ne pourra être relevé que grâce à une approche intégrée.

À la fin de décembre 2017, l'OFID avait approuvé un montant total de 1 242 millions de dollars en faveur du secteur de l'eau et de l'assainissement, soit 6 % du total des approbations.

Activités en 2017

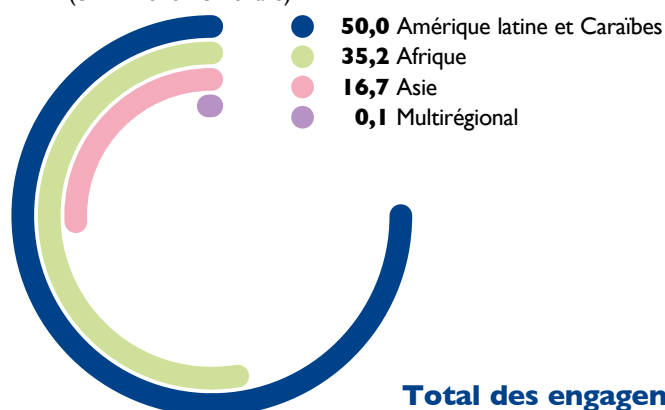
En 2017, huit approbations d'un montant total de 102 millions de dollars (soit 7 % du total des engagements de l'OFID pour l'exercice) ont bénéficié au secteur de l'eau et de l'assainissement. La plus grande partie (100,3 millions de dollars) a été affectée au secteur public, avec des prêts accordés à l'Argentine (50 millions de dollars), au Lesotho (14 millions de dollars), à l'Ouzbékistan (16,25 millions de dollars) et au Rwanda (20 millions de dollars) pour renforcer la sécurité hydrique et les services d'assainissement. Le reste des approbations a concerné des projets financés par des dons, axés sur des activités régionales au profit de près de 350 000 personnes dans sept pays africains. Des étudiants de Palestine bénéficieront également d'un financement sous forme de dons pour un projet de dessalement visant à fournir de l'eau potable salubre. Le guichet Dons a également appuyé la participation de 30 délégués de pays en développement au cinquième Congrès pour le développement et exposition de l'IWA.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

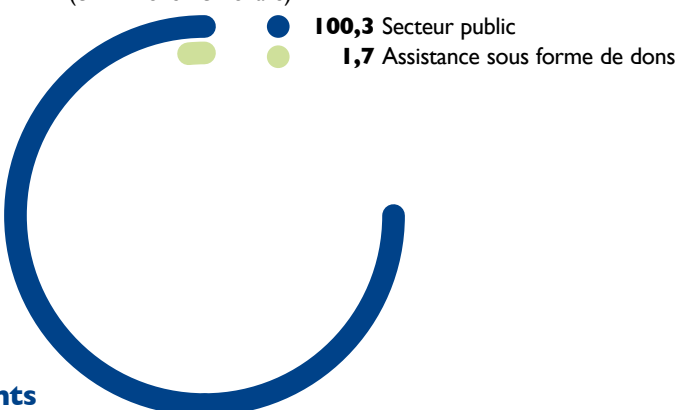
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Water-Supply-Sanitation>

2.11 Engagements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en 2017 par région (en millions de dollars)



2.12 Engagements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



Total des engagements en 2017 : 102,0 millions de dollars

L'OFID À L'ŒUVRE

Appuyer l'eau durable au Rwanda



Photo : athenix/Shutterstock.com

Le projet parrainé par l'OFID modernisera et étendra les réseaux d'adduction d'eau dans des zones urbaines densément peuplées et aidera à la construction d'un système d'égouts centralisé.

Montant : 20 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinanciers : AGTF, BAfD, BEI, Rwanda

D'ici à 2022, le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural du Rwanda assurera à plus d'un million de personnes vivant dans la capitale Kigali et dans six villes satellites un meilleur approvisionnement en eau, et 475 000 personnes auront accès à des services d'assainissement modernes.

Les réseaux d'adduction d'eau dans ces zones urbaines densément peuplées feront l'objet de grands travaux de remise en état et d'extension, et deux nouvelles

stations de traitement des eaux usées seront construites. En outre, un système centralisé d'égouts, qui offrira un raccordement direct à 2 300 ménages, sera mis en place. Les réseaux existants seront modernisés et les écoles disposeront de latrines. De nouvelles stations de traitement assureront aussi la manipulation sans danger des eaux usées.

Ces aménagements d'envergure bénéficieront aux populations locales de Kigali et des zones périurbaines, améliorant considérablement les niveaux de vie et contribuant à réduire la transmission de nombreuses maladies infectieuses. De plus, le commerce, la petite agriculture et l'industrie y trouveront aussi leur compte : une fois achevé, le

réseau de distribution de Kigali devrait également subvenir aux besoins d'une nouvelle zone industrielle, d'un stade olympique et d'un nouveau terrain de cricket, ainsi que du prochain aéroport de Bugesera.

La construction de laboratoires d'analyse de l'eau et des eaux usées et de centres de formation contribuera également à garantir que les abondantes ressources en eau du Rwanda sont utilisées de façon plus durable, plus sûre et plus efficace.

Multisectoriel : Une approche concertée

L'approche stratégique

nexus du développement adoptée par l'OFID diminue le risque qu'une cible des ODD ne soit réalisée au détriment d'une autre

Contexte stratégique

L'OFID reconnaît que les approches de planification sectorielles ou en silo ne sont pas adaptées à la résolution des problèmes complexes de développement durable au niveau national et mondial. L'organisation ne ménage aucun effort pour approfondir et promouvoir une meilleure compréhension de l'interdépendance et de l'interconnexion dynamiques de nombreux systèmes compliqués au sein de chaque secteur et entre les secteurs. Outre l'appui à des projets multisectoriels (exposés ci-dessous et ci-contre), l'OFID finance des projets qui recouvrent plus d'un secteur, tels que des initiatives agricoles impliquant des pratiques de gestion durable de l'eau.

L'approche stratégique nexus du développement adoptée par l'OFID est une approche holistique qui définit explicitement les liens existant au sein des secteurs et entre eux et offre la possibilité d'exploiter des opportunités bénéfiques à partir de boucles de rétroaction, qui peuvent renforcer le développement durable et la résilience des populations vulnérables.

À la fin de décembre 2017, l'OFID avait approuvé un total de 869,5 millions de dollars pour des opérations multisectorielles. Ce montant représente 4 % de toutes les approbations.

Activités en 2017

En 2017, un montant de 45,6 millions de dollars (soit un peu plus de 3 % du total des nouveaux financements pour l'exercice) avait été approuvé par l'OFID pour des projets multisectoriels.

Deux opérations dans le secteur privé ont représenté la plus grande part des nouveaux financements : 20 millions de dollars des États-Unis à l'appui d'une initiative multirégionale dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'énergie ; et 4,5 millions de dollars en soutien à des opérations en Zambie. Par l'intermédiaire du guichet de financement du commerce, 10 millions de dollars appuieront des opérations au Suriname.

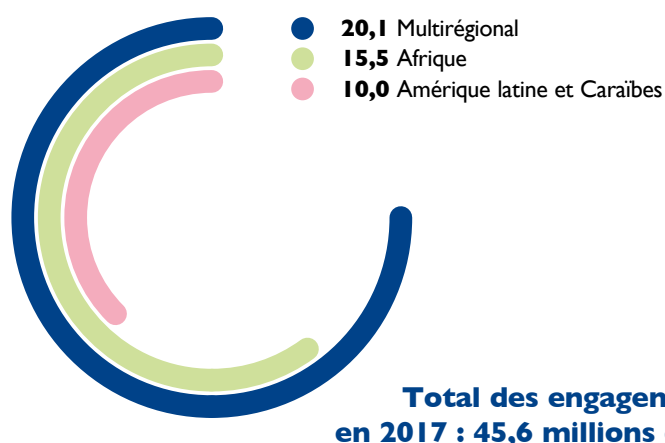
Un prêt au secteur public de 11 millions de dollars a été accordé à la Côte d'Ivoire, et une étude sur la protection des réfugiés réalisée par le Centre international pour la migration, la santé et le développement a été approuvée au titre du financement sous forme de dons.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

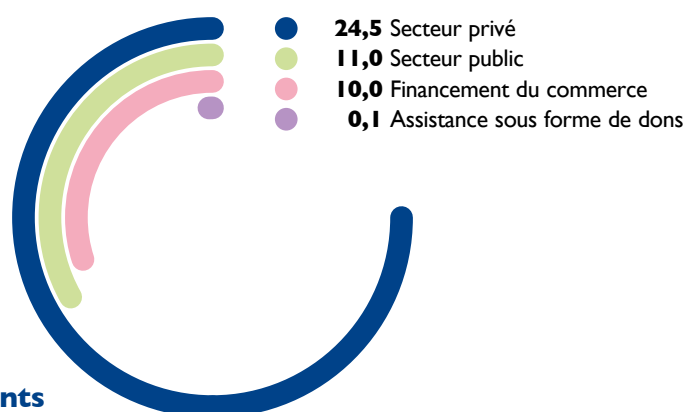
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-Areas/Multi-Sect-Urban-Dvt>

2.13 Engagements dans le domaine multisectoriel en 2017 par région (en millions de dollars)



2.14 Engagements dans le domaine multisectoriel en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



L'OFID À L'ŒUVRE

La Côte d'Ivoire continue d'avancer



Photo : Tommy Trenchard/Alamy Stock Photos

Le prêt contribuera à financer divers travaux liés à la protection de l'environnement dans la baie de Cocody et la lagune Ébrié.

Montant : 11 millions de dollars

Mécanisme : Prêt au secteur public

Cofinanciers : BADEA, Côte d'Ivoire

Le prêt de l'OFID d'un montant de 11 millions de dollars accordé à la Côte d'Ivoire cofinancera divers travaux liés à la protection de l'environnement dans la baie de Cocody et la lagune Ébrié sur la côte sud du pays aux fins d'améliorer la santé et les conditions de vie de près de 1,9 million de personnes vivant dans la capitale Abidjan et ses environs.

Plus précisément, le projet devrait contribuer à réduire la mortalité

infantile et l'incidence des maladies transmises par vecteur, notamment le paludisme. L'amélioration des conditions environnementales permettra aussi d'attirer des activités commerciales comme la pêche et le tourisme, créant des emplois et stimulant le développement.

Il existe un partenariat de longue date entre l'OFID et la Côte d'Ivoire, qui s'étend sur plus de 35 ans. L'OFID a aidé le pays à renforcer ses secteurs de l'éducation, des transports et de l'eau et de l'assainissement, et a aussi participé à l'allègement de la dette. Un autre appui a été fourni au titre des guichets Secteur privé et Financement du commerce et dans le cadre du

programme de dons de l'OFID, ce dernier ayant soutenu des initiatives régionales et nationales.

Depuis 2012, l'économie de la Côte d'Ivoire a enregistré de bons résultats et des progrès ont été réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Le Plan national de développement (PND) du gouvernement vise à transformer la Côte d'Ivoire en une économie à revenu intermédiaire d'ici à 2020 et à réduire encore la pauvreté. Des dons et des prêts ont été octroyés à l'appui du PND, et l'OFID est heureux d'accompagner ce qui semble être une trajectoire prometteuse pour la principale économie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

Santé : Au cœur du développement

Les enfants nés dans la

pauvreté sont deux
fois plus susceptibles
de mourir avant l'âge
de 5 ans que ceux de
familles plus riches

Une opération individuelle
de

24

millions de dollars a
bénéficié à la Turquie pour
la construction d'un centre
de recherche médicale

Contexte stratégique

Il y a eu de grandes avancées en matière de santé et de bien-être ces dernières années (ODD 3) - notamment en ce qui concerne la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et la lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies. Néanmoins, certaines statistiques demeurent inquiétantes. Une proportion croissante des décès d'enfants survient en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, et les enfants naissant dans la pauvreté sont deux fois plus susceptibles de mourir avant l'âge de 5 ans que les enfants des familles plus riches. Un rapport d'étape des Nations Unies estime que pour atteindre les objectifs relatifs à la santé d'ici à 2030, il faut intensifier les efforts, en particulier dans les régions où la charge de morbidité est la plus élevée.

L'OFID est déterminé à appuyer l'ODD 3. Au 31 décembre 2017, les engagements cumulés en faveur de projets de développement dans le secteur de la santé avoisinaient les 902 millions de dollars, soit 4 % du total des engagements. L'organisation privilégie les initiatives mondiales, régionales et nationales en matière de santé qui visent à prévenir et à traiter les maladies à forte charge de morbidité, telles que le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme, les maladies tropicales négligées, et les maladies non transmissibles comme le cancer et le diabète.

Activités en 2017

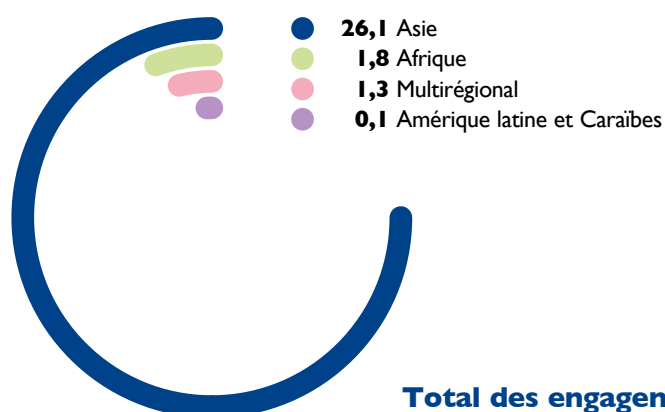
En 2017, l'OFID a engagé 29,3 millions de dollars pour une gamme très variée d'initiatives en matière de santé. La plus grande opération individuelle a été une approbation dans le secteur privé en Turquie, où un prêt de 24 millions de dollars permettra de construire un centre de recherche médicale à Ankara dans le cadre du modèle turc de partenariat public-privé dans le secteur de la santé. Le financement sous forme de dons a atteint un total de 5,3 millions de dollars et se composait de fonds pour aider à améliorer le diagnostic de la tuberculose en Afrique centrale et de l'Ouest (voir ci-contre L'OFID à l'œuvre) ; fournir des services de réadaptation et de soins oncologiques en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et à Jérusalem ; promouvoir l'inclusion sociale des personnes handicapées en Afrique et en Amérique latine ; contribuer à éliminer le trachome cécitant au Mali et au Niger ; prévenir et réduire l'exposition à la pollution par le plomb au Bangladesh ; appuyer la participation de scientifiques de pays en développement à la conférence AIDS 2018 aux Pays-Bas ; et améliorer la nutrition et la santé des femmes et des enfants au Guatemala.

On trouvera une ventilation détaillée des opérations au Chapitre 4.

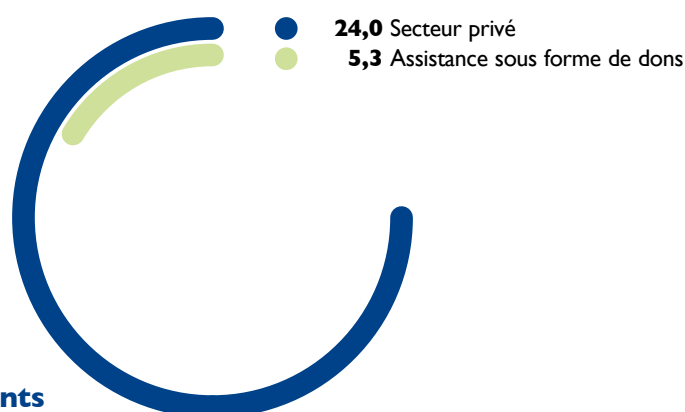
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Health>

2.15 Engagements dans le domaine de la santé en 2017 par région (en millions de dollars)



2.16 Engagements dans le domaine de la santé en 2017 par mécanisme (en millions de dollars)



**Total des engagements
en 2017 : 29,3 millions de dollars**

L'OFID À L'ŒUVRE

Améliorer le diagnostic de la tuberculose en Afrique centrale et de l'Ouest



Photo : INTERFOTO/Alamy Stock Photo

Le projet de l'OFID est destiné à appuyer le renforcement des capacités dans huit laboratoires spécialisés dans la TB en Afrique, en leur fournissant des appareils de diagnostic.

Montant : 1 million de dollars

Mécanisme : Assistance sous forme de dons

Intermédiaire : Institut Pasteur

Ce projet aide des laboratoires d'Afrique centrale et de l'Ouest* à renforcer leur capacité d'identifier les souches de la tuberculose (TB) qui ont développé une résistance aux médicaments.

Le recours à des appareils hautement sensibles utilisant des techniques de biologie moléculaire permet d'identifier des souches résistantes et de s'assurer que les médicaments adéquats sont prescrits. Ces facteurs, associés à un nouveau protocole

standardisé court de 9 mois pour le traitement de la tuberculose multirésistante (TBMDR) adopté par l'Organisation mondiale de la Santé en 2016, constituent un moyen efficace de réduire l'incidence de la maladie, dont les conséquences sont particulièrement graves chez les populations des régions en développement.

En 2011, l'Institut Pasteur – chef de file dans le domaine de la recherche sur les maladies infectieuses – a reçu un don de l'OFID de 1 million de dollars des États-Unis à l'appui d'un projet de création de capacité dans huit laboratoires spécialisés dans la tuberculose en Afrique, en leur fournissant des appareils de diagnostic. Dans le cadre du dernier projet, l'Institut Pasteur équipe les laboratoires avec les tout derniers modèles

des appareils, qui non seulement peuvent détecter rapidement les souches résistantes, mais coûtent moins cher à entretenir. Les appareils peuvent aussi être utilisés dans des milieux aux infrastructures limitées, et une batterie interne permet de s'en servir même s'il n'y a pas d'électricité. En outre, les résultats peuvent être transmis via la téléphonie mobile aux services de lutte contre la TB et aux laboratoires de référence.

Un programme de formation conçu pour encourager le partage de connaissances et la recherche collaborative est également prévu. Le projet devrait permettre d'aboutir à la détection de plus de 230 000 nouveaux cas de TB, ainsi que de plus de 14 000 cas de rechute et cas traités antérieurement dans les pays ciblés.

* Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo R.D., Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal et Togo.



CHAPITRE TROIS

L'OFID dans le monde

Afrique : L'OFID contribue à doper les échanges commerciaux

Contexte économique

Le ralentissement généralisé observé récemment en Afrique a été moins prononcé en 2017, avec une reprise modeste qui s'est traduite par une croissance réelle moyenne atteignant quelque 2,6 %, contre 1,4 % l'année précédente. Cette croissance plus forte a été confortée par l'amélioration progressive des prix des produits de base et l'atténuation de la situation de sécheresse en Afrique orientale et australe. Malgré la reprise, la poursuite d'une croissance démographique soutenue a pesé sur un niveau moyen de revenu par habitant déjà très faible. La stabilisation des déficits budgétaires a été rendue possible grâce à une croissance plus forte, des recettes accrues et des dépenses mieux contrôlées. Parallèlement, les évolutions de la politique monétaire dans leur ensemble ont permis de répondre aux tensions inflationnistes et aux pressions exercées sur les taux de change - ces dernières contribuant à ramener les déficits du compte courant à des niveaux plus confortables. Néanmoins, les réserves de change sont restées faibles, l'encours de la dette publique a continué de s'amplifier et la persistance du malaise économique des dernières années a malmené le secteur bancaire, avec des tensions découlant des politiques et marchés des changes, d'un resserrement des conditions de liquidités, de l'augmentation des prêts non productifs dans des pays clés et d'une exposition accrue au risque souverain.

Contexte social

L'Afrique affiche l'un des taux d'amélioration du développement humain les plus rapides au monde sur les deux dernières décennies, mais possède aussi les niveaux de développement humain moyens les plus faibles par rapport aux

autres régions du monde. La grande majorité des pays africains appartient toujours au groupe à faible niveau de développement humain du PNUD, avec des différences notables entre les sexes et de nombreuses personnes parmi les plus pauvres « laissées pour compte », malgré de récents progrès. Bien qu'il existe de grandes disparités entre les pays en termes de transformation économique, les perspectives de réalisation des ODD s'améliorent. La forte croissance enregistrée récemment a soutenu l'expansion des investissements sociaux, ce qui, en corollaire, a conduit à une amélioration des conditions de vie, se traduisant notamment par un meilleur accès à l'éducation primaire pour tous, la réduction des taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, la baisse des taux de natalité chez les adolescentes et une participation accrue de la main-d'œuvre féminine.

L'OFID en Afrique

En 2017, l'OFID a approuvé un montant de 695,6 millions de dollars pour des activités de développement en Afrique - de loin la plus grande part (46 %) des engagements de l'organisation pour l'année. Au total, 32 pays africains se sont partagé ce financement.

Sur ce montant, 266,8 millions de dollars ont été alloués à des opérations dans le secteur énergétique, conformément aux priorités du continent. Au nombre des projets énergétiques figuraient des initiatives liées à l'énergie solaire, à l'énergie éolienne et à la cuisson propre. Le secteur agricole africain a aussi bénéficié d'une grande partie des montants approuvés pour l'année, 219,2 millions de dollars ayant été affectés à des initiatives portant sur les technologies d'amélioration de la

32 pays africains se sont partagé

46 %

du total des approbations pour 2017

productivité, l'irrigation et le drainage, ainsi que le bétail. Le secteur de l'eau et de l'assainissement a obtenu 35,2 millions de dollars des montants approuvés par l'OFID en 2017 pour des opérations de construction de nouveaux réservoirs, stations d'eau potable et réseaux d'égouts. L'OFID a également approuvé un montant de 59 millions de dollars en faveur du secteur des transports. Ce financement doit servir notamment à la réfection de routes.

Le montant total approuvé pour l'Afrique, soit 695,6 millions de dollars, peut être ventilé selon différents types de financement. Le financement du commerce a représenté plus de 60 % (425 millions de dollars) du total des montants approuvés pour la région, en grande partie pour des opérations dans les domaines énergétique et agricole. Un montant de 239 millions de dollars a été approuvé sous forme de prêts au secteur public. Le secteur privé a reçu quant à lui 24,5 millions de dollars. Un montant de 7,2 millions de dollars a appuyé 22 initiatives financées par des dons dans toute une gamme de secteurs.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/COUNTRIES/Africa>

Activité régionale en 2017

Pays	Secteur	Mécanisme	Montant (millions de dollars)
1 Bénin	Énergie	Assistance sous forme de dons	0,20
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
2 Burkina Faso	Éducation	Secteur public	16,80
	Agriculture	Financement du commerce	41,99
	Énergie	Financement du commerce	40,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Énergie	Assistance sous forme de dons	^
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
3 Burundi	Transports	Secteur public	15,00
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
4 Cap-Vert	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
5 Cameroun	Agriculture	Financement du commerce	35,99
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
6 République centrafricaine	Santé	Assistance sous forme de dons	*
7 Congo, R.D.	Santé	Assistance sous forme de dons	*
8 Côte d'Ivoire	Multisectoriel	Secteur public	11,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
9 Djibouti	Transports	Secteur public	14,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
10 Égypte	Agriculture	Secteur public	53,20
	Énergie	Financement du commerce	100,00
11 Éthiopie	Transports	Secteur public	30,00
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
12 Gambie	Énergie	Financement du commerce	15,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
13 Ghana	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
14 Guinée	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
15 Guinée-Bissau	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
16 Kenya	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
17 Lesotho	Eau et assainissement	Secteur public	14,00
18 Libéria	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
19 Madagascar	Agriculture	Secteur public	20,00
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
20 Mali	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
21 Mauritanie	Énergie	Secteur public	18,00
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
22 Niger	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
23 Nigeria	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,40
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
24 Rwanda	Eau et assainissement	Secteur public	20,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	1,00
	Santé	Assistance sous forme de dons	*

■ Activité en 2017

■ Pays partenaires

Pays	Secteur	Mécanisme	Montant (millions de dollars)
25 Sénégal	Énergie	Financement du commerce	41,99
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	*
26 Sierra Leone	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,20
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
27 Somalie	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,30
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
28 Tanzanie	Santé	Assistance sous forme de dons	~
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
29 Togo	Énergie	Assistance sous forme de dons	^
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	*
30 Tunisie	Énergie	Financement du commerce	50,00
	Éducation	Assistance sous forme de dons	0,30
32 Zimbabwe	Agriculture	Secteur public	12,00
	Multisectoriel	Secteur privé	4,50
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
33 Zimbabwe	Agriculture	Secteur public	15,00

~ Partie d'une initiative multirégionale (Afrique & ALC) totalisant 1 million de dollars

^ Partie d'une initiative multirégionale (Afrique & Asie) totalisant 700 000 dollars

* Partie d'initiatives régionales d'un montant total de 124,75 millions de dollars

Asie : L'OFID approuve des fonds en faveur de 26 pays

Contexte économique

Le taux de croissance réelle cumulée en Asie a atteint en moyenne 5,6 % en 2017, maintenant ainsi une solide performance pluriannuelle. La croissance dans la plupart des pays s'est avérée plus élevée que prévu, en raison principalement d'une demande intérieure plus forte, d'une reprise du commerce mondial, de la vigueur soutenue des dépenses d'infrastructure et de la résilience du secteur immobilier dans certaines économies. Dans ce contexte d'activité dynamique, de hausse des cours des produits de base et d'appréciation de certaines monnaies locales par rapport au dollar des États-Unis (ce qui a fait baisser le prix des biens importés), l'inflation annuelle moyenne s'est accélérée pour atteindre un taux modeste de 2,3 %, soit le même qu'en 2016. Les politiques budgétaires ont considérablement varié à l'intérieur de la région, illustrant la situation conjoncturelle spécifique à chaque pays et leurs efforts respectifs pour réduire les déficits budgétaires. Dans le même temps, des réformes budgétaires ont été maintenues dans certains pays en vue de faire décoller la croissance et de promouvoir une plus grande inclusion sociale. Parallèlement, l'excédent moyen de la balance courante s'est légèrement contracté pour s'établir à 2,1 % du PIB global en 2017 alors que les exportations enregistraient un rebond, en partie grâce au restockage dans des secteurs de haute technologie, et que certains pays ajustaient progressivement leurs positions extérieures à leurs déséquilibres commerciaux respectifs.

Contexte social

Le développement humain s'est constamment amélioré dans tous les pays en développement d'Asie, particu-

lièrement en Asie du Sud, et la pauvreté a diminué considérablement dans la majeure partie de la région. La croissance rapide des revenus chez les populations pauvres, accompagnée d'un faible taux de chômage, de transferts publics (tels que les pensions et les transferts en espèces notamment), de transformations structurelles et d'investissements publics, a contribué à cette amélioration. Malgré tout, il reste encore de nombreux défis à relever, comme une pauvreté profondément enracinée et des niveaux élevés et croissants d'inégalités. En outre, la forte poussée démographique a sapé les progrès accomplis en termes de niveau de vie. La région endosse également le double fardeau du retard de croissance et de l'obésité (deux formes de la malnutrition), qui altèrent considérablement la santé infantile, engendrant d'énormes coûts humains et économiques. L'Asie est aussi vulnérable face aux effets du changement climatique, ce qui pèse encore davantage sur les efforts visant à atteindre les ODD.

L'OFID en Asie

L'Asie a obtenu 434,9 millions de dollars (29 %) des approbations de l'OFID en 2017. Ce sont au total 26 pays asiatiques qui en ont bénéficié. Dans ces pays, le secteur énergétique a reçu 110,8 millions de dollars, le secteur financier 95 millions de dollars, le secteur éducatif 87,1 millions de dollars et le secteur des transports 80 millions de dollars, le reste ayant été réparti entre d'autres secteurs dont la santé, l'industrie, l'eau et l'assainissement, et l'aide d'urgence.

Près de 42 % du montant total, soit 181,3 millions de dollars, ont été approuvés au titre d'opérations en

L'Asie obtient

29 %

des approbations de l'OFID en 2017

faveur du secteur public dans les domaines de l'éducation, des transports, et de l'eau et de l'assainissement. Le secteur privé en Asie a obtenu 152 millions de dollars, tandis que 90 millions de dollars ont été approuvés sous forme de financement du commerce. Les 10,7 millions de dollars restants ont été approuvés sous forme de financement par des dons. Sur ce montant, 5,4 millions de dollars ont été affectés à la Palestine pour appuyer des initiatives allant de l'agrandissement et de la rénovation du Service d'oncologie de l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem à l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/COUNTRIES/Asia>



Activité régionale en 2017

Pays	Secteur	Mécanisme	Montant (millions de dollars)
1 Afghanistan	Éducation	Assistance sous forme de dons	0,40
2 Arménie	Énergie	Secteur privé	37,00
3 Bangladesh	Transports	Secteur public	60,00
	Énergie	Secteur privé	20,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Santé	Assistance sous forme de dons	0,10
4 Cambodge	Finance	Secteur privé	20,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Énergie	Assistance sous forme de dons	0,42
5 Chine	Éducation	Secteur public	35,00
6 Géorgie	Finance	Financement du commerce	25,00
7 Inde	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
8 Iran	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,40
9 Iraq	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,40
10 Jordanie	Énergie	Secteur privé	17,00
11 Kirghizistan	Transports	Secteur public	10,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
12 R.D.P. lao	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
13 Liban	Finance	Secteur privé	20,00
	Finance	Financement du commerce	20,00
14 Maldives	Énergie	Financement du commerce	35,00
15 Myanmar	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,40
16 Népal	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
	Éducation	Assistance sous forme de dons	0,30
17 Pakistan	Industrie	Secteur privé	15,00

■ Activité en 2017
■ Pays partenaires

Pays	Secteur	Mécanisme	Montant (millions de dollars)
18 Palestine	Agriculture	Assistance sous forme de dons	1,00
	Éducation	Assistance sous forme de dons	1,36
	Énergie	Assistance sous forme de dons	0,60
	Santé	Assistance sous forme de dons	2,00
	Eau et assainissement	Assistance sous forme de dons	0,40
19 Philippines	Énergie	Assistance sous forme de dons	^
20 Sri Lanka	Éducation	Secteur public	50,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
21 Syrie	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,40
22 Tadjikistan	Transports	Secteur public	10,00
	Énergie	Assistance sous forme de dons	*
23 Turquie	Santé	Secteur privé	24,00
	Finance	Financement du commerce	10,00
24 Ouzbékistan	Eau et assainissement	Secteur public	16,25
25 Vietnam	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
26 Yémen	Aide d'urgence	Assistance sous forme de dons	0,50

^ Partie d'une initiative multirégionale (Afrique & Asie) totalisant 700 000 dollars
* Initiatives régionales d'un montant total de 2 millions de dollars

Amérique latine et Caraïbes : L'OFID fait appel à tous les guichets de financement

Contexte économique

La croissance réelle dans la région a progressé en moyenne de 1,2 % en 2017, résultat positif compte tenu notamment de la contraction de près de 1 % en 2016. La reprise a permis à certains pays de sortir de la récession (Argentine et Brésil, bien que la situation au Venezuela demeure décourageante), ce qui s'est traduit par un renforcement progressif de la demande intérieure, et un environnement extérieur plus favorable aux exportations et aux flux de capitaux. Néanmoins, la faiblesse de cette reprise a mis en évidence les incertitudes politiques et la frilosité des investisseurs, ainsi que la volatilité des cours des produits de base. L'inflation a reculé dans de nombreux pays à mesure que les répercussions des dépréciations monétaires antérieures s'estompaient (certaines monnaies se sont appréciées par rapport au dollar des États-Unis), que des capacités excédentaires subsistaient dans l'économie et que les prix des denrées alimentaires et de l'énergie restaient bas. Dans le même temps, une chute des recettes tirées des produits de base a provoqué une dégradation du solde budgétaire des pays exportateurs de produits de base, mais, dans l'ensemble, le déficit budgétaire structurel régional s'est partiellement contracté pour s'établir en 2017 à 2,2 % du PIB global, à mesure que de nombreux pays intensifiaient leurs ajustements budgétaires. La détérioration des termes de l'échange qui a frappé la région en 2015/16 s'est en partie inversée l'année dernière. Toutefois, les exportateurs de produits de base ont été les véritables perdants alors que les économies tributaires du tourisme ont enregistré des gains nets. Dans l'ensemble, le déficit de la balance courante de la région est demeuré inchangé, s'établissant à 2 % du PIB cumulé au cours de l'année.

Contexte social

Le malaise économique de ces dernières années a fragilisé les progrès sociaux et a eu des conséquences néfastes sur les emplois et les revenus des ménages : les inégalités se sont creusées et près d'un tiers des Latino-Américains risquent de retomber dans la pauvreté. Cependant, avec le retour de la croissance l'année dernière, les niveaux de vie et les résultats en termes de développement humain se sont légèrement améliorés - la reprise économique a permis de reconstruire les piliers sociaux qui, à leur tour, ont atténué la pauvreté et favorisé la prospérité. Le redressement socio-économique a également contribué à soutenir la reprise économique grâce à des investissements accrus dans le capital humain, notamment chez les pauvres, bien que les indicateurs de la région en matière d'éducation demeurent faibles, environ un tiers des enfants ne terminant pas leurs études secondaires. Les efforts visant à renforcer les capacités de résistance aux chocs - économiques, naturels et sociaux, y compris le crime et la violence - font également partie du calendrier des réformes devant garantir une croissance à long terme durable et équitable conforme aux ODD.

L'OFID en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2017, l'OFID a approuvé un montant de 354,5 millions de dollars pour des activités de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes. En tout, 11 pays se sont partagé ce montant, qui représente 24 % du total des montants approuvés pour l'année. Comme en 2016, tous les guichets de financement ont été mis à contribution, mais la plus grande partie des montants approuvés (278,5 millions de dollars, soit 79 %) l'ont

La croissance dans la région a progressé en moyenne de

1,2 %
en 2017

été par l'intermédiaire du secteur public pour des opérations dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des transports, et de l'eau et de l'assainissement. Parmi les approbations notables via ce guichet figuraient : 91 millions de dollars pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer les transports en Bolivie ; 52 millions de dollars pour le Belize pour appuyer la sécurité hydrique et moderniser un important tronçon routier ; et 50 millions de dollars à l'Argentine pour un projet portant sur la sécurité hydrique. Cuba a obtenu 45 millions de dollars pour un projet énergétique et le Nicaragua 30 millions de dollars pour un projet lié aux transports. Les montants approuvés par l'OFID en faveur du secteur privé se sont élevés à 55 millions de dollars à l'appui de projets au Salvador (énergie), au Honduras (énergie) et au Nicaragua (finance). Un montant de 20 millions de dollars a été fourni au titre du financement du commerce au Salvador (finance) et au Suriname (multisectoriel). En outre, une enveloppe de 1 million de dollars a été approuvée sous forme de dons pour l'agriculture, l'éducation, l'énergie et la santé.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/COUNTRIES/Latin-America-Caribbean>

Activité régionale en 2017

Pays	Secteur	Mécanisme	Montant (millions de dollars)
I Argentine	Eau et assainissement	Secteur public	50,00
2 Belize	Transports	Secteur public	52,00
3 Bolivie	Agriculture	Secteur public	61,00
	Transports	Secteur public	30,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
4 Cuba	Énergie	Secteur public	45,00
5 El Salvador	Santé	Assistance sous forme de dons	~
	Énergie	Secteur privé	25,00
	Finance	Financement du commerce	10,00
6 Guatemala	Santé	Assistance sous forme de dons	0,10
7 Haïti	Énergie	Assistance sous forme de dons	0,30
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
8 Honduras	Énergie	Secteur privé	5,00
9 Nicaragua	Énergie	Secteur public	10,50
	Transports	Secteur public	30,00
	Finance	Secteur privé	25,00
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	0,20
	Santé	Assistance sous forme de dons	~
10 Pérou	Agriculture	Assistance sous forme de dons	0,20
	Agriculture	Assistance sous forme de dons	*
11 Suriname	Multisectoriel	Financement du commerce	10,00

~ Partie d'une initiative multirégionale (Afrique & ALC) totalisant 1 million de dollars

* Initiative régionale d'un montant total de 200 000 dollars

■ Activité en 2017
■ Pays partenaires



CHAPITRE QUATRE

Opérations de l'OFID par mécanisme financier

Prêts au secteur public

Contexte stratégique

Les opérations dans le secteur public demeurent le pilier central du travail de l'OFID. À la fin de 2017, le montant total de 13 804,5 millions de dollars approuvé par l'intermédiaire de ce guichet a représenté près des deux tiers (66 %) du total des engagements de l'organisation depuis sa création. En tout, 1 544 prêts concessionnels ont été conclus avec 106 pays en développement. Sur ce total, plus de 10 milliards de dollars ont été affectés aux opérations relatives au lien énergie-eau-alimentation (soutenu par le secteur des transports). Toutes les opérations appuyées par l'OFID respectent les priorités de développement nationales et répondent à des objectifs de développement stratégiques.

Toutes les opérations du secteur public sont cofinancées avec le gouvernement bénéficiaire et souvent avec d'autres donateurs, dont des banques régionales de développement, des institutions des Nations Unies et des organismes de développement bilatéraux et multilatéraux de pays Membres de l'OPEP. Cette approche est conforme à l'essence du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement et aux quatre principes communs du développement : appropriation des

priorités de développement par les pays en développement ; orientation sur les résultats ; partenariats de développement inclusifs ; et transparence et redevabilité. Dans un souci de durabilité, les opérations de l'OFID dans le secteur public se concentrent également sur la création de capacités et le renforcement institutionnel.

La contribution de l'OFID à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) entre également dans le cadre des opérations dans le secteur public. L'OFID a apporté son soutien à l'initiative depuis sa création en 1996, en ayant recours à plusieurs mécanismes pour fournir sa part dans l'allègement de la dette de 25 pays partenaires remplissant les conditions requises. Il s'agit notamment de prêts d'un montant de 274 millions de dollars qui ont été mis à disposition pour alléger le fardeau de la dette de ces pays, ainsi que d'opérations de restructuration de la dette.

Activités en 2017

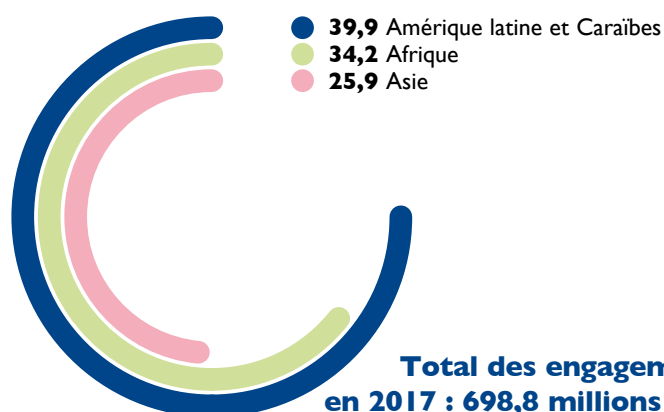
Les engagements dans le secteur public en 2017 ont atteint 698,8 millions de dollars, soit 46 % des montants approuvés pour l'exercice, contre 615,4 millions de dollars (47 %) en 2016. Ces fonds ont appuyé 27 projets dans 23 pays.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont reçu la plus grande part, soit 278,5 millions de dollars (40 %) (y compris 91 millions de dollars sous forme de deux prêts à la Bolivie pour des projets dans les domaines de l'agriculture et des transports, et 50 millions de dollars à l'Argentine pour un projet dans le domaine de l'eau et de l'assainissement), tandis que l'Afrique a reçu 239 millions de dollars (34 %) et l'Asie 181,3 millions de dollars (26 %).

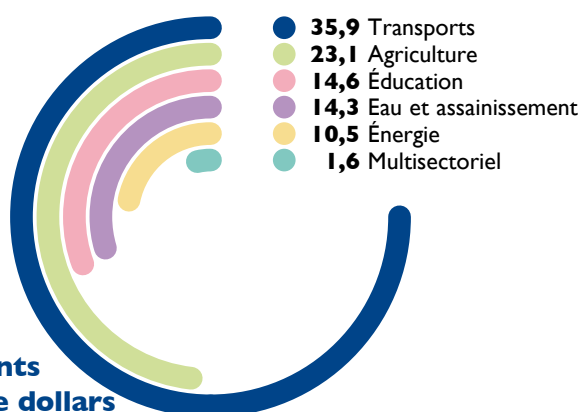
La répartition sectorielle des montants approuvés pour le secteur public a reflété les priorités des pays bénéficiaires, 251 millions de dollars, soit 36 % du total pour l'exercice, allant au secteur des transports. L'agriculture (161,2 millions de dollars, soit 23 %), l'éducation (101,8 millions de dollars, soit 15 %), l'eau et l'assainissement (100,3 millions de dollars, soit 14 %) et l'énergie (73,5 millions de dollars, soit 11 %) ont également attiré des montants importants, le reste étant affecté à des opérations multisectorielles.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/PROJECTS-OPERATIONS/Public-Sector>

4.1 Engagements en faveur du secteur public en 2017 par région (en pourcentage)



4.2 Engagements en faveur du secteur public en 2017 par secteur (en pourcentage)



I. Prêts en faveur du secteur public approuvés en 2017 (en millions de dollars)

Afrique

Pays	Projet	Secteur	Cofinanciers*	Objet	Montant
Burkina Faso	Agrandissement de l'Université de Koudougou	Éducation	BADEA	Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et le mettre plus en phase avec le marché du travail en construisant et équipant de nouvelles résidences, établissements d'enseignement et services administratifs pour les étudiants. Près de 18 500 étudiants devraient en bénéficier.	16,8
Burundi	Modernisation de la route Bururi-Gakuba	Transports	BADEA, Fonds saoudien	Améliorer les liaisons et rehausser le niveau de vie et les revenus de quelque 200 000 personnes en asphaltant un tronçon de 35 km de la RN16 qui relie les régions du sud et du centre du pays.	15,0
Côte d'Ivoire	Réhabilitation de la baie de Cocody (Phase 3)	Multisectoriel	BADEA	Effectuer des ouvrages de protection de l'environnement dans la baie de Cocody et la lagune Ebrié en vue d'améliorer la santé et les conditions de vie de près de 1,9 million d'habitants de la capitale Abidjan et de ses environs.	11,0
Djibouti	Route d'accès au port de Tadjoura	Transports		Relier le port de Tadjoura à la route Tadjoura-Balho, qui fait la liaison entre la région septentrionale de Djibouti et la frontière éthiopienne. Des emplois seront créés pour 200 000 personnes vivant dans l'une des zones les plus pauvres du pays.	14,0
Égypte	Réhabilitation de stations de pompage pour l'irrigation et le drainage, Phase II	Agriculture		Moderniser des stations de pompage aux fins d'un approvisionnement fiable en eau pour l'irrigation, contribuant ainsi à améliorer les revenus et la sécurité alimentaire au bénéfice de plus de 380 000 personnes.	53,2
Éthiopie	Modernisation de la route Shambu-Agamsa	Transports	BADEA	Améliorer un tronçon routier de 94 km dans la région centrale/occidentale, et fournir à quelque 620 000 personnes un accès aux services sociaux tout en réduisant les temps de trajet et les coûts.	30,0
Lesotho	Approvisionnement en eau du grand Maseru	Eau et assainissement	BADEA	Construire de nouvelles infrastructures hydrauliques dans les zones périurbaines de la capitale Maseru afin de pouvoir desservir la population croissante de la ville. De l'eau potable salubre sera fournie à quelque 120 000 personnes.	14,0
Madagascar	Programme de développement de filières agricoles inclusives (DEFIS)	Agriculture	BAfD, FIDA, Fonds vert pour le climat, bénéficiaires	Stimuler les revenus et la sécurité alimentaire au bénéfice de près de 1,6 million d'agriculteurs dans des régions au taux de pauvreté élevé grâce à l'introduction de systèmes de production hautement performants adaptés au changement climatique.	20,0
Mauritanie	Parc éolien dans la zone de Boulanour	Énergie	Fonds arabe	Construire un parc éolien doté de 39 turbines et d'une capacité de 102 MW dans la zone de Boulanour. Le projet aidera la Mauritanie à satisfaire la demande énergétique nationale croissante et à produire un excédent destiné à l'exportation.	18,0
Rwanda	Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu rural	Eau et assainissement	African Growing Together Fund, BAfD, BEI	Remettre en état et étendre les réseaux d'approvisionnement en eau et construire des infrastructures sanitaires dans la ville de Kigali et dans six villes satellites. Cela contribuera à améliorer les conditions de vie et à réduire la pauvreté au bénéfice de quelque 1,6 million de personnes.	20,0
Zambie	Programme d'investissement renforcé en faveur de l'élevage paysan (E-SLIP)	Agriculture	FIDA, bénéficiaires	Améliorer la productivité du bétail de quelque 213 000 petits producteurs grâce à la lutte contre les maladies animales, à des systèmes de production animale et à la gestion des programmes.	12,0
Zimbabwe	Programme de revitalisation de l'irrigation à l'intention des petits exploitants	Agriculture	FIDA, bénéficiaires	Réduire la pauvreté rurale et améliorer la sécurité alimentaire pour 25 000 petits ménages agricoles à faible revenu en remettant en état les infrastructures, en fournissant des équipements et du matériel connexes, et en offrant une formation et des ateliers.	15,0
Afrique					239,0

*En plus du gouvernement concerné et de l'OFID.

Asie

Pays	Projet	Secteur	Cofinanciers*	Objet	Montant
Bangladesh	Connectivité routière dans le cadre du programme SASEC (prêt supplémentaire)	Transports	BAsD	Faciliter les échanges commerciaux nationaux et régionaux grâce à la réfection d'une partie du couloir Dhaka-Nord-ouest et à la rénovation de deux points d'entrée terrestre à Benapole et à Burimari.	30,0
Bangladesh	Pont de Paira	Transports	Fonds koweïtien	Bâtir un pont de 1,5 km sur la rivière Paira qui relie les districts de Barisal et de Pataukhali, et construire des routes d'accès à l'autoroute nationale, offrant aussi un accès aux activités génératrices de revenus et aux services sociaux.	30,00
Chine	Enseignement professionnel dans la province du Shaanxi	Éducation		Remédier à la pénurie de travailleurs qualifiés en construisant un nouveau campus dans le district de Chang'an pour l'École de formation professionnelle de la jeunesse du Shaanxi. Ce projet offrira un enseignement axé sur le marché à quelque 9 000 jeunes chercheurs d'emploi par an.	35,0
République kirghize	Route Issyk-Kul Ring (Section 2N Korumdu-Karakol)	Transports	BlsD, Fonds d'Abou Dhabi, Fonds koweïtien, Fonds saoudien	Moderniser un tronçon de 116 km d'une route qui dessert des quartiers urbains/semi-urbains où vivent environ 700 000 personnes. Le projet améliorera l'accès aux services sociaux, aux marchés et aux centres de production.	10,0
Ouzbékistan	Réhabilitation et construction d'un réseau d'approvisionnement en eau dans les régions rurales de Kasan et Mubarek	Eau et assainissement	Fonds saoudien	Faciliter l'accès à de l'eau potable salubre et améliorer la santé d'environ 110 000 personnes dans la région de Kashkardarya grâce à la construction et à la rénovation des infrastructures.	16,25
Sri Lanka	Programme de développement de l'enseignement technologique	Éducation		Améliorer l'introduction de disciplines technologiques dans 337 écoles secondaires grâce à la modernisation des infrastructures et la création de capacités. Environ 10 000 étudiants par an en tireront profit, ainsi que 1 600 administrateurs scolaires et enseignants.	50,0
Tadjikistan	Route Kulyab-Kalaikhumb (Sections A et F)	Transports	BlsD, Fonds d'Abou Dhabi, Fonds koweïtien, Fonds saoudien	Moderniser deux tronçons de la route reliant les régions occidentales et orientales du Tadjikistan, offrant une liaison directe à la capitale Douchanbé, avec la région orientale de Gorny-Badakhshan, l'une des plus pauvres du pays. Cela ouvrira aussi de nouveaux débouchés commerciaux avec les pays voisins.	10,00
Asie					181,25

*En plus du gouvernement concerné et de l'OFID

Amérique latine et Caraïbes

Pays	Projet	Secteur	Cofinanciers*	Objet	Montant
Argentine	Approvisionnement en eau du Grand Tulum	Eau et assainissement	Fonds koweïtien	Améliorer les indicateurs de santé d'environ 520 000 personnes vivant dans la province de San Juan en construisant un nouveau système d'approvisionnement en eau et stimuler l'agriculture en fournissant une source d'eau fiable.	50,0
Belize	Modernisation de la route de Caracol, Phase I	Transports		Moderniser un tronçon de 42,5 km de la route reliant l'autoroute George Price au district de Cayo, zone fortement tributaire de l'agriculture et du tourisme. Cela devrait bénéficier à 80 000 personnes.	40,0
Belize	Remplacement d'un pont de halage	Transports	Banque de développement des Caraïbes	Construire un pont de 147 m à l'ouest de Belize City, région importante du point de vue économique en raison du tourisme, et des activités industrielles et agricoles y afférentes. Près de 70 000 personnes devraient en bénéficier.	12,0
Bolivie	Route Santa Cruz – Las Cruces – Buena Vista	Transports	CAF	Aménager une voie de contournement de 81 km pour la ville la plus densément peuplée de Bolivie - Santa Cruz de la Sierra. Le projet devrait améliorer les liaisons et promouvoir le commerce local et international.	30,0
Bolivie	Programme de barrages : Plus d'investissements pour l'irrigation	Agriculture	CAF	Stimuler la productivité agricole de 20 000 agriculteurs de subsistance grâce à des investissements dans des barrages et infrastructures connexes, améliorer l'irrigation et étendre les superficies cultivables.	61,0
Cuba	Développement de l'énergie solaire	Énergie		Aider Cuba à diversifier son bouquet énergétique en mettant au point des chauffe-eau solaires et des systèmes photovoltaïques à usage domestique, et en construisant deux centrales solaires photovoltaïques, au profit de quelque 250 000 personnes.	45,0
Nicaragua	Développement de routes rurales	Transports		Réduire la pauvreté et faciliter l'intégration socio-économique dans des zones rurales en modernisant plus de 37 km de routes et en construisant de nouveaux ponts, devant bénéficier à environ 100 000 personnes.	30,0
Nicaragua	Électrification rurale de la côte Caraïbe, Phase II	Énergie		Offrir des services énergétiques modernes à des collectivités isolées non raccordées au réseau dans des zones à fort taux de pauvreté, stimulant ainsi le développement, améliorant la qualité de vie et encourageant les activités génératrices de revenus pour plus de 33 000 personnes.	10,5
Amérique latine et Caraïbes					278,5

*En plus du gouvernement concerné et de l'OFID

Total	698,75
--------------	---------------

Secteur privé et Financement du commerce

Contexte stratégique

Les guichets de l'OFID en faveur du secteur privé et du financement du commerce représentent un moyen supplémentaire pour l'OFID de remplir sa mission de base, qui est de soutenir ses pays partenaires dans leur progrès économique et social. Ces deux mécanismes contribuent grandement à obtenir des résultats durables en matière de développement dans les pays bénéficiaires et à assurer la viabilité financière de l'OFID.

Les activités dans le secteur privé favorisent le développement économique en finançant la création et/ou la croissance des entreprises privées productives, et en encourageant l'expansion des marchés de capitaux locaux. L'offre de l'OFID est la suivante : prêts aux entreprises pour des projets aux objectifs de développement bien définis, tels que l'amélioration de la capacité industrielle et des services publics, et le renforcement de l'infrastructure ; prises de participation directe ou investissements dans des structures de fonds de placement privé ciblant des secteurs d'intérêt pour l'OFID ; et prêts à terme accordés à des institutions financières pour rétrocession

à des MPME ainsi que pour le renforcement de l'assise financière des banques.

Grâce au financement du commerce, l'OFID soutient des entreprises privées et des gouvernements en facilitant leurs besoins à l'importation et à l'exportation. Ce mécanisme permet de répondre aux besoins en stocks et en fonds de roulement, et améliore les perspectives des pays partenaires en matière d'échanges commerciaux transfrontaliers. Le guichet financement du commerce de l'OFID offre : un financement direct ou une participation à des programmes de partage du risque pour soutenir des institutions financières et la croissance de leurs activités commerciales internationales ; et un financement du commerce tout au long de la chaîne de valeur, y compris un financement structuré des produits de base, un financement des besoins en fonds de roulement, et un financement préalable à l'exportation pour les entreprises privées ou les gouvernements.

Les guichets secteur privé et financement du commerce ont pour mission, à l'échelle mondiale, de soutenir des projets et des entreprises dans plus de

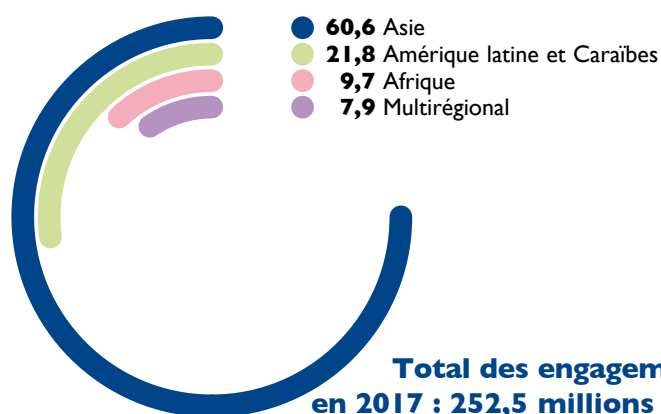
60 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe. Ce financement a bénéficié à plus de 375 000 MPME ainsi qu'à des activités commerciales par l'intermédiaire d'institutions financières. Via des programmes non financés, 7 627 bénéficiaires ont également reçu un appui par l'entremise de 328 banques émettrices dans 63 pays. Plus d'un quart de ces pays sont classés comme pays à faible revenu.

Les projets ont permis le développement d'une capacité électrique de plus de 3 GW grâce à de multiples technologies et ont soutenu des aéroports avec un nombre total de passagers de 28 millions par an, ainsi que des ports maritimes et des terminaux de vrac dotés d'une grande capacité de manutention – tous venant à l'appui d'un volume important d'échanges commerciaux internationaux et de la croissance économique.

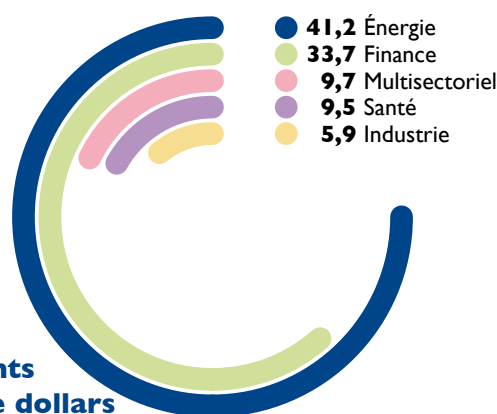
Activités en 2017

L'année 2017 a vu une nouvelle intensification des opérations du secteur privé et de financement du commerce. Les montants approuvés au cours de l'année ont atteint un total de 787,5 millions de

4.3 Engagements en faveur du secteur privé en 2017 par région (en pourcentage)



4.4 Engagements en faveur du secteur privé en 2017 par secteur (en pourcentage)



2. Financement du secteur privé approuvé en 2017 (en millions de dollars)**Afrique**

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Zambie	Woodside Mall Zambia Limited	Prêt à terme	Multisectoriel	4,5
Projets régionaux Afrique	Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (TDB)	Capitaux propres	Finance	20,0
Afrique				24,5

Asie

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Arménie	Hydro Energy Company	Prêt à terme	Énergie	37,0
Bangladesh	Société d'exploitation de l'énergie	Prêt à terme	Énergie	20,0
Cambodge	Prasac Microfinance Institution Ltd.	Prêt à terme	Finance	20,0
Jordanie	Bayouna Solar Energy Company (BSEC)	Prêt à terme	Énergie	17,0
Liban	Banque du Liban et du Golfe s.a.l. (LGB BANK)	Prêt à terme	Finance	20,0
Pakistan	Société industrielle	Prêt à terme	Industrie	15,0
Turquie	CCN Laboratuar	Prêt à terme	Santé	24,0
Asie				153,0

Amérique latine et Caraïbes

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
El Salvador	Société d'exploitation de l'énergie	Prêt à terme	Énergie	25,0
Honduras	Vientos de Electrotecnia SA (VESA)	Prêt à terme	Énergie	5,0
Nicaragua	Banque commerciale	Prêt à terme et prêt à terme subordonné	Finance	25,0
Amérique latine et Caraïbes				55,0

Global

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Multirégional	Abraaj Global Credit Fund	Capitaux propres	Multisectoriel	20,0
Global				20,0

Total				252,5
--------------	--	--	--	--------------

dollars, contre 711,5 millions de dollars en 2016, ce qui représente une augmentation de près de 11 %. Une attention particulière a été accordée au financement du commerce avec un total d'approbations s'élevant à 535 millions de dollars (partie intégrante des 787,5 millions de dollars).

Les engagements dans le secteur énergétique, y compris les projets en matière d'énergie renouvelable et les projets intermédiaires et en aval, ont représenté 384 millions de dollars du total des montants approuvés. Le secteur financier a obtenu 210 millions de dollars et l'agriculture 118 millions de dollars. Le montant restant a été approuvé pour des projets industriels, sanitaires et multisectoriels, ces derniers soutenant le commerce de détail, le commerce de ciment et le commerce régional en Afrique.

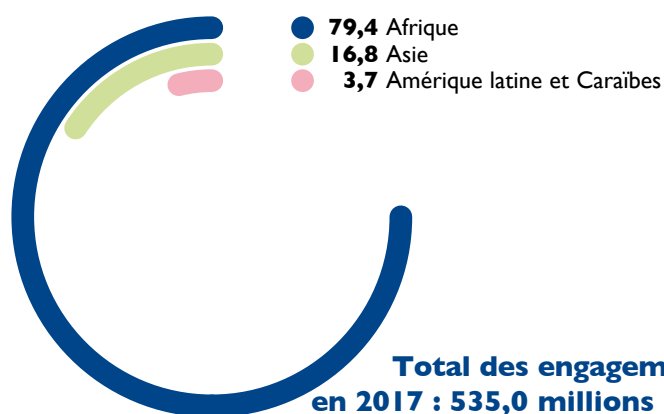
La croissance a été favorisée par la diversification dans ces secteurs et le recours à un large éventail d'instruments. Les prêts privilégiés et subordonnés, les garanties et les prises de participation ont été utilisés par de nombreuses institutions, telles que des banques locales et régionales, des institutions financières et des sociétés de crédit-bail.

Les opérations de l'OFID au titre du secteur privé et du financement du commerce ont continué d'illustrer le rôle bénéfique des partenariats, avec la conclusion de la première transaction avec la Banque de commerce et de développement de la mer Noire - banque multilatérale de développement des 11 pays fondateurs de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire. Le département a aussi joué un rôle de catalyseur en mobilisant des fonds supplémentaires pour un certain nombre de bénéficiaires. En 2017 a également été signé un accord de coopération avec l'Africa Finance Corporation qui permettra à l'OFID de contribuer à répondre aux besoins du continent en matière d'énergie et d'infrastructure.

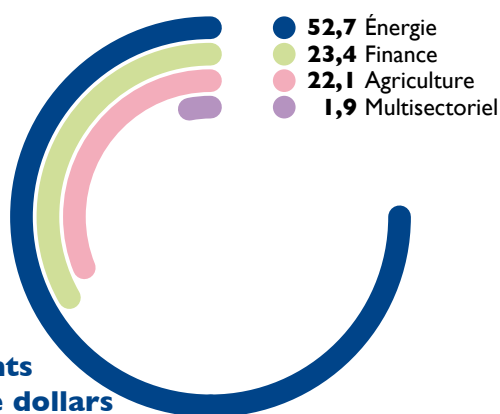
En souscrivant au Cadre commun pour le développement de la gouvernance d'entreprise des institutions de financement du développement en mars 2017, l'OFID est devenu membre du Groupe pour la gouvernance d'entreprise des IFD qui comprend 35 membres. Le Cadre fournit une approche commune pour l'évaluation et l'amélioration de la gouvernance d'entreprise et l'application de bonnes pratiques en matière de crédit et d'investissement dans certains des marchés les plus difficiles au monde.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/PROJECTS-OPERATIONS>

4.5 Engagements en faveur du financement du commerce en 2017 par région (en pourcentage)



4.6 Engagements en faveur du financement du commerce en 2017 par secteur (en pourcentage)



3. Financement du commerce approuvé en 2017 (en millions de dollars)**Afrique**

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Burkina Faso	Gouvernement burkinabè	Prêt à terme	Agriculture	42,0
Burkina Faso	Gouvernement burkinabè	Prêt à terme	Énergie	40,0
Cameroun	Société agricole	Prêt à terme	Agriculture	27,6
Cameroun	Société agricole	Prêt à terme	Agriculture	8,4
Égypte	Gouvernement égyptien	Prêt à terme	Énergie	50,0
Égypte	Gouvernement égyptien	Prêt à terme	Énergie	50,0
Gambie	Gouvernement gambien	Prêt à terme	Énergie	8,0
Gambie	Gouvernement gambien	Prêt à terme	Énergie	7,0
Sénégal	Compagnie électrique	Prêt à terme	Énergie	42,0
Tunisie	Société tunisienne des industries de raffinage (STIR)	Prêt à terme	Énergie	25,0
Tunisie	Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG)	Prêt à terme	Énergie	25,0
Projets régionaux Afrique	Société de négoce	Prêt à terme	Agriculture	40,0
Projets régionaux Afrique	Banque de développement	Prêt à terme	Finance	60,0
Afrique				425,0

Asie

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Géorgie	JSC TBC Bank (TBC)	Prêt à terme	Finance	25,0
Liban	Banque Libano-Française s.a.l. (BLF)	Prêt à terme	Finance	20,0
Maldives	Organisation nationale du commerce (STO)	Prêt à terme	Énergie	35,0
Turquie	AK Finansal Kiralama A.S. (Aklease)	Prêt à terme	Finance	10,0
Asie				90,0

Amérique latine et Caraïbes

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
El Salvador	Banco Cuscatlan S.A (BC)	Prêt à terme	Finance	10,0
Suriname	Gouvernement du Suriname	Prêt à terme	Multisectoriel	10,0
Amérique latine et Caraïbes				20,0

Total des opérations financées**535,0****Global**

Région/Pays	Bénéficiaire	Type de financement	Secteur	Montant
Multirégional	Institutions financières	Mécanisme de partage des risques sans financement	Finance	50,0
Multirégional	Institutions financières	Mécanisme de partage des risques sans financement	Agriculture	30,0
Total des opérations non financées				80,0

Assistance sous forme de dons

Contexte stratégique

Les dons de l'OFID ciblent des initiatives de développement qui ont pour objet de produire des biens publics, de renforcer les capacités des pays partenaires et de répondre aux besoins spécifiques des groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés au sein de ces pays. Ils se concentrent sur les pays les moins avancés et visent des initiatives de développement qui ne peuvent pas bénéficier d'un appui sous forme de prêts ou autres mécanismes de financement. Ce guichet fournit également des secours d'urgence en cas de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme, ainsi qu'en cas de crises sanitaires.

Les dons s'articulent autour d'un certain nombre de sous-programmes, notamment : l'assistance technique ; la recherche et autres activités intellectuelles ; et des programmes spéciaux destinés à répondre à des préoccupations majeures de santé publique au niveau mondial, à fournir une assistance humanitaire et une aide au développement au peuple palestinien, et, plus récemment, à lutter contre la pauvreté énergétique. Pour mettre en œuvre son programme de dons, l'OFID travaille

avec des organismes des Nations Unies et une multitude d'ONG nationales et internationales, entre autres partenaires.

À la fin de décembre 2017, l'OFID avait approuvé un montant total de 653,7 millions de dollars par l'intermédiaire de son guichet de dons.

Activités en 2017

En 2017, un montant de 22,3 millions de dollars a été approuvé au titre du guichet Dons et assistance technique de l'OFID à l'appui de 65 opérations dans certaines des régions les plus défavorisées du monde. Au niveau régional, l'Asie a été le plus grand bénéficiaire, obtenant 10,7 millions de dollars, soit presque la moitié des montants approuvés. Un peu moins d'un tiers – 7,2 millions de dollars ou 32 % – du total annuel a été approuvé en faveur de l'Afrique, les opérations multirégionales ont reçu 3,4 millions de dollars, soit 15 % des montants approuvés, et l'Amérique latine et les Caraïbes ont recueilli 1 million de dollars, soit 4 %.

Du point de vue sectoriel, la santé a recueilli la plupart des approbations, soit 5,3 millions de dollars (24 %), suivie de près par l'énergie avec 4,9 millions de dollars (22 %), l'agriculture avec 3,8 mil-

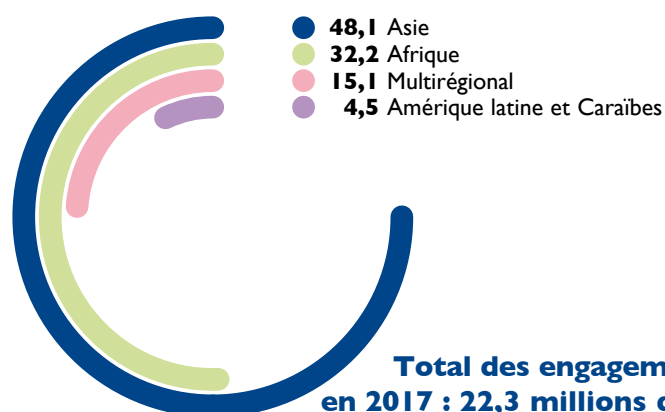
lions de dollars (17 %), l'éducation avec 3,4 millions de dollars (15 %), les opérations d'urgence avec 3 millions de dollars (13 %), et l'eau et l'assainissement avec 1,7 million de dollars (8 %). Le reste a été approuvé pour appuyer des projets multisectoriels.

Un autre temps fort de 2017 a été l'achèvement de 36 projets financés grâce à un montant de 16,8 millions de dollars provenant de ressources sous forme de dons approuvées précédemment et bénéficiant à 39 pays.

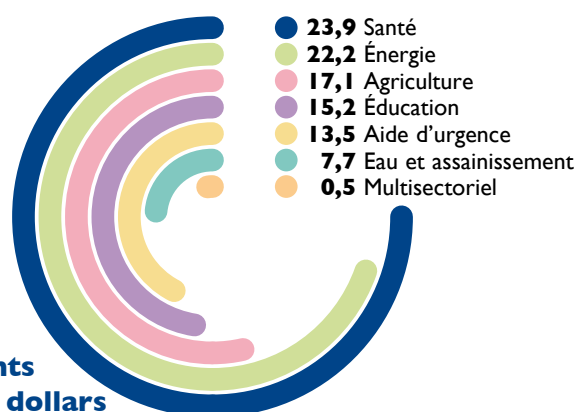
Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/PROJECTS-OPERATIONS/Grants>

4.7 Répartition régionale des dons en 2017
(en pourcentage)



4.8 Répartition sectorielle des dons en 2017
(en pourcentage)



Dons approuvés en 2017 (en milliers de dollars)**Assistance technique**

Bénéficiaire	Secteur	Cofinanciers	Objet	Montant
Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	Agriculture	AIEA	Renforcer la sécurité alimentaire et promouvoir une agriculture durable au Bangladesh, au Cambodge, en R.D.P.lao, au Myanmar, au Népal et au Vietnam. Deux projets se concentreront sur l'application des techniques nucléaires dans le diagnostic et la lutte contre les maladies animales, et les systèmes de production de riz durables.	600
Amitié franco-afghane (AFRANE)	Éducation	Agence française pour la coopération, donateurs privés, diverses fondations	Renforcer l'accès à une éducation de qualité en Afghanistan, notamment pour les jeunes filles et les habitants de zones rurales isolées, grâce à des travaux d'infrastructure et à la création de capacités. Près de 1 600 enseignants et 95 000 élèves de cinq provinces devraient en bénéficier.	400
CARE Austria	Éducation	CARE Austria	Améliorer les perspectives de près de 500 jeunes filles népalaises issues de familles pauvres et marginalisées, en dispensant une éducation et une formation professionnelle dans 10 villages du district de Kapilvastu.	300
Centre international de la pomme de terre (CIP)	Agriculture	CIP, FIDA, GCRAI	Renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition et les moyens d'existence d'un millier de petits agriculteurs au Pérou et en Bolivie en encourageant des systèmes agricoles durables.	400
Fondation Access to Water (A2W)	Eau et assainissement	A2W, Seco-Startup Fund du gouvernement suisse, partenaires locaux	Installer des fontaines et des systèmes de filtration de l'eau à l'intention des habitants des rives du fleuve Sénégal au Mali, en Mauritanie et au Sénégal. Près de 250 000 personnes devraient recevoir une eau potable salubre.	800
Fondation CODESPA	Agriculture	Fondation CODESPA	Améliorer les conditions de vie des femmes vivant au Nicaragua dans le département de Jinotega grâce à la création de capacités, à l'assistance technique et à la fondation d'associations communautaires féminines.	200
Fondation MoveAbility de l'ICRC	Santé	MoveAbility, Australie, Italie, Liechtenstein, Monaco, Norvège et Suisse, Fondation Medico, USAID	Créer des capacités dans le secteur de la réadaptation physique et promouvoir l'inclusion socio-économique de quelque 67 000 personnes handicapées au Bénin, à Madagascar, en Tanzanie, au Togo, en Somalie, en Zambie, en El Salvador, à Haïti et au Nicaragua.	1 000
Fondation Varkey	Éducation	Fondation Varkey	Aider à financer la seconde phase d'un programme de formation des enseignants en Ouganda, qui créera six centres de formation dans la région du Nil occidental au profit de quelque 10 000 enseignants et 480 000 étudiants.	300
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)	Agriculture	FIDA, Fonds de développement du Somaliland, Trantec, bénéficiaires	Améliorer les moyens d'existence des communautés de pasteurs et de producteurs agropastoraux à Djibouti et en Somalie grâce à des paquets technologiques concernant l'agriculture pluviale, l'irrigation à petite échelle et l'élevage des petits ruminants, au bénéfice de près de 45 000 personnes.	1 000
Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT)	Agriculture	ICRISAT	Contribuer à atténuer la pauvreté rurale et à renforcer la sécurité alimentaire de près de 15 000 petits exploitants pauvres au Bangladesh, en Inde, en R.D.P.lao, au Myanmar, au Sri Lanka et au Vietnam. Le projet se concentrera sur l'augmentation de la productivité et de la rentabilité de la culture de l'arachide.	600
International Water Association (IWA)	Eau et assainissement	Fonds pour l'environnement mondial, IWA	Garantir un approvisionnement sûr en eau et préserver la santé publique en améliorant la capacité des compagnies des eaux au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya et au Sénégal. Le projet devrait bénéficier à une centaine de milliers de personnes au moins.	400
Assistance technique				6 000

Programme relatif à la pauvreté énergétique

Intermédiaire	Cofinanciers	Objet	Montant
Energy 4 Impact	Access to Finance Rwanda, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement	Améliorer les moyens d'existence des petits exploitants rwandais et renforcer la sécurité alimentaire en accélérant le recours à l'irrigation solaire à petite échelle devant bénéficier à terme à plus de 15 000 personnes.	1 000
Entrepreneurs du Monde (EdM)	Agence française de développement, EdM	Renforcer l'accès des populations rurales du Burkina Faso, des Philippines et du Togo à une énergie propre et abordable en encourageant l'utilisation du GPL pour la cuisson et les systèmes solaires à usage domestique pour le bénéfice direct et indirect de plus de 300 000 personnes.	700
Groupe Énergies renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)	Agence française de développement, GERES, Programme de reconnaissance des certifications forestières, PNUD, PNUE	Soutenir le développement de chaînes d'approvisionnement durables en combustibles tirés de la biomasse au Cambodge qui permettront de réduire l'utilisation de bois de feu et de charbon de mauvaise qualité. Des programmes de sensibilisation feront comprendre à une centaine de milliers de villageois les avantages des appareils, des combustibles et des pratiques de cuisson plus durables.	420
Groupe Microfinance participative pour l'Afrique (PAMIGA)	BAfD, Europe International Bank, Fonds d'équipement des Nations Unies, Luxembourg	Faciliter l'accès à l'énergie solaire des ménages ruraux et des MPME au Bénin, au Cameroun et au Kenya grâce à la mise en place de services de microfinance, au profit de quelque 30 000 ménages ruraux qui ne sont toujours pas raccordés au réseau.	400
Partenariat mondial pour le GPL	Partenariat mondial pour le GPL	Appuyer un projet « Cuisson propre en Afrique » visant à promouvoir l'utilisation du gaz de pétrole liquide (GPL) à la place de la biomasse et du kérosène traditionnels, y compris un programme pilote « Gaz en bouteille pour une vie meilleure » au Cameroun et des activités de création de capacités dans 15 pays de la CEDEAO.	200
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	PNUD Tadjikistan et République kirghize, Ministères de l'énergie et des ressources en eau de la République kirghize et du Tadjikistan	Améliorer l'accès à des services et produits énergétiques fiables, abordables et durables de populations rurales au Tadjikistan et en République kirghize grâce à la promotion de modèles d'activité évolutifs du secteur privé, en mettant l'accent sur les applications solaires.	800
Solar Electric Light Fund (SELF)	Fondation Silver Spring, donateurs de Global Giving, Norvège	Cofinancer deux projets : l'installation de bornes solaires de distribution d'eau potable au Bénin, et la mise en œuvre de la seconde année d'un cours de formation professionnelle de deux ans pour les techniciens du photovoltaïque à Haïti.	500
Programme relatif à la pauvreté énergétique			4 020

Programme spécial de santé

Bénéficiaire	Cofinanciers	Objet	Montant
Centre Carter	Fondation Conrad N. Hilton, Fondation du Lions Clubs International, Fondation Manaaki, Fondation Proctor	Soutenir l'élimination du trachome cécitant au Mali et au Niger grâce à des interventions chirurgicales correctrices gratuites pour quelque 36 000 personnes, ainsi que la création de capacités et la recherche en appui au programme mondial sur le trachome.	800
Institut Pasteur	Gouvernement national, Fonds mondial, Action Damien, Institut Pasteur, Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, Fondation pour de nouveaux diagnostics innovants	Permettre à 16 pays d'Afrique occidentale et centrale de mieux identifier les souches de la tuberculose (TB) qui ont développé une résistance aux médicaments en vue d'un nouveau protocole de soins devant bénéficier à quelque 210 000 personnes.	1 000
International AIDS Society (IAS)	IAS	Appuyer la participation de représentants venant de pays en développement à la 22 ^e Conférence internationale sur le SIDA (AIDS 2018) à Amsterdam (Pays-Bas).	300
Programme spécial de santé			2 100

L'OFID À L'ŒUVRE

Améliorer les moyens de subsistance à Djibouti et en Somalie grâce à la technologie



Photo : FIDA/Marco Salustro

Des Somaliens travaillent dans un champ de poivre irrigué grâce à de l'eau provenant d'un barrage de sable.

Montant : 1 million de dollars

Mécanisme : Don

Cofinanciers : FIDA, Fonds de développement du Somaliland, Trantec, bénéficiaires

Ce programme met à profit le succès d'un projet antérieur du FIDA soutenu par l'OFID visant à réduire la famine et à améliorer les conditions de vie dans la Corne de l'Afrique.

L'intervention du FIDA comprendra la fourniture de « paquets technologiques » destinés à améliorer les moyens d'existence des communautés de pasteurs et de producteurs agropastoraux à Djibouti et en Somalie. Quelque 45 000 personnes devraient bénéficier de ce programme, dont les résultats déboucheront sur des rendements agricoles plus élevés, un bétail en meilleure santé et plus productif, et

des modes d'exploitation plus judicieux des maigres ressources disponibles.

Les pays de la Corne de l'Afrique se heurtent à de multiples problèmes, dont l'insécurité alimentaire et des ressources en eau limitées, qui ont été encore aggravés ces dernières années par des précipitations inférieures à la moyenne. La situation est particulièrement grave à Djibouti et en Somalie, où des millions de personnes sont dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins nutritionnels quotidiens. La pénurie d'eau a des effets dévastateurs, les moyens de subsistance étant menacés par l'endommagement ou la destruction des cultures, la mort du bétail et la flambée des prix alimentaires.

Alors qu'une aide alimentaire a été fournie à ces régions, les paquets technologiques du FIDA sont

destinés à appuyer une stratégie de développement à long terme. Ces paquets s'articulent autour de quatre composantes principales : agriculture pluviale et irrigation à petite échelle ; accroissement des terres de parcours et adoption de pratiques d'élevage plus efficaces ; mise en œuvre de techniques de gestion des bassins versants plus efficaces et peu onéreuses ; et renforcement des capacités pour consolider les liens avec les organisations communautaires. Le programme comprendra également un élément de renforcement des capacités institutionnelles au sein des ministères et des ONG concernés ainsi que des activités relatives à l'autonomisation des collectivités.

Aide d'urgence

Bénéficiaire	Objet	Montant
CICR	Distribuer des denrées alimentaires et des articles de première nécessité à près de 17 000 personnes à Taiz au bord de la mer Rouge et sur les hauts plateaux du nord et du centre du Yémen.	400
Family Counseling and Development Foundation (FCDF)	Contribuer à remédier aux besoins en services de santé mentale dans les gouvernorats de Sana'a, d'Aden, de Taiz, d'Amran et de Hajjah au Yémen. La FCDF prévoit d'aider près de 400 individus parmi les plus vulnérables.	100
HCR	Aider à financer des opérations humanitaires en cours au Bangladesh, où près de 20 000 Rohingyas par jour cherchent refuge après les flambées de violence au Myanmar.	400
IFRC	Contribuer à l'achat de fournitures de secours essentielles en faveur des victimes des coulées de boue en Sierra Leone et appuyer les opérations de secours d'urgence.	200
IFRC	Aider à financer l'achat de trois unités de santé mobiles qui desserviront des collectivités de zones rurales isolées des gouvernorats d'Alep, de Hama et de Lattakia. Permettre aussi l'achat d'équipements et de fournitures médicales essentielles.	400
PAM	Appuyer des opérations humanitaires d'aide alimentaire et nutritionnelle dans des zones touchées par la famine au nord-est du Nigeria, ciblant plus de deux millions de personnes dans les États de Borno et de Yobe.	400
PAM	Soutenir le programme de secours du PAM visant à satisfaire les besoins en aide alimentaire des collectivités les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants souffrant de malnutrition aiguë, en Somalie et en Iraq.	700
Société iranienne du Croissant-Rouge (IRCS)	Appuyer des opérations de secours pour les victimes du séisme survenu en R.I. d'Iran.	400
Aide d'urgence		3 000

Programme de dons en faveur de la Palestine

Intermédiaire	Objet	Montant
Association des Amis des Patients d'Hébron	Fournir du matériel d'imagerie nucléaire à l'hôpital Al-Ahli à Hébron, au bénéfice de quelque 2 800 patients par an.	1 000
FIDA	Accroître la résilience et les revenus de près de 35 000 petits exploitants et producteurs ruraux sans terre en Cisjordanie en renforçant l'accès aux terres agricoles et aux sources d'eau, ainsi qu'en renforçant leur résistance à la variabilité et aux changements climatiques.	1 000
PNUD/PAPP	Réaliser des projets de moyenne envergure à Jérusalem et à Gaza, notamment l'agrandissement du service d'oncologie de l'hôpital Augusta Victoria à Jérusalem ; la création d'un centre pour les personnes souffrant d'une déficience visuelle à Gaza ; et l'installation de petites unités de dessalement dans des établissements d'enseignement à Gaza.	1 160
Renforcement de la sécurité humaine de l'ITF	Remédier à la pénurie aiguë de services de réadaptation spécialisés et d'appareils orthopédiques pour les personnes handicapées en Palestine en créant et en équipant un centre de réadaptation spécialisé au sein de l'hôpital palestinien de Bethléem.	500
UNRWA	Améliorer la qualité de l'éducation et des conditions d'apprentissage des enfants palestiniens réfugiés dans le village de Beit Inan à Jérusalem. Il s'agira notamment d'agrandir l'école de Beit Inan, de fournir du mobilier et des équipements, et de réaliser des travaux de réfection.	1 000
Welfare Association	Améliorer et soutenir la fourniture de services sanitaires dans la Bande de Gaza en remédiant aux problèmes d'approvisionnement en électricité de sept établissements de santé grâce à des systèmes à énergie solaire. Près de 450 000 patients par an devraient en bénéficier.	600
Programme de dons en faveur de la Palestine		5 260

Recherche

Bénéficiaire	Secteur	Cofinanciers	Objet	Montant
Alliance mondiale pour les foyers améliorés	Énergie		Cofinancer une étude qui montre comment l'utilisation et l'adoption de la méthode de la cuisson propre influencent l'existence des jeunes filles et des femmes, leur éducation ou leur bien-être, et qui analyse l'impact sur les finances globales des ménages.	150
Association mondiale pour l'éclairage hors réseau (GOGLA)	Énergie	Banque mondiale, SFI, USAID/Power Africa	Parrainer la participation de 17 délégués de pays en développement au Forum et à l'Exposition de l'Association mondiale pour l'éclairage hors réseau, qui ont eu lieu du 21 au 24 janvier 2018 à Hong Kong.	50
Bibliothèque Alexandrina	Éducation	Bibliothèque Alexandrina	Constituer des archives numériques couvrant le patrimoine, la culture et l'histoire du monde arabe, et organiser des expositions et des visites sur le terrain de sites archéologiques en Iraq, au Maroc, en Algérie et en Arabie saoudite.	200
Centre international pour la migration, la santé et le développement (IMCPD)	Multisectoriel	IMCPD	Contribuer à financer une étude sur la protection des réfugiés et le développement pour mieux comprendre les initiatives et options politiques concernant la protection régionale et le développement.	100
Conservatoire national de musique Edward Said (ESNCM)	Éducation	Fonds arabe, SIDA, donateurs locaux	Appuyer les activités éducatives et culturelles entreprises par l'ESNCM pour encourager la créativité, l'innovation et la culture de la diversité et de la constance chez les enfants palestiniens.	100
Fondation Lindau	Éducation		Parrainer la participation de quelque 90 jeunes scientifiques, chercheurs et économistes de pays en développement à trois rencontres de Lindau des lauréats du prix Nobel tenues en 2017 et devant se tenir en 2018 à Lindau (Allemagne).	158
Forum arabe pour l'environnement et le développement (AFED)	Éducation	AFED	Parrainer le rapport annuel de l'AFED intitulé 'L'environnement arabe dans dix ans' et la conférence qui a eu lieu en novembre 2017.	50
Forum international de l'énergie (IEF)	Énergie		Appuyer le 3 ^e Colloque IEF-OFID sur la pauvreté énergétique qui a eu lieu le 12 avril 2017 en Tunisie, ainsi qu'un atelier de l'IEF sur la création de capacités qui s'est tenu du 11 au 13 avril.	50
Forum SEforALL	Énergie		Parrainer la participation de 50 délégués de pays en développement au troisième Forum SEforALL qui s'est déroulé du 3 au 5 avril 2017 à New York (États-Unis d'Amérique).	50
International Water Association (IWA)	Eau et assainissement		Soutenir la participation de 30 délégués de pays en développement au cinquième Congrès pour le développement et exposition de l'IWA, qui a eu lieu du 13 au 16 novembre 2017 à Buenos Aires (Argentine), et la publication du rapport de l'IWA sur les eaux usées.	100
ITFC	Éducation	Fonds arabe, ITFC, Maroc	Appuyer la mise en œuvre de la première année du plan d'action pour le programme « Ponts du commerce arabo-africains ».	100
Pure Earth	Santé	Banque mondiale, USAID	Aider à financer un programme visant à prévenir et à réduire l'exposition à la pollution par le plomb au Bangladesh.	100
Bourse de l'OFID	Éducation		Bourse 2017 de l'OFID	500
Programme aQ'on Jay de la Fondation pour le développement intégral (FUDI)	Santé		Prix annuel 2017 de l'OFID	100
Recherche				1 808

L'OFID À L'ŒUVRE

Expansion du service d'oncologie d'un hôpital à Jérusalem



Le service de chimiothérapie modernisé de l'AVH prodigue des soins spécialisés qui sont accessibles, abordables et efficaces.

Montant : 1,1 million de dollars
(mis en œuvre en deux phases)

Intermédiaire : PNUD/PAPP

Mécanisme : Don

L'hôpital Augusta Victoria (AVH), situé sur le Mont des Oliviers et doté de 100 lits, est l'unique hôpital de Cisjordanie qui dispose d'un service de traitement du cancer.

Il prodigue des soins spécialisés qui sont accessibles, abordables et efficaces. Avec sa gamme complète de traitements, comme la radiothérapie, la chimiothérapie et les interventions chirurgicales, ainsi que l'hématologie et la transplantation de moelle osseuse, l'AVH demeure la clé de voûte des soins oncologiques dans les territoires occupés. Grâce à l'hôpital, les patients n'ont plus besoin de se rendre à l'étranger pour se faire soigner, ce qui réduit les dépenses du Ministère de la santé et

ôte le poids financier et émotionnel que cela représente pour les malades et leurs familles.

En 2015, l'OFID a été l'unique donateur à contribuer à la première phase de l'initiative PNUD/PAPP, avec un don de 600 000 dollars qui a permis à l'AVH de tripler la taille de son service de chimiothérapie et de moderniser et meubler ses installations. Sur la base des succès obtenus, le PNUD/PAPP a approché l'OFID pour qu'il appuie une seconde phase visant à accueillir un nombre croissant de patients venant de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est. Les activités comprendront l'agrandissement et la rénovation d'une aile déjà existante de l'hôpital qui sera rattachée au service de chimiothérapie. Des équipements médicaux, des fournitures et du mobilier seront également achetés.

La nouvelle phase devrait bénéficier directement à près de 4 500 patients atteints d'un cancer par an et réduire les temps d'attente pour les patients ambulatoires nécessitant une chimiothérapie.

Initiatives spéciales

Photo : OFID/ Carlos Opitz



Le Président de la FUDI, Juan Carlos Méndez (deuxième à gauche), reçoit le Prix annuel 2017 de l'OFID.

Photo : OYW



Cérémonie d'ouverture du sommet 2017 One Young World à Bogotá (Colombie).

Photo : OFID/Abdullah Alpour Jedd



L'OFID a parrainé pour la dixième année consécutive le Marathon de la ville de Vienne.

L'OFID s'engage dans une multitude d'activités allant au-delà du champ de ses opérations de base. Certaines de ces initiatives encouragent la création de capacités humaines, tandis que d'autres reconnaissent les contributions de personnes hors pair au développement. L'OFID participe aussi à un certain nombre de projets locaux au sein de sa communauté d'accueil à Vienne (Autriche).

En 2017, le **Prix annuel de l'OFID** a été décerné au Programme aQ'on Jay de la Fondation pour le développement intégral (FUDI) au Guatemala, qui a comme priorité l'amélioration de la santé et de la nutrition des enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition chronique aiguë. En collaboration

directe avec la population indigène, le centre s'attache à faire comprendre aux femmes les causes de la malnutrition et leur enseigne comment améliorer leurs propres pratiques en matière de soins de santé et d'alimentation et celles de leurs enfants. Le prix, doté d'un montant de 100 000 dollars, permettra au centre de renforcer son assistance aux familles vivant dans les zones rurales de Chimaltenango (Guatemala).

Le **Programme de bourses** de l'OFID parraine de jeunes étudiants brillants qui poursuivent des études universitaires de troisième cycle dans une discipline liée au développement. Neuf boursiers de l'OFID ont été sélectionnés en 2017 : **Sarah Al-Furasi**, du Yémen, qui poursuit une

maîtrise en sciences de la santé publique et environnementale à l'Université de Birmingham (Royaume-Uni) ; **Ahmed Khair**, du Soudan, qui poursuit des études sur les réfugiés et les migrations forcées à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni) ; **Alaa Mohamed**, d'Égypte, qui étudie la médecine moléculaire à l'Université de Sheffield (Royaume-Uni) ; **Anthony Musiwa**, du Zimbabwe, qui poursuit une maîtrise en recherche sur les politiques à l'Université de Bristol (Royaume-Uni) ; **Olive Musoni**, du Rwanda, poursuit sa maîtrise en travail social à l'Université de l'Alabama (États-Unis d'Amérique) ; **Phuong Tran**, du Vietnam, qui étudie pour sa maîtrise en santé mondiale à l'Institut Karolinska (Suède) ; **Amgalanzaya Tserenbaljir**, de



Photos : avec l'aimable autorisation des boursiers 2017 de l'OFID

Les boursiers 2017 de l'OFID : Sarah Al-Furasi, Ahmed Khair, Alaa Mohamed, Olive Musoni, Anthony Musiwa, Phuong Tran et Amgalanzaya Tserenbaljir.



Mongolie, qui poursuit des études sur l'éducation des adultes, le développement communautaire et le travail de la jeunesse à l'Université de Glasgow (Royaume-Uni) ; **Christelle Umuhoza**, du Rwanda, qui poursuit sa maîtrise en gestion du développement international à l'Université de Bradford (Royaume-Uni) ; et **Vanessa Williams-Rodriguez**, du Guyana, qui étudie à l'Université du Sussex (Royaume-Uni) pour une maîtrise en développement social.

Comme il le fait maintenant depuis 2009, l'OFID a apporté une fois encore son appui au sommet annuel **One Young World**, qui a eu lieu cette année à Bogotá (Colombie) – la première fois en Amérique latine. Le

Sommet a rassemblé de jeunes dirigeants venus des quatre coins du monde afin d'apporter des réponses aux défis les plus urgents de notre époque et de traduire les engagements pris en mesures concrètes. L'OFID a parrainé (à hauteur de 105 000 dollars) la participation de 20 délégués de pays en développement.

Au titre de son engagement assidu envers son pays hôte, l'OFID a participé pour la dixième année consécutive au **Marathon de la ville de Vienne**. L'organisation a également, pour la septième fois, ouvert les portes de son Siège à des groupes de visiteurs dans le cadre des célébrations de la **Journée autrichienne du patrimoine**.

Un autre événement qui a marqué la coopération avec l'Autriche a été l'accueil d'une vente aux enchères d'œuvres d'art au bénéfice de la **Croix-Rouge autrichienne**, qui a permis de lever plus de 60 000 euros pour appuyer l'intégration des réfugiés désireux de commencer une nouvelle vie en Autriche.

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site : <http://www.ofid.org/FOCUS-AREAS/Beyond-the-scope>



Annexes

Partenariats

L'OFID entretient et continue de développer un vaste réseau de partenaires stratégiques, au nombre desquels figurent les institutions bilatérales et multilatérales de développement des pays Membres de l'OPEP, les organismes spécialisés des Nations Unies, la Banque mondiale, des banques régionales et nationales de développement, des banques commerciales et de nombreuses ONG.

Sur les 24 projets approuvés en faveur du secteur public en 2017, 19 ont été cofinancés avec des donateurs extérieurs (en plus des gouvernements concernés), parmi lesquels des organismes d'aide de pays Membres de l'OPEP tels que la BADEA, la BIsD, le Fonds arabe, le Fonds d'Abou Dhabi, le Fonds koweïtien et le Fonds saoudien, ainsi que de nombreux autres partenaires, dont la BAFD, la BASD, la BDC, la BEI, la CAF, le FIDA et le FVC. L'OFID a contribué à hauteur de 698,8 millions de dollars à ces projets cofinancés, dont la

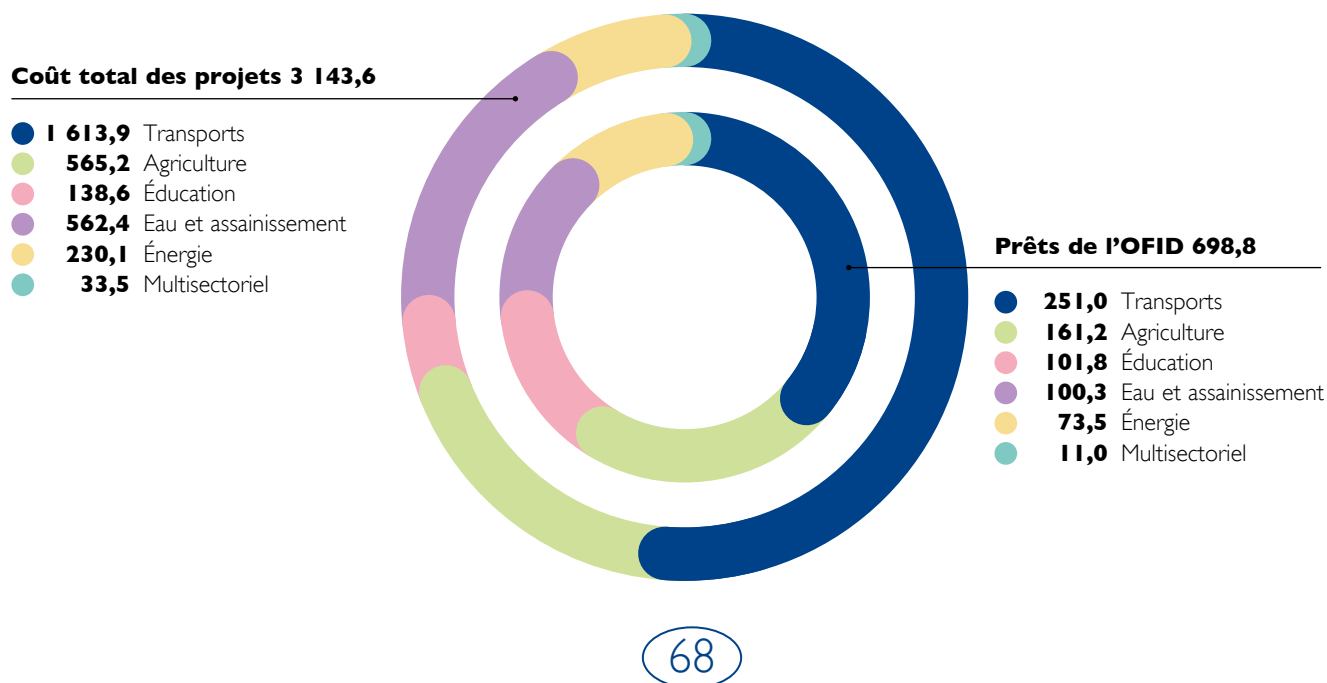
valeur cumulée s'est élevée à 3 143,6 millions de dollars (voir le diagramme ci-dessous pour la ventilation sectorielle des projets cofinancés).

Outre ses nombreux projets et opérations bilatéraux, le Département opérations en faveur du Secteur privé et du Financement du commerce de l'OFID a également vu se multiplier les possibilités de coopération grâce au renforcement du développement des entreprises et des activités de mise en réseau ces dernières années. Ces efforts lui ont permis d'approuver un montant total de 787,5 millions de dollars pour des opérations dans le secteur privé et le financement du commerce en 2017, contre 711,5 millions de dollars en 2016. Le travail interinstitutionnel, y compris avec des banques locales et régionales, des IMF et des sociétés de crédit-bail, a contribué à soutenir la diversification des secteurs et des instruments. Entre autres faits marquants de 2017, il convient de mentionner la signature d'un mémoran-

dum d'accord avec l'Africa Finance Corporation et la conclusion de la première transaction avec la Banque de commerce et de développement de la mer Noire, ainsi qu'une première transaction au Suriname.

À l'exception du Prix annuel de l'OFID et du programme de bourses, toutes les opérations de l'OFID approuvées par l'Unité des dons et de l'assistance technique en 2017 impliquaient des affiliés externes. Au nombre des partenaires figuraient notamment CARE Austria, Energy 4 Impact, l'IEF, l'IFRC, l'Institut Pasteur, l'IWA, l'ICMHD ainsi que des organismes des Nations Unies comme l'AIEA, le FIDA, le PAM, le PNUD, SEforALL et l'UNRWA, entre autres.

5.1 Projets du secteur public cofinancés avec d'autres donateurs extérieurs en 2017 (en millions de dollars)



État des contributions versées à l'OFID par des pays Membres de l'OPEP au 31 décembre 2017 (en milliers de dollars É.-U.)*

Contributions annoncées

Pays	Opérations directes de l'OFID	FIDA**	Fonds fiduciaire du FMI	Total
Algérie	105 640	25 580		131 220
Arabie saoudite	1 055 662	261 118	21 300	1 338 080
Émirats arabes unis	174 200	42 180	2 367	218 747
Équateur	7 220			7 220
Gabon	3 819	1 301		5 120
Indonésie	13 081	3 159		16 240
Iran, R.I.	529 449	139 637		669 086
Iraq	154 801	51 099	17 309	223 209
Koweït	380 159	92 041	10 348	482 548
Libye	211 001	51 099	3 805	265 905
Nigeria	249 803	66 459		316 262
Qatar	94 900	22 980	3 155	121 035
Venezuela	481 811	104 489	52 437	638 737
Total	3 461 546	861 142	110 721	4 433 409

Contributions versées

Pays	Opérations directes de l'OFID	FIDA**	Fonds fiduciaire du FMI	Total
Algérie	84 310	25 580		109 890
Arabie saoudite	842 302	261 118	21 300	1 124 720
Émirats arabes unis	138 989	42 180	2 367	183 536
Équateur	5 750			5 750
Gabon	3 503	1 301		4 804
Indonésie	10 421	3 159		13 580
Iran, R.I.	228 343	41 583		269 926
Iraq	123 561	51 099	17 309	191 969
Koweït	303 299	92 041	10 348	405 688
Libye	153 151	20 000	3 805	176 956
Nigeria	199 336	66 459		265 795
Qatar	72 980	22 980	3 155	99 115
Venezuela	370 551	104 489	52 437	527 477
Total	2 536 496	731 989	110 721	3 379 206

* Chiffres arrondis au dollar le plus proche.

** Uniquement les contributions versées par l'intermédiaire de l'OFID, c'est-à-dire les ressources initiales et la première reconstitution des ressources du FIDA.

Réunions de haut niveau auxquelles l'OFID a participé en 2017

FÉVRIER

Rome (Italie)

40^e session du Conseil des gouverneurs du Fonds international pour le développement agricole

MARS

Berne (Suisse)

Dialogue arabe-CAD sur le développement 2017

Lima (Pérou)

11^e Réunion annuelle des institutions de financement du développement sur la gouvernance d'entreprise

Asunción (Paraguay)

Réunion annuelle des Conseils des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la Société interaméricaine d'investissement

AVRIL

New York (États-Unis d'Amérique)

3^e Forum de l'initiative Énergie durable pour tous : Aller plus loin, plus vite, et ensemble

Riyad (Royaume d'Arabie saoudite)

79^e Réunion du Groupe de coordination des chefs d'opérations

Tunis (Tunisie)

3^e Forum international de l'énergie / Colloque de l'OFID sur la pauvreté énergétique

Rabat (Maroc)

Réunion annuelle conjointe des institutions financières arabes

Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

Réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

13^e Réunion du Comité directeur du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement

MAI

Riyad (Royaume d'Arabie saoudite)
Conférence de l'EuroMoney Arabie saoudite 2017 : « Vision 2030 »

Vienne (Autriche)

Réunion du Comité exécutif de la Plateforme de l'industrie pétrolière et gazière dédiée à l'accès à l'énergie

Londres (Royaume-Uni)

5^e Conférence sur la finance au service de l'Afrique

Yokohama (Japon)

50^e Réunion annuelle de la Banque asiatique de développement

Nicosie (Chypre)

Assemblée annuelle 2017 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Vienne (Autriche)

Forum de l'énergie de Vienne : Une énergie durable pour la mise en œuvre des ODD et de l'Accord de Paris

Djeddah (Royaume d'Arabie saoudite)

42^e Réunion annuelle de la Banque islamique de développement

Providenciales (Îles Turques-et-Caiques)

47^e Réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes

Ahmedabad (Inde)

52^e Réunion annuelle de la Banque africaine de développement

JUIN – SEPTEMBRE

Astana (Kazakhstan)

EXPO 2017 : Énergie de l'avenir

JUIN

Copenhague (Danemark)

19^e Forum annuel sur l'énergie en Afrique

Astana (Kazakhstan)

8^e Forum international sur l'énergie au service du développement durable

Nairobi (Kenya)

18^e Réunion annuelle des Conseillers juridiques généraux des institutions financières internationales

Vienne (Autriche)

1^{er} Sommet mondial autrichien Rio+20 : Traduire des objectifs durables en mesures concrètes

JUILLET

Istanbul (Turquie)

22^e Congrès mondial du pétrole : Ponts vers notre avenir énergétique

AOÛT

Lindau (Allemagne)

6^e Réunion de Lindau sur les sciences économiques

SEPTEMBRE

Vienne (Autriche)

Forum sur le financement du commerce de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement destiné aux professionnels du financement du commerce

OCTOBRE

Koweït (Koweït)

80^e Réunion du Groupe de coordination des chefs d'opérations

Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

Réunions annuelles 2017 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

Beyrouth (Liban)

Événement du Portail de développement arabe « Visualiser 2030 »

NOVEMBRE

Riyad (Arabie saoudite)

1^{er} Forum, exposition et réunion ministérielle du Forum international de l'énergie sur un cadre de partage des connaissances en matière d'efficacité énergétique en Asie

Beyrouth (Liban)

10^e Conférence annuelle du Forum arabe pour l'environnement et le développement

Washington, D.C. (États-Unis d'Amérique)

Semaine 2017 de la Banque mondiale sur le droit, la justice et le développement

Bonn (Allemagne)

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et 23^e session de la Conférence des Parties (COP23)

Buenos Aires (Argentine)

5^e Congrès pour le développement et exposition de l'International Water Association

Ashgabad (Turkménistan)

7^e Conférence de coopération économique régionale pour l'Afghanistan (RECCAVII)

Vienne (Autriche)

Conférence ministérielle 2017 des pays les moins avancés (PMA) organisée par l'ONUDI

Vienne (Autriche)

9^e Conférence et Exposition du Forum économique arabe-autrichien

Athènes (Grèce)

6^e Forum économique arabo-hellénique

Vienne (Autriche)

Célébration annuelle de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien proclamée par les Nations Unies

DÉCEMBRE

Vienne (Autriche)

Réunion du Comité exécutif de la Plateforme de l'industrie pétrolière et gazière dédiée à l'accès à l'énergie

Pour de plus amples informations, veuillez vous rendre sur le site :

<http://www.ofid.org/NEWS/Meetings-attended>

Faits saillants financiers

pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les informations présentées ci-dessous ont été extraites des états financiers de l'OFID vérifiés au 31 décembre 2017, et fournissent des renseignements fondamentaux et préliminaires sur la situation financière de l'OFID. Une version complète des états financiers est disponible à l'adresse www.ofid.org.

Mode de présentation

Les états financiers de l'OFID ont été préparés en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB).

Résumé des notes relatives aux états financiers

Normes comptables

L'OFID a choisi d'adopter par anticipation la norme IFRS 9 (Instruments financiers). En outre, l'OFID a adopté la norme IFRS 13 comme base pour l'évaluation de la juste valeur de ses actifs financiers.

Instruments de financement du développement

Conformément à son mandat, l'OFID octroie un financement et des dons en faveur du développement à ses pays partenaires. Les prêts au secteur public (prêts souverains) représentent le principal guichet de financement de l'OFID (71 % de ses opérations en faveur du développement et 46 % du total des actifs). Les prêts souverains sont accordés aux pays à revenu faible et intermédiaire pour financer des projets de développement. Les prêts à taux fixe ou variable qui permettent aux pays partenaires de compléter leurs parts dans le programme de prêts sont octroyés par la Facilité de financement mixte. Les Programmes de prêts fournissent des lignes directrices et des politiques d'ordre général pour la prise

de décisions concernant l'affectation des ressources. 2017 a été la première année du 20^e Programme de prêts de l'OFID.

Les prêts au secteur privé comprennent des prêts à moyen et long terme consentis aux conditions du marché à des entités du secteur privé de pays en développement.

La facilité de financement du commerce consiste en des prêts à court et moyen terme au taux du marché consentis à des émetteurs souverains et des entités commerciales de pays partenaires pour financer le commerce national et international et la logistique y afférente.

Grâce à des garanties de financement du commerce, l'OFID facilite les échanges internationaux en établissant des partenariats avec plusieurs autres institutions financières pour confirmer les lettres de crédit émises par des banques locales dans des pays partenaires.

Les prises de participation sont des positions prises par l'OFID dans des entreprises privées afin de faire avancer ses opérations de développement dans des pays partenaires. Ces instruments s'inscrivent par nature dans le long terme, mais ils sont aussi assortis de stratégies de sortie bien définies.

Les dons représentent l'assistance technique fournie par l'OFID à un bénéficiaire soit sous la forme d'un transfert direct de ressources soit par l'intermédiaire d'une institution partenaire.

Gestion des liquidités

Les comptes de trésorerie, les comptes à vue et les comptes de dépôt sont gérés par l'institution elle-même afin de fournir les liquidités nécessaires aux

décaissements opérationnels et aux dépenses administratives. L'OFID a pour politique de ne placer les dépôts que dans des banques auxquelles une note au moins égale à « A » a été attribuée par des agences de notation du crédit reconnues au niveau international.

Placements en trésorerie

Les placements en trésorerie consistent principalement en des portefeuilles de négociation qui sont gérés de manière active par des gestionnaires externes. Les titres détenus dans les portefeuilles de négociation de l'OFID sont inscrits et comptabilisés à leurs prix cotés publiquement (Niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs). Les gains/pertes réalisés ou non sont constatés dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont survenus.

Montants à recevoir

Les montants à recevoir se composent des intérêts courus et des frais ainsi que des contributions à recevoir des pays Membres. Ces dernières représentent les montants dus par les pays Membres au titre des contributions demandées. En 2013, l'OFID a commencé à recevoir des contributions promises par les pays Membres au titre de la 4^e Reconstitution, qui s'est poursuivie en 2017.

Immobilisations corporelles

Les actifs corporels de l'OFID comprennent les terrains et les bâtiments en pleine propriété, les véhicules à moteur, les logiciels informatiques, le mobilier et les agencements, ainsi que l'équipement informatique et le matériel de bureau.

Avantages postérieurs à l'emploi

L'OFID offre à ses employés non locaux un régime de retraite et un plan médical à prestations définies. Dans un plan à prestations définies, le montant des prestations dont bénéficiera l'employé

au moment de la retraite est prédéterminé en fonction d'indices autres que les cotisations antérieures de l'employé ou les rendements des placements du plan. Le plan reçoit des cotisations régulières des employés participants et du répondant ; ces cotisations plus tout rendement sur les placements, moins les prestations payées, constituent les actifs du plan.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent un plan de retraite du personnel, un plan de couverture médicale et d'autres avantages sociaux, tels qu'une indemnité compensatrice de congés annuels, une allocation de logement et des prestations familiales, une prime de départ, une indemnité de réinstallation et le remboursement des frais de déménagement pour les employés répondant aux critères d'admissibilité. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations futures constitue le passif du plan.

Capitaux propres

Par capitaux propres, on entend les contributions demandées aux pays Membres plus les réserves. Les Réserves comprennent la réserve générale, les réserves pour les dons et autres réserves. Les capitaux propres de l'OFID à la fin de 2017 s'élevaient à 7 129 millions de dollars, dont 4 262 millions de dollars de contributions des pays Membres, le solde constituant les réserves.

La réserve générale se compose des recettes nettes cumulées depuis la création de l'OFID jusqu'à la date de reporting, moins tout ajustement et tout transfert effectué vers la réserve pour les dons.

Provisions pour dépréciation

Le montant des provisions pour le financement du développement est

déterminé sur la base du modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues (ECL) tel que décrit dans la norme IFRS 9.

L'OFID calcule en interne l'exposition au risque de crédit et les pertes en cas de défaut (LGD) estimées pour chaque portefeuille de prêts et combine ces données aux probabilités de défaut (PD) émanant de sources externes. Tous ces facteurs sont inclus dans les 3 phases du principe de provisionnement des ECL de l'IFRS 9. Chaque prêt au sein du portefeuille de l'OFID se voit attribuer une note de crédit fondée sur un système de notation interne.

Les provisions pour dépréciation sont constatées dans des comptes de contrepartie d'actif portés en déduction de l'encours des portefeuilles de prêts, afin de garantir que la valeur comptable reflète la juste valeur du prêt.

Récapitulatif des résultats financiers

Les recettes totales de l'OFID en 2017 s'élevaient à 231 millions de dollars des États-Unis, contre 230 millions de dollars en 2016. La légère augmentation des recettes s'explique par les revenus tirés des prêts au développement, des prises de participation et des garanties, qui ont atteint 175 millions de dollars, poursuivant leur tendance à la hausse par rapport aux 158 millions de dollars de 2016, et par la très bonne performance des placements en trésorerie. Le rendement du portefeuille de placements s'est élevé à 156 millions de dollars en 2017, contre 111 millions de dollars en 2016. Cet excellent résultat est imputable à la poursuite de la remontée sur les marchés boursiers et à la bonne performance du portefeuille de titres à revenu fixe. En revanche, les provisions pour dépréciation ont été plus élevées en 2017 (108 millions de

dollars) qu'en 2016 (43 millions de dollars). Le résultat net de l'exercice, après déduction des dépenses administratives, des provisions et de l'amortissement des immobilisations corporelles, a été de 169 millions de dollars, contre 170 millions de dollars en 2016.

Opinion de l'auditeur indépendant

Conformément au paragraphe iv) de l'article 5.02 de l'Accord portant création de l'OFID, le Conseil ministériel a nommé KPMG Austria GmbH comme auditeur extérieur de l'OFID en juillet 2017. L'auditeur a exprimé une opinion sans réserve sur les états financiers de l'OFID au 31 décembre 2017, qui ont été préparés en conformité avec les normes IFRS.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
aux 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars)

	2017	2016
ACTIFS		
AVOIRS EN BANQUE	188,5	378,6
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE	1 725,5	1 615,6
MONTANTS À RECEVOIR	570,8	686,9
PRÊTS AU TITRE DE LA FACILITÉ DE FINANCEMENT DU COMMERCE		
Encours	453,2	361,4
Moins : Provisions pour dépréciation	(22,0)	(24,4)
Prêts nets au titre de la Facilité de financement du commerce	431,2	337,0
PRÊTS AU SECTEUR PRIVÉ		
Encours	837,4	801,2
Moins : Provisions pour dépréciation	(50,4)	(69,3)
Prêts nets au secteur privé	787,0	731,9
PRÊTS AU SECTEUR PUBLIC		
Encours	3.658,3	3.348,7
Moins : Provisions pour dépréciation	(310,9)	(139,4)
Prêts nets au secteur public	3.347,4	3.209,4
PRISES DE PARTICIPATION		
Encours	167,9	147,4
Ajustement à la juste valeur	(15,8)	(27,4)
Prises de participation nettes du secteur privé	152,1	119,9
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	115,7	88,4
MONTANT TOTAL DES ACTIFS	7 318,2	7 167,7
PASSIFS		
Montants à payer	6,0	5,8
Provision pour les garanties de financement du commerce	1,3	6,4
Avantages postérieurs à l'emploi	181,5	153,1
MONTANT TOTAL DES PASSIFS	188,8	165,3
CAPITAUX PROPRES		
Contributions des pays Membres	4 262,2	4 262,2
Réserves	2 867,2	2 740,3
MONTANT TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	7 129,4	7 002,5
MONTANT TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES	7 318,2	7 167,7

COMPTE DE RÉSULTAT**aux 31 décembre 2017 et 2016** (en millions de dollars)

	2017	2016
REVENUS		
Revenus provenant du financement du développement		
Prêts au secteur public	101,0	94,5
Prêts au secteur privé	51,5	39,6
Prêts et garanties au titre du financement du commerce	19,1	22,1
Prises de participation	3,4	1,7
Revenus bruts provenant du financement du développement	175,0	157,9
Provisions pour dépréciation		
Prêts au secteur public	(89,2)	(11,2)
Prêts au secteur privé	(17,7)	(12,4)
Prêts et garanties au titre du financement du commerce	(1,0)	(19,8)
Total des provisions pour dépréciation	(107,9)	(43,4)
Revenus provenant du financement du développement nets de provisions	67,1	114,4
Revenus des placements en trésorerie	155,5	111,3
Écarts de conversion et autres revenus	8,7	4,2
Total des revenus	231,4	229,9
DÉPENSES		
Dépenses administratives	(44,6)	(43,6)
Amortissement des immobilisations corporelles	(2,1)	(2,2)
Provisions pour les avantages postérieurs à l'emploi	(15,5)	(14,1)
Total des dépenses	(62,2)	(59,9)
REVENUS/(PERTES) NETS POUR L'EXERCICE	169,2	170,0

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL**aux 31 décembre 2017 et 2016** (en millions de dollars)

	2017	2016
Résultat net de l'exercice	169,2	170,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui ne seront pas classés dans le compte de résultat		
Gain/(Perte) de réévaluation sur les prises de participation	12,9	(2,7)
Gain/(Perte) de réévaluation sur les immobilisations	29,2	-
Gain/(Perte) de réévaluation sur les régimes relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi	(14,2)	(9,4)
Total des autres éléments du résultat global	27,9	(12,0)
Résultat global de l'exercice	197,1	158,0

TABLEAU DES VARIATIONS DES FONDS PROPRES
aux 31 décembre 2017 et 2016 (en millions de dollars)

	Contributions des pays Membres	Réserve générale	Réserve pour les dons	Autres réserves	Montant total des capitaux propres
Solde au 1^{er} janvier 2016	4 262,2	2 526,4	75,8	(1,3)	6 863,1
Transfert de la Réserve générale	-	(12,0)	12,0	-	-
Transfert vers la Réserve générale	-	2,8	(0,9)	(1,8)	-
Décaissements de dons	-	-	(17,3)	-	(17,3)
Résultat net de l'exercice	-	170,0	-	-	170,0
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-	-	(12,0)	(12,0)
Gain/(Perte) réalisés sur les prises de participation	-	(1,3)	-	-	(1,3)
Solde au 31 décembre 2016	4 262,2	2 685,9	69,6	(15,1)	7 002,5

Solde au 1^{er} janvier 2017	4 262,2	2 685,9	69,6	(15,1)	7 002,5
Transition vers le provisionnement basé sur les ECL en janvier 2017	-	(55,6)	-	-	(55,6)
Transfert de la Réserve générale	-	(47,0)	47,0	-	-
Transfert vers la Réserve générale	-	35,0	(33,2)	(1,8)	(0,0)
Décaissements de dons	-	-	(14,6)	-	(14,6)
Résultat net de l'exercice	-	169,2	-	-	169,2
Autres éléments du résultat global de l'exercice	-	-	-	27,9	27,9
Gain/(Perte) réalisés sur les prises de participation	-	1,3	-	(1,3)	-
Solde au 31 décembre 2017	4 262,2	2 788,8	68,8	9,7	7 129,4

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**aux 31 décembre 2017 et 2016** (en millions de dollars)

	2017	2016
RESSOURCES PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Intérêts et autres commissions sur les prêts au secteur public	97,7	89,3
Intérêts et autres commissions sur les prêts au secteur privé	47,7	39,2
Intérêts et autres commissions au titre de la Facilité de financement du commerce	20,7	23,5
Dividendes et autres profits perçus sur les titres de participation	2,2	1,6
Intérêts sur les comptes à terme	4,2	1,3
Dépenses administratives	(44,0)	(45,8)
Gain/(perte) de change réalisés	(24,5)	9,8
Autres - net	18,0	(4,5)
Flux de trésorerie nets provenant/(utilisés dans) des activités opérationnelles	122,0	114,4
RESSOURCES PROVENANT DES ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Cession des placements en trésorerie	46,6	75,6
Prêts au secteur public décaissés	(595,1)	(470,0)
Prêts au secteur public remboursés	285,2	260,1
Prêts au secteur privé décaissés	(227,6)	(143,5)
Prêts au secteur privé remboursés	191,2	111,9
Prêts au titre du financement du commerce décaissés	(328,2)	(186,1)
Prêts au titre du financement du commerce remboursés	236,6	338,5
Titres de participation du secteur privé acquis	(28,7)	(15,5)
Titres de participation du secteur privé vendus	9,4	2,9
Achat d'équipements et de logiciels	(0,1)	(0,1)
Flux de trésorerie nets provenant/(utilisés dans) des activités de placement	(410,7)	(26,1)
RESSOURCES PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Souscriptions des pays Membres	113,2	38,1
Dons décaissés des Réserves	(14,6)	(17,3)
Flux de trésorerie nets provenant/(utilisés dans) des activités de financement	98,6	20,8
Augmentation/(Diminution) nette des fonds en caisse et des dépôts à vue	(190,1)	109,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier	378,6	269,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre	188,5	378,6

Glossaire

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALC	Amérique latine et Caraïbes
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BAuD	Banque asiatique de développement
BDC	Banque de développement des Caraïbes
BEI	Banque européenne d'investissement
BIuD	Banque islamique de développement
BOAD	Banque ouest-africaine de développement
CAF	Banque de développement de l'Amérique latine
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
EAP	Plateforme dédiée à l'accès à l'énergie
EAU	Émirats arabes unis
FAfD	Fonds africain de développement
FIDA	Fonds international pour le développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Société néerlandaise de financement du développement
Fonds arabe	Fonds arabe pour le développement économique et social
Fonds d'Abou Dhabi	Fonds d'Abou Dhabi pour le développement
Fonds koweïtien	Fonds koweïtien pour le développement économique arabe
Fonds saoudien	Fonds saoudien pour le développement
FVC	Fonds vert pour le climat
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICMPD	Centre international pour la migration, la santé et le développement
IEF	Forum international de l'énergie
IFRC	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IFRS	Normes internationales d'information financière
IRCS	Société iranienne du Croissant-Rouge
ITFC	Société islamique internationale de financement du commerce
IWA	International Water Association
km	kilomètre
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ÖEB	Banque autrichienne de développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPP	Programme d'assistance au peuple palestinien
PIB	Produit intérieur brut
PMA	Pays les moins avancés
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé
SEforALL	Énergie durable pour tous
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
USA	États-Unis d'Amérique
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VIH/SIDA	Virus de l'immunodéficience acquise/syndrome d'immunodéficience acquise
WPC	Congrès mondial du pétrole

IMPRINT

OFID

Le Fonds OPEP pour le développement international
Parkring 8, P.O. Box 995
A-1010 Vienne, Autriche
Tél. : (+43 1) 515 64 - 0
Fax : (+43 1) 513 92 38
www.ofid.org

Rédacteur en chef

Fernando Garay

Rédacteur

Steve Hughes

Rédactrice adjointe

Anna Ilaria-Mayrhofer

Conceptrice graphique

Damelys Delgado

Statistiques

Nicholas Smith

Correcteur d'épreuves chargé de la production de langue arabe

Souhad Khriesat

Contributions éditoriales

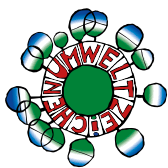
Silvia Mateyka
Justine Würtz
Unité des dons et de l'assistance
technique
Département Opérations en
faveur du secteur privé et du
financement du commerce
Département Opérations en
faveur du secteur public
Département de la planification
stratégique et des services
économiques

Production

Iris Vittini Encarnacion

Conception et Impression

S.I.M. – Special Interest Magazines
Zeitschriftenverlagsges.m.b.H.,
Vienne, Autriche
Imprimé en Autriche par Grasl
Druck & Neue Medien GmbH



Cette publication a été imprimée conformément aux directives
définies par l'Écolabel autrichien pour les « produits imprimés ».



OFID

Le Fonds OPEP pour le développement international

Parkring 8, P.O. Box 995

A-1010 Vienne, Autriche

Tél. : (+43 1) 515 64 - 0

Fax : (+43 1) 513 92 38

www.ofid.org

ISBN 978-3-9503167-7-3